



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juillet 2022**

PROCES-VERBAL

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022
- Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 28 juillet 2022

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Hors commission - Détermination du nombre d'Adjoints au Maire de Montpellier - Déclaration de vacance du poste de 14^{ème} Adjoint - Approbation
2. Hors commission - Élection d'un Adjoint au Maire sur le poste déclaré vacant
68. Aide exceptionnelle en faveur d'actions de prévention et de vaccination – Lutte contre la variole du singe ou “Monkey Pox” – Exercice 2022 - Approbation
3. Ressources – Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget de la Ville de Montpellier - Adoption
4. Ressources - Budget supplémentaire 2022 de la Ville de Montpellier - Adoption
5. Environnement - Qualité de l'air - Convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2025 entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO Occitanie - Approbation - Autorisation de signature
6. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires d'accueils de loisirs - Conventions d'occupation 2022-2023 - Attribution de subventions en nature - Approbation - Autorisation de signature
7. Services à la population et cohésion sociale - Construction d'un centre d'accueil pour la Petite Enfance à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'association Mas des Moulins - Approbation
8. Rayonnement et attractivité du territoire - Candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Attribution d'une subvention à l'association - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
9. Rayonnement et attractivité du territoire - Convention cadre de partenariat "Culture" entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 - Autorisation de signature
10. Rayonnement et attractivité du territoire - Réalisation d'un terrain multisports dans le quartier de la Cité Gely - Approbation
11. Rayonnement et attractivité du territoire - Création d'équipements de proximité dans les quartiers de la Pompignane et du Petit Bard - Approbation
12. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets d'investissement en faveur du développement des activités physiques et sportives - Renouvellement pour une deuxième session - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
13. Services à la population et cohésion sociale - Dispositif "Coup de pouce jeunes" - Soutien à

- une première adhésion à une association sportive ou culturelle ou de loisirs - Reconduction pour la saison 2022-2023 - Approbation
14. Rayonnement et attractivité du territoire - Programmes de mobilité étudiante - Renouvellement 2022-2024 - Prise en charge des frais de scolarité - Versement de bourses et de frais divers - Approbation
 15. Ressources – Campus du management – Convention cadre partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) - Approbation
 16. Services à la population et cohésion sociale - Expérimentation d'une unité mobile de prévention et promotion santé - Conventions de partenariat - Approbation - Autorisation de signature
 17. Hors commission – Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée (TZCLD) – Préparation d'une candidature à l'expérimentation – Convention de prestation de service entre Montpellier Méditerranée Métropole, les Villes de Grabels et Montpellier – Approbation – Autorisation de signature
 18. Services à la population et cohésion sociale - Actions de lutte contre la précarité énergétique dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) 2022 - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, Enedis, ACM Habitat, les associations Compagnons Bâisseurs Occitanie et Octopus Expression - Autorisation de signature
 19. Services à la population et cohésion sociale - Dotation Politique de la Ville 2022 - Convention d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature
 20. Services à la population et cohésion sociale - Attribution de subvention au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier - Exercice 2022 - Autorisation de Signature
 21. Hors commission - Attributions de subvention dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
 22. Services à la population et cohésion sociale - Crèche Joséphine Baker - Contrat de délégation de service public entre la Ville de Montpellier et People&Baby - Approbation - Autorisation de signature
 23. Services à la population et cohésion sociale - Crèche Joséphine Baker - Contrat de délégation de service public entre la Ville de Montpellier et People&Baby - Approbation - Autorisation de signature
 24. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite éducative" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
 25. Aménagement durable du territoire - Quartier Croix d'Argent - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Hauts de la Croix d'Argent - Bilan de la participation du Public par Voie Électronique - Dossier de création de la ZAC - Approbation
 26. Aménagement durable du territoire - Renoncement partiel emplacement réservé C 37 - Parcelle SK 170p et Vente à la SA3M - Avenue Nina Simone à Montpellier Propriété "Ville de Montpellier" - Approbation
 27. Aménagement durable du territoire - Eglise Sainte-Eulalie - Régularisation foncière avec la société Les Jardins de la Merci - 12 et 14 rue de la Merci - Parcelle cadastrée BX 139 – Approbation
 28. Aménagement durable du territoire - Mandat d'acquisition foncière entre la Ville de Montpellier et la SERM - Quartier Port Marianne - Clôture du mandat - Reddition des comptes – Approbation
 29. Aménagement durable du territoire - Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des

- façades - Attribution de subventions
30. Aménagement durable du territoire - Opérations d'amélioration de l'habitat dans le périmètre "Grand Cœur" - Convention de transfert de Maîtrise d'Ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant n°2 - Autorisation de signature
 31. Rayonnement et attractivité du territoire - Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions
 32. Rayonnement et attractivité du territoire - Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Procédure de rétrocession de baux commerciaux - Désignation des candidats - Approbation
 33. Rayonnement et attractivité du territoire - What A Trip Festival 2022 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Association pour le Festival International du Voyage et de l'Aventure de Montpellier (AFIVAM) - Autorisation de signature
 34. Aménagement durable du territoire - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Fédération des Organisations Économiques de producteurs 100 % bio (FOREBIO) pour une mise à disposition à titre gratuit d'une partie de la villa sise 1457 rue du Pioch de Boutonnet - Autorisation de signature
 35. Hors commission - ZAT 2022 - Convention de partenariat de coproduction entre la Ville de Montpellier et le Domaine d'O - Approbation - Autorisation de signature
 36. Rayonnement et attractivité du territoire - Organisation de rendez-vous culturels - Prise en charge des frais des intervenants pour l'année 2022 - Approbation - Autorisation de signature
 37. Hors commission - Attributions de subventions dans la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Opération de soutien aux salles de spectacle - Approbation - Autorisation de signature
 38. Rayonnement et attractivité du territoire - Opération Cinéma sous les étoiles - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un tarif réduit à 4 € - Autorisation de signature
 - 38bis Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la bis thématique "Jeunesse" – Exercice 2022 – Approbation
 39. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Ville Sportive" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
 40. Services à la population et cohésion sociale - Convention de mise à disposition de locaux associatifs en créneaux horaires à titre gracieux - Approbation - Autorisation de signature
 41. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition des salles des Maisons Pour Tous à titre gratuit – Approbation
 42. Services à la population et cohésion sociale – Mise à disposition de locaux associatifs- Approbation de loyers minorés – Conventions - Autorisation de signature
 43. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition de locaux associatifs – Avenant n°1 - Autorisation de signature
 44. Hors commission – Attribution de subventions dans le cadre de la thématique “Vie associative” – Exercice 2022 - Autorisation de signature
 45. Hors commission – Évolution du stationnement réglementé sur le territoire de la Ville de Montpellier – Approbation
 46. Aménagement durable du territoire - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier relatif à l'accompagnement à la démarche climat-air-énergie dans le cadre d'un renouvellement de labellisation -

Autorisation de signature

47. Aménagement durable du territoire - Convention d'occupation temporaire entre la Ville de Montpellier et l'association Médiation avec Toits - Autorisation de signature
48. Aménagement durable du territoire - Hôtel Baschy du Cayla - Convention d'occupation du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de signature
49. Hors commission - Convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Midi-Libre pour la co- organisation de la troisième édition du Forum "Le Monde Nouveau" à Montpellier - Autorisation de signature
50. Hors commission - Convention entre la ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Le Point pour la co- organisation de la sixième édition de Futurapolis à Montpellier - Autorisation de signature
51. Ressources - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier (CCAS) de Montpellier et la Ville de Montpellier pour la passation de trois marchés de maintenance, prestations et acquisitions complémentaires des solutions Astre, eSeditRH, e-Temptation - Autorisation de signature
52. Ressources - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique - Approbation - Autorisation de signature
53. Ressources - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition et le contrôle d'une orthophotographie PCRS 5cm - Autorisation de signature
54. Ressources - Assistance au recrutement - Convention cadre entre la Ville de Montpellier et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG34) - Autorisation de signature
55. Ressources - Mise en place d'un dispositif de traitement des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes au sein de la Ville de Montpellier - Approbation
56. Ressources - Relations Institutionnelles entre la Ville et la Métropole - Mise à disposition de services - Conventions de mise à disposition - Autorisation de signature
57. Ressources - Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Modifications des services communs avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature
58. Ressources - Modification du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Refonte du Régime indemnitaire des catégories A, B et C - Approbation
59. Ressources - Modification du tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier - Approbation
60. Ressources – Suivi des recommandations du rapport d'observations définitives sur les actions entreprises par la Ville de Montpellier à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes – Approbation
61. Ressources – Délégation de service public – Application de la loi du 25 août 2021 confortant le respect des principes de la République – Modification des contrats en cours
62. Hors commission - Délégations du Conseil municipal au Maire - M. Michaël DELAFOSSE -

Approbation

63. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Montpellier Events - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 – Approbation
64. Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation
65. Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Economie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport annuel 2021 de l'administrateur - Approbation
66. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SOMIMON - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation
67. Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Convoqué le 22 juillet 2022, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 28 juillet 2022 à 9 heures, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Secrétaire de séance :

Clara GIMENEZ.

Monsieur le Maire : Bonjour à tous, mes chers collègues, merci de votre présence pour le dernier Conseil municipal avant la trêve estivale.

Premier point : nous accueillons un nouveau collègue, Monsieur Alban ZANCHIELLO, ici présent, qui siège à la suite de la démission de Monsieur SULTAN. Nous aurons l'occasion d'y revenir, j'aurai quelques mots.

Quelques éléments d'actualité, de manière assez rapide. On aura l'occasion d'y revenir, mais je voudrais publiquement féliciter et remercier la branche famille de la Sécurité sociale et la CAF, son directeur, Thierry MATHIEU, son président, Karim BELLAHCEN, et l'ensemble de son équipe du 3NT4D. Nous étions hier avec Hervé MARTIN à La Grande-Motte – je remercie le maire Stéphan ROSSIGNOL et l'ensemble de ses équipes – pour un très beau projet sur lequel nous sommes en partenariat, puisque le club exerce l'activité de centre de loisirs à cet endroit. C'est au total près de 1 000 enfants, issus des quartiers politique de la ville, qui vont bénéficier d'une semaine de stage de loisirs dans ce centre de loisirs absolument remarquable. C'est une illustration de l'engagement qui est le nôtre sur le droit aux vacances, qui a été l'inspiration de Léo LAGRANGE – une personne dont beaucoup de bâtiments dans toutes les communes de France portent le nom. Bravo, c'est absolument remarquable. On aura l'occasion de revenir sur ce sujet, mais je voulais vraiment remercier publiquement tous les acteurs. Ça a été une opération qui a été menée tambour battant, en quelques mois. Ce lieu, le centre de loisirs Poséidon, est très important : c'est celui-ci qui accueillera, chère Clare [HART] – et merci de ta mobilisation cet été – les enfants venant de la commune de Lviv en Ukraine, avec laquelle nous avons un partenariat, pour leur permettre cette forme d'évasion dans le contexte de guerre. C'est un acte de solidarité extrêmement fort, car, si aujourd'hui est « *le jour du dépassement* » sur le plan écologique et que cela doit nous mobiliser – et nous mobilise d'ailleurs depuis le début de notre mandat – il y a aussi les inégalités sociales contre lesquelles il ne faut jamais se résigner.

Autre élément : je voudrais remercier l'ensemble des équipes municipales et de la Métropole pour les festivités du 14 juillet : c'est notre fête nationale, ce n'est pas un folklore. Nous aurons l'occasion de présenter à notre nouveau collègue, Monsieur ZANCHIELLO, un extrait du film *Napoléon* d'Abel GANCE, qui montre les événements révolutionnaires. Ce film fera l'objet d'un traitement particulier dans l'année culturelle 2023, nous aurons l'occasion d'y revenir ; c'est une manière de *teaser*, comme on dit en occitan. Concernant les festivités du 14 juillet : des feux d'artifices, un très beau concert de l'orchestre national de Montpellier sur le parvis de la Mairie, une retraite aux flambeaux et un spectacle autour du Théâtre de la Plume offert aux enfants grâce à toutes les équipes – pardonnez-moi si je n'en donne pas les noms, au risque d'être maladroit – et une très belle prise d'armes en hommage à nos forces de sécurité.

Autre élément d'actualité : dans le cadre de la coopération qui fonde l'action en matière de tranquillité publique avec l'État, je veux saluer ici Monsieur COTE et, à travers lui, l'ensemble de la police municipale. Nous avons mené avec un engagement résolu de très nombreuses opérations conjointes sous l'autorité du procureur – Groupe Local de Traitement de la Délinquance (GLTD), groupes de Partenariat Opérationnel (GPO) – dans le secteur de Plan Cabanes, avec une action résolue, pour faire en sorte que l'espace public garantisse à chacun la liberté d'aller et venir et que les règles soient respectées. Ce travail est long, il est difficile ; mais notre résolution est totale, et en lien parfait avec les préfets Hugues MOUTOUH, et avant lui Jacques WITKOWSKI.

Il y a quelques jours de cela, parce que nous déstabilisons des trafics par l'action de l'autorité publique, il y a eu une sorte de « *règlement de comptes* » avec des armes – en l'occurrence une machette – dont on se demande comment des gens peuvent les posséder et comment des gens consentent à les vendre. Il y a eu un règlement de compte entre deux groupes d'individus. Aujourd'hui, les forces de police ont arrêté l'essentiel des protagonistes, grâce d'ailleurs à la mobilisation de vidéosurveillance de la Ville et au parfait travail de coopération. On peut être surpris que la victime n'ait pas considéré utile de faire valoir ses droits devant la justice par un dépôt de plainte, mais il ne nous appartient pas de commenter cela.

Dès lundi, la police municipale s'est donc positionnée, en lien avec la police nationale. Je me suis moi-même rendu sur site pour exprimer mon soutien aux habitants et leur faire part de notre résolution sur ce secteur de la ville comme sur d'autres – mais sur celui-ci particulièrement. Nous avons beaucoup échangé avec Monsieur le préfet de l'Hérault. Je lui ai indiqué qu'évidemment, cette situation justifiait un engagement, et il a donc saisi Monsieur le ministre de l'Intérieur. Dans les jours qui arrivent, une compagnie de CRS supplémentaire devrait être positionnée sur Montpellier le temps de la période estivale, et, bien-sûr, particulièrement à cet endroit. Cette compagnie constitue des moyens qui sont affectés pour la sécurité, le Tour de France, les déplacements officiels, l'accueil de personnalités étrangères, les événements importants de notre pays, etc. Monsieur le ministre de l'Intérieur a donc fait savoir à Monsieur le préfet – qui me l'a communiqué – que nous aurions des renforts pour l'été, et je veux ici les en remercier. Au mois de septembre, nous accueillerons les effectifs de police supplémentaires promis : 20 agents sont d'ores et déjà présents sur la commune de Montpellier, et 30 autres devraient arriver.

En matière de sécurité, je voudrais également évoquer le logement social en me tournant vers notre collègue Michel CALVO, président de l'office ACM. Le logement social est un engagement résolu de la part de notre équipe municipale, et il doit venir en aide aux populations en situation de grande fragilité. Nous le savons tous ici : quelles que soient nos sensibilités, nous sommes interpellés sur les situations de difficulté en matière de logement. Il y avait un locataire qui était en situation d'impayés, comme nous le faisons systématiquement, les services d'ACM se rendent sur place et un accompagnement social peut être proposé pour faire un échéancier de créances, parce qu'on n'est jamais à l'abri d'une vulnérabilité. Il se trouve qu'un célibataire a eu cette proposition d'accompagnement social, mais que, dans son logement, il a été découvert à la fois des armes et des stupéfiants qui servaient aux deals. Conformément à l'information que nous avons donnée à l'ensemble des locataires, cela n'est pas acceptable, son bail a donc été dénoncé. Le logement social est un droit, et chacun doit pouvoir y accéder à partir de ses revenus, mais on se doit de respecter un certain nombre de règles, l'ensemble des règles qui fondent la vie en société. Nous avons donc procédé à cela, en lien, d'ailleurs, avec l'autorité judiciaire, sur ce sujet.

Troisième aspect relatif à la sécurité. Il vous est remis sur table une affaire supplémentaire à titre d'urgence, qui concerne un phénomène dont les médias rendent compte. Aujourd'hui, le quotidien *Libération* rend compte d'un témoignage édifiant sur la variole du singe, qui se développe sur des populations à risques. Elle a fait l'objet il y a quelques jours d'un état d'alerte par le directeur général de l'OMS. Dans cet esprit-là, avec Élodie BRUN-MANDON, nous avons contacté un certain nombre d'associations d'éducation à la santé et le SPOT, qui est un lieu très important de prise en charge des IST – mais je ne veux pas décrire son travail. Nous avons décidé conjointement, en lien avec le directeur de l'ARS, Didier JAFFRE – que je remercie – de mettre en place des moyens supplémentaires pour assurer la vaccination contre la variole du singe durant cette période estivale, mais aussi des crédits en faveur de la prévention sur ce qui est désigné comme une IST, en s'appuyant sur l'expertise des associations. Nous serons invités à délibérer là-dessus.

Événement peut-être plus léger, mais tout aussi important, cher Hervé MARTIN : ce samedi aura lieu le jubilé de trois joueurs de rugby de légende au stade Sabathé. Ils ont annoncé la composition de leurs équipes. C'est un événement auquel tous les Montpelliérains sont invités. Vous avez pu le voir, sur le parvis de la Marie va se tenir avec Monsieur BOURDIN le mondial de la pétanque, qui se tenait auparavant à Odysseum et se tient autour de l'hôtel de ville. C'est un moyen à la fois de soutenir les commerçants et de mettre en visibilité ce qui est une pratique sportive importante pour de très nombreux Montpelliérains.

Voilà les quelques informations de début de Conseil. Madame DOULAIN, j'ai bien noté votre question orale : je vous propose qu'on la traite en fin de séance.

Alenka DOULAIN : *intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Il n'y a pas de problème : vous la poserez, puis nous apporterons les éléments de réponse que nous devons fournir. Merci. Je propose de donner la parole à Madame GIMENEZ pour procéder à l'appel. Nous allons ensuite aborder l'ordre du jour.

Clara GIMENEZ procède à l'appel.

Monsieur le Maire : L'appel est clos. Le quorum est largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer.

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 28 juillet 2022

Monsieur le Maire : Premier point : l'approbation de l'ordre du jour, qui comporte 68 affaires. Comme je vous l'ai indiqué, il y a une nouvelle délibération sur table : l'affaire n°2 relative à la variole du singe. En vous priant d'accepter nos excuses, il y a eu un petit dysfonctionnement informatique. Deux affaires comportent le n°38, et il y aura donc 38 et 38 bis. Nous aurons donc 69 affaires à traiter dans ce Conseil. Je mets aux voix l'ordre du jour. Oui, Madame DOULAIN ?

Alenka DOULAIN : Bonjour Monsieur le Maire. Chers collègues, il y a une affaire qu'il me semblerait intéressant d'évoquer. Vous avez sciemment décidé de ne pas solliciter auprès de la préfecture l'ouverture jusqu'à 2 heures de nos bars et restaurants, à la différence d'une quinzaine de villes dans l'Hérault et à la différence des années précédentes. Je ne vais pas chercher à polémiquer sur cette décision, vous êtes pour...

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, vous soulevez le sujet, mais nous en sommes là à l'adoption de l'ordre du jour. Vous pourrez sans doute évoquer ce sujet dans le cadre d'une affaire, et le débat aura légitimement lieu.

Alenka DOULAIN : Ce qui m'étonne, ce n'est pas la décision : vous l'avez prise, c'est votre vision du centre-ville musée, qui n'est pas la mienne. Ce qui m'étonne, par contre, c'est le silence autour de ces actions. Sans prévenir les commerçants par un mail ou par un courrier, comment vous expliquez aujourd'hui que, finalement, vous n'assumez pas cette décision ?

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, excusez-moi. Pour le bon fonctionnement : vous avez posé une question, arrivée au-delà du délai des 48 heures. Il n'y a pas de problème, on la traite en fin de Conseil. De la même manière, si vous voulez nous interpellier, on traite ce sujet. Je vous propose même de la rajouter comme question orale en fin de Conseil pour qu'on l'évoque. Là, on délibère sur l'ordre du jour, et on s'en tient à chaque affaire. Vous avez constitué un groupe politique, en

conférence des présidents vous pouvez signaler cela, il n'y a aucun souci. Je vous propose donc qu'on l'aborde en fin de conseil, qu'on le prenne comme une seconde question orale et qu'on soit indulgent sur le délai de 48 heures. Il n'y a aucun souci. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Refus de prendre part au vote ? Unanimité.

Pour : 60 voix

Application de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales

Monsieur le Maire : D'habitude, on adopte un PV ; cette fois-ci, pour information, il sera présenté le 11 octobre.

Synthèse des décisions que vous avez dûment reçues. Je vous propose d'en prendre acte.

Le Conseil prend acte.

1. Hors commission – Détermination du nombre d'adjoints au maire de Montpellier – Déclaration de vacance de poste du 14^e adjoint - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n°1, qui est relative à l'élection d'un nouvel adjoint. Dans le parallélisme des formes, il s'agit du 14^e adjoint. Selon la parité, un homme est remplacé par un homme – puisque nous devons avoir cette parité-là, en tout cas au sens réglementaire. On va donc procéder à un vote, comme la loi nous le demande, à bulletins secrets.

Je vous propose la candidature de Monsieur ZANCHIELLO pour le poste de 14^e adjoint, en ouvrant l'appel à candidature. Est-ce qu'il y a d'autres candidats ? Non ? L'appel à candidature est clos.

Je vous propose de délibérer. Les urnes vont circuler en serpent. Si vous avez une procuration, évidemment, votez selon votre mandat.

Pardon, excusez-moi. Avant de mettre vos bulletins dans l'urne, il faut faire voter l'affaire n°1, c'est-à-dire que nous gardions le même nombre d'adjoints, et dans la forme que j'ai donnée : on ne crée pas d'autres postes. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adopté. On passe au vote, cette fois-ci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Abstentions : 7 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

2. Hors commission - Élection d'un Adjoint au Maire sur le poste déclaré vacant

Monsieur le Maire : On passe au vote cette fois-ci. Une fois que le vote sera clos, Madame GIMENEZ, Madame DOULAIN, Monsieur ARIZTEGUI et Monsieur PATERNOT, vous serez les quatre scrutateurs. En vous remerciant.

Il est procédé au vote.

*Monsieur Michaël DELAFOSSE propose la candidature de Monsieur Alban ZANCHIELLO.
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.*

A l'issue du vote, sont comptabilisés les résultats suivants :

Présents (émargement) : 60

Votants : 42

Bulletins nuls : 3

Bulletins blancs : 15

Suffrages exprimés : 42

Majorité absolue : 31

Monsieur Alban ZANCHIELLO, ayant obtenu 42 voix, est élu 14^{ème} Adjoint au Maire de la Ville de Montpellier.

Monsieur le Maire : Mes chers collègues, c'était forcément un peu long. Merci aux scrutateurs. Je proclame donc les résultats : il y avait 60 présents, 3 votes nuls, 15 votes blancs. Monsieur ZANCHIELLO devient adjoint au Maire de la Ville de Montpellier. Je vous propose de l'applaudir pour l'accueillir.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : J'avais un triple aparté avec notre collègue Alban ZANCHIELLO. Il a eu le bonheur professionnel de travailler avec mon illustre prédécesseur, Georges FRÊCHE, et je lui glissais que, parfois, c'est lui qui suggérait de quel côté on mettait l'écharpe pour éviter les impairs quand il était responsable du protocole. Je n'ai pas réussi à m'adresser à lui en allemand, qui est sa deuxième langue. Les liens si forts qui unissent Alban ZANCHIELLO à Heidelberg seront très précieux pour l'équipe municipale. Chère Clare [HART], tu te rappelles qu'Alban ZANCHIELLO était accueilli à Heidelberg quasiment comme une rock star. Je veux le dire : quels que soient les maires, leur sensibilité et les conseils municipaux, c'est lui qui a les légendes de la Maison de Montpellier à Heidelberg, à tous points de vue. Il portera très bien ce sujet, on aura l'occasion d'y revenir. Je voudrais indiquer, au-delà des nombreux mots que je pourrais avoir à l'endroit d'Alban ZANCHIELLO, que j'ai une totale confiance en lui et dans le collectif. Quelle que soit votre sensibilité au sein de cette assemblée, vous pourrez trouver en lui, dans les fonctions qui lui seront précisées début septembre, un élu tout à fait disposé à vous répondre avec compétence, sérieux et, surtout, respect. Avec ce nouvel adjoint, il y aura une nouvelle délégation qui sera donnée et, globalement, quelques modifications, qui permettront à l'exécutif municipal de prendre des missions un peu nouvelles, qui n'étaient peut-être pas aussi bien identifiées. Je présenterai cela au mois de septembre, ce qui permettra ensuite et à l'administration et aux Montpelliérains d'avoir une visibilité sur leurs interlocuteurs. Ce n'est pas un grand soir, loin de là, mais des ajustements, et on aura l'occasion de les présenter dans le cadre des délégations du Maire confiées à l'ensemble des élus. Merci beaucoup, merci encore aux scrutateurs. Ça a été un petit peu long, mais c'est important.

68. Aide exceptionnelle en faveur d'actions de prévention et de vaccination – Lutte contre la variole du singe ou « Monkey Pox » - exercice 2022 – Approbation

Mme J. FRECHE entre en séance (le pouvoir accordé à M. M. DELAFOSSE est annulé).

Monsieur le Maire : On y va sur notre ordre du jour, sur l'affaire n°68. J'en ai parlé en début de séance. Il s'agit de notre mobilisation sur la variole du singe. Cette Mairie a été un centre de vaccination et a contribué à agir face à la pandémie de la Covid-19. Nous avons un devoir de protection. Il y a eu l'alerte du directeur général de l'OMS, mais il y a surtout beaucoup de personnes de notre ville qui m'ont interpellé sur ce sujet. Il n'est donc pas question de se dire : « Cette affaire est une affaire du ministre de la Santé », et d'attendre sous le bruit des polémiques « En fait-on assez,

ou non ? ». Nous agissons, avec Monsieur COTE et Madame BRUN-MANDON. J'ai eu hier Didier JAFFRE, directeur de l'ARS – qui était en congé, mais dont je veux saluer la réactivité. Je lui ai indiqué la position suivante : que nous mettions en caractère d'urgence une délibération pour financer le SPOT, l'association AIDES et l'association Enipse. Le SPOT pour renforcer les moyens en faveur de la vaccination, et les deux associations pour la prévention de cette IST qu'est la variole du singe. Monsieur le directeur de l'ARS m'a indiqué les choses suivantes : qu'il existe déjà trois centres de vaccination sur le territoire de la commune, que nous avons raison de flécher nos moyens sur le SPOT en raison de sa très forte expertise face aux risques, et que lui-même, à la suite de notre décision – et je veux vraiment le remercier – allait abonder à hauteur de près de 80 000 € pour soutenir l'effort de vaccination. On est un peu au cœur de l'été, mais il faut que nous puissions protéger, rassurer, mais surtout sensibiliser.

Je voudrais ouvrir le débat s'il y en a, sinon je mets aux voix cette délibération très importante, en vous remerciant par avance de votre confiance. Y a-t-il des questions ? Des remarques ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci de cette unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Elodie BRUN-MANDON.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

3. Ressources – Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget de la Ville de Montpellier – Adoption

Monsieur le Maire : Affaire n°3. Je donne la parole à notre collègue Michel ASLANIAN sur les affaires liées au budget supplémentaire (BS). La première est une lecture des chiffres, qui peuvent bien- sûr appeler un débat. Surtout, la présentation de l'affaire n°4 du BS.

Michel ASLANIAN : Merci. Monsieur le Maire, mes chers collègues, pour cette première affaire, il s'agit de la reprise et l'affectation des résultats de l'exercice 2021. Je vous rappelle que le compte administratif 2021 se clôture de la manière suivante : un résultat de fonctionnement affecté de 56 793 907,92 €, un résultat d'investissements hors report de -42 731 001,31 €, un solde de report d'investissements de 1 056 242,27 €, un besoin de financement de la section d'investissements de 41 674 759,04 €. Nous proposons donc au Conseil municipal d'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section d'investissements pour un montant de 42 731 001,31 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 14 062 906,61 € et puis de procéder aux opérations budgétaires. En dépenses, le solde d'exécution de la section d'investissements reportés pour 42 731 001,31 €. En recettes, les excédents de fonctionnement capitalisés pour 42 731 001,31 €. En recettes aussi, le résultat de fonctionnement reporté pour un montant de 14 062 906,61 €. C'est un peu rébarbatif...

Monsieur le Maire : C'est le nerf de la guerre. Est-ce qu'il y a des questions sur l'affaire finance ? Je mets aux voix. Qui ne prend pas part vote ? Qui s'abstient ? Le rapport est adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 9 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Flora LABOURIER, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

Monsieur le Maire : Je ne l'ai pas dit en début de conseil, mais je suppose que Madame MIRALLES, évidemment, de par ses nouvelles fonctions – pour lesquelles nous l'avons félicitée et dont l'engagement en faveur du territoire est d'ores et déjà très fort – ne siège pas. Elle est naturellement excusée de par son agenda.

4. Ressources - Budget supplémentaire 2022 de la Ville de Montpellier - Adoption

Monsieur le Maire : Affaire n°4.

Michel ASLANIAN : Merci. Je vous rappelle que nous procédons au vote du budget supplémentaire 2022. Pour mémoire, le budget primitif était de 640 M€, et nous proposons donc un budget supplémentaire 2022 de 80 M€ : 30 M€ en fonctionnement, 51 M€ en investissements, donc 81 M€.

Commençons par la section de fonctionnement. En recettes de fonctionnement, nous avons 30 M€, dont les principales évolutions sont composées de 16 M€ d'inscriptions nouvelles (en augmentation de 4 %), qui sont des ajustements des dotations et fiscalités notifiées par l'État, par exemple 5,8 M€ de taxes pour le foncier bâti, 4,4 M€ de droits de mutation, 1,4 M€ de taxes d'habitation, 800 k€ de compensations d'exonérations de taxes foncières, 800 k€ de redevance de stationnement, 600 k€ de dotations de solidarité urbaine et 600 k€ de dotations forfaitaires. Nous avons 14 M€ de résultats 2021 reportés en fonctionnement. Pour, maintenant, les dépenses de fonctionnement pour 30 M€, nous avons 10 M€ d'inscriptions nouvelles, qui correspondent principalement à 4,7 M€ d'augmentations de charges du personnel, qui intègrent la revalorisation du point d'indice, les mutualisations supplémentaires et le versement de la prime inflation en janvier 2022 – mais cette prime a été compensée par un remboursement intégral de l'État à hauteur de 400 k€. Nous avons rajouté 1,5 M€ d'événementiel, par exemple pour le plateau France Télévisions, pour la Fête de la musique ou les Nuits du Pérou. Nous avons 700 k€ supplémentaires, qui viennent d'une subvention supplémentaire au CCAS, qui correspondent à « l'effet RIFSEEP ». Nous avons 600 k€ supplémentaires de reversement de forfaits post-stationnement à la Métropole – je vous rappelle que la Ville fait office de boîte aux lettres. Nous avons mis 300 k€ pour la candidature à la Capitale européenne de la culture. Enfin, nous avons 200 k€ qui viennent de l'inflation sur les marchés de l'alimentation. En opérations d'ordre, nous avons donc 20 M€ de virements à la section d'investissements.

En section d'investissements, nous avons 51 M€ de recettes d'investissements, qui correspondent principalement à 2 M€ de recettes nouvelles, 43 M€ de résultats de fonctionnement 2021 affectés à l'investissement – nous l'avons vu – 20 M€ de virements de la section de fonctionnement, 26 M€ de reports de crédits 2021, dont 25 M€ d'emprunts, et -39 M€ d'ajustements de recours à l'emprunt. Au niveau des dépenses d'investissements, les principales dépenses sont : 43 M€ de résultats d'investissements en 2021, 25 M€ de reports de crédits et -17 M€ d'ajustements de crédits décalés dans le temps.

Si vous le voulez bien, nous allons faire un petit focus sur l'impact du BS 2022. L'impact sur l'épargne est intéressant, parce que l'épargne brute progresse de 31,1 M€ à 36,5 M€, donc de 17 %. Nous avons une diminution du recours à l'emprunt, puisque nous passons d'un emprunt prévisionnel de 123,4 M€ à un emprunt après BS de 109,6 M€. Enfin, si nous regardons les dépenses totales d'équipements, elles sont portées de 135,8 M€ à 145 M€. Monsieur le Maire, mes chers collègues, je reste à votre disposition pour les questions supplémentaires.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, cher Michel ASLANIAN. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Merci. Je mets aux voix. Même vote ? Même vote. Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 9 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Flora LABOURIER, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

5. Services à la population et cohésion sociale – mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires d'accueil de loisirs – Conventions d'occupation 2022-2023 – attributions des subventions en nature - Budget supplémentaire de la ville de Montpellier – Approbation – Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°5. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations d'accueil de loisirs, convention d'occupation 2022-2023, attributions de subventions en nature. Madame BOUTET-WAISS.

Françoise BOUTET-WAISS : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je vais vous présenter cette délibération, qui concerne les associations qui gèrent ce qu'on appelle le temps périscolaire, c'est-à-dire le temps avant ou après la classe, par définition pendant les jours de classe, c'est-à-dire sur quatre jours de la semaine. Il s'agit de valoriser les locaux mis à disposition de ces associations. Je crois qu'il est intéressant, à cette occasion, de faire un focus sur ce que nous faisons cet été en faveur de nos jeunes et des enfants de Montpellier, puisque nous allons ensuite parler du Projet Educatif Territorial (PEDT) – on est dans la même thématique. Je voudrais vous donner quelques informations, que nous allons d'ailleurs porter à plusieurs puisque les thématiques sont différentes : il y a le champ éducatif, il y a le champ sportif et il y a les Maisons pour tous, ce réseau, ce maillage extraordinaire de Montpellier. L'été, c'est une période particulière, et nous avons des ressources formidables sur le territoire. Il s'agit de les adapter aux besoins de nos publics, et notamment les publics plus défavorisés, afin de compenser des inégalités territoriales et de faire en sorte que les jeunes et les enfants qui ne peuvent pas partir en vacances puissent, finalement, partir en vacances, aidés par nos ressources. C'est une mobilisation très particulière des services. C'est différent des années précédentes : les Maisons pour tous étaient fermées en août et elles ouvrent en août. On aura l'occasion d'en reparler. Cette introduction pour vous dire un peu l'effort que fait la Ville pour que nos jeunes et nos enfants, qui ne peuvent pas partir en vacances, puissent quand même partir en vacances : c'est tout à fait dans l'objet de notre mandat.

Sur le volet éducatif, nous avons les accueils de loisirs sans hébergement qui sont ouverts. Je ne rentre pas dans les détails. Il y en a 21 ouverts en juillet avec les capacités d'accueil que vous voyez ; il y en a aussi qui sont ouverts en août. Nous faisons en sorte de maintenir absolument cet accueil des enfants, avec détermination et avec des activités qualitatives.

Je voudrais vous parler d'une expérimentation que nous avons démarrée l'année dernière, qui est extrêmement intéressante pour les jeunes de 3 à 17 ans. C'est complètement gratuit. Ce n'est pas du tout contraignant, puisque c'est sans inscription préalable. Ça se passe dans le parc de Saint-Martin. L'amplitude horaire est large. L'idée est de ne pas avoir de contrainte : on est en vacances, et il faut que les jeunes se sentent libres et se réapproprient l'espace, les activités et donnent libre cours à leur imagination. C'est encadré par l'association des CEMEA, une association de l'éducation populaire très connue, et je n'insiste pas sur sa qualité et sur ce qu'elle fait. Ça s'appelle Terrains d'aventures, et ça permet aux jeunes de faire des tas d'activités selon leur bon vouloir, avec un encadrement qui permet de faire en sorte que ces activités soient constructives et leur apportent quelque chose. Cette

expérimentation a été menée l'année dernière. Ce n'est d'ailleurs plus vraiment une expérimentation, puisque nous avons décidé de la renouveler cette année. Vous avez quelques données quantitatives. On reconduit ce projet en 2022. Il est aussi conduit pendant les vacances scolaires.

Il y a deux autres dispositifs. Le premier s'appelle Vacances apprenantes et le deuxième Stages de remise à niveau. Ce sont des dispositifs qui sont pilotés par l'Éducation nationale en partenariat avec la Ville, puisque nous mettons à disposition, en fonction des demandes, des locaux en l'occurrence dans le cadre de ce partenariat, des écoles dans lesquelles vont se dérouler ces activités. Vacances apprenantes d'une part, qui comme son nom l'indique se passe pendant les vacances, et les Stages de remises à niveau se passent aussi dans les écoles. L'an dernier, on a touché 300 enfants. On fera le même bilan cette année pour savoir si on en touche plus. On l'espère. Les Stages remise à niveau, c'est 288 enfants concernés. Vous avez le détail des écoles avec le nombre d'enfants. Il faut des enseignants volontaires pour que ce dispositif puisse se déployer dans les écoles. Nous mettons à disposition toutes les ressources matérielles qu'il faut. Je pense que, après, c'est les activités sportives.

Monsieur le Maire : Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN : Merci. Sur le programme sportif, nous avons effectivement mobilisé à la fois les moyens de la Ville, en particulier nos 22 éducateurs sportifs qui agissent toute l'année dans les quartiers et qui sont mobilisés sur ce programme en association avec le mouvement sportif, avec les associations sportives : elles sont 26 à participer à ce programme. Il y a plusieurs activités, je vais essayer de synthétiser.

Il y a d'abord des stages à la journée, qui sont articulés autour de cinq de nos piscines. Il est vrai que nous avons la chance, à Montpellier, d'avoir des piscines extrêmement bien implantées, soit en QPV, soit en bordure de QPV, et donc d'accueillir, pour une participation modique de 1 € par jour, les enfants. Au total, près de 4 000 enfants vont pouvoir participer à ces opérations dans l'été. Ils vont avoir à la fois des activités nautiques, et en particulier le si important « *savoir nager* », articulées avec des activités multisports.

Il y aura des stages à la demi-journée à différents points de la ville, et en particulier dans les Maisons pour tous, dans les quartiers également, grâce au mouvement sportif – je pense en particulier au basket au gymnase Jean-Bouin, à la boxe à Figuerolles, au football au stade Rachid-Malla, au Petit Bard ou à Celleneuve. Bien entendu, il y aura aussi les stages organisés par nos éducateurs sportifs, qui sont extrêmement mobilisés. J'ai fait cette semaine la tournée de ces lieux de stages, qui sont, là aussi, répartis sur l'ensemble de la Ville avec des particularités intéressantes. Je rappelle juste, par exemple, que ceux qui ont l'habitude de faire de l'Optimist – ces petits bateaux à voile – que ce soit sur le Lez ou sur le lac des Garrigues à la Paillade, peuvent aller pratiquer l'Optimist en toute sécurité grâce aux moyens de la Ville et de la Métropole – puisqu'on utilise aussi des bateaux sécurité de la Métropole – sur la plage de Villeneuve-lès-Maguelone. C'est vrai que pour tous ces enfants, qui ont eu l'habitude de faire de l'Optimist à la Paillade, pouvoir aller en faire véritablement à la mer, c'est extrêmement intéressant. Voilà un petit peu le paysage de ce qui est mis en place, sportivement parlant, pour les enfants montpelliérains.

Monsieur le Maire : Madame HOUGUET, peut-être, sur le volet Maison pour tous.

Mylvia HOUGUET : Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues, pour compléter cette programmation estivale et pour lutter contre les inégalités sociales et économiques qui existent dans les quartiers prioritaires de la Ville, je vais rappeler qu'un quart des enfants ne partent pas en vacances. C'est le cas de 5 % des enfants de cadres supérieurs contre 34 % des enfants d'ouvriers et contre 50 %

des enfants des familles les plus modestes. C'est pour ça que nous avons à la Ville une programmation assez riche envers les jeunes et les adolescents : pour lutter contre ces inégalités.

Les vacances participent au bien-être de chacun, elles permettent de découvrir de nouveaux horizons et d'accéder à la culture, aux sports et aux sorties en famille. On développe les centres pour les adolescents. Nous avons déjà préparé pendant notre campagne une proposition d'ouverture des Maisons pour tous, qui, je le rappelle, étaient fermées au mois d'août. L'année dernière, nous avons donc ouvert cinq Maisons pour tous au mois d'août dans les quartiers prioritaires de la Ville. Cet été, un effort a été fait, et je tiens à en remercier les services, mais surtout les animateurs des Maisons pour tous, qui travaillent tout au long de l'année et font en sorte de bien recevoir nos adolescents. Nous avons cette année 12 Maisons pour tous ouvertes, qui couvrent l'ensemble des territoires des quartiers prioritaires de la Ville. C'est un gros effort qu'on a fait, et qu'on peut encore travailler.

Ces Maisons pour tous ont toutes été ouvertes au mois de juillet, avec une thématique estivale spécifique, comme, par exemple, des jeux d'animation avec de l'eau. Ces animations sont orientées vers le public jeune, et surtout les familles. Plus de 300 animations sont programmées et proposées pendant tout l'été. Ces animations sont adaptées et centrées notamment sur les sorties familles, puisque nous avons également développé les centres sociaux dans les Maisons pour tous. Nous avons une région très belle, très riche, où les familles peuvent partir en escapades soit à la montagne, soit à la plage, par exemple pour visiter le pont du Gard. Nous avons des stages thématiques en Maison pour tous, qui vont plutôt porter sur le cirque, la musique, la danse, donc l'aspect culturel. Mais il y a également cinq clubs adolescents, qui sont aussi dans les quartiers prioritaires de la Ville.

Il y a donc 12/23 Maisons pour tous ouvertes, issues des quartiers prioritaires. Les centres adolescents, on va maintenir une offre à destination du public jeune et une programmation familiale, parce qu'il y a très peu d'activités pour eux. Cette ouverture implique un effort de 31 000 €. Nous ferons bien évidemment un bilan, mais je tiens quand même à dire qu'avant de faire un bilan, il faudra qu'on anticipe encore davantage l'année prochaine sur la communication pour que, au moment du dernier conseil d'école, toutes les activités soient présentées aux parents, au conseil et aux instituteurs pour faire le relais entre les enfants et les équipes pédagogiques. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame HOUGUET – on va peut-être accélérer un peu pour la suite du conseil. La carte été jeunes a été dispensée davantage cette année, avec près de 300 bénéficiaires supplémentaires par rapport aux années précédentes, avec les stages proposés par les éducateurs sportifs – ça a été dit par Monsieur MARTIN – évidemment, toutes les médiations dans les musées et les lieux culturels, et, je l'évoquais en début de séance, le nouveau centre de loisirs à la Grande-Motte. Ce que nous voulions ici pointer, c'est que l'un des enjeux d'une collectivité est qu'il n'y ait pas d'enfant qui ne bénéficie pas de vacances.

Tous les dispositifs que nous montons nous permettent d'atteindre cet objectif. Je ne dis pas qu'on y est ; il y a du travail, il y a beaucoup de familles en situation de très grande vulnérabilité. Mais que ce soit la remédiation scolaire avec Vacances apprenantes, que ce soit pour l'éveil avec Terrains d'aventures, que ce soit pour les Maisons pour tous ouvertes au mois d'août ou encore toutes les animations que Monsieur MARTIN a présentées en matière sportive, tout cela permet de faire en sorte que nous puissions agir pour ce droit essentiel qu'est le droit aux vacances, afin de s'assurer que les enfants ne subissent pas les difficultés sociales de leurs parents. C'est une mobilisation de moyens dont on ne se rend pas forcément compte qui est engagée. Chaque année, nous voulons améliorer cet objectif social qui est majeur dans la réduction des inégalités. Merci donc à tous les personnels – ça a été dit – qui font le choix d'être présents au mois d'août pour ceux qui, justement, n'ont d'autres choix au mois d'août que de rester ici.

Il faut voter la délibération sur toutes les mises à disposition de locaux. Est-ce que ce point appelle des remarques ou des contributions au débat ? Elles seront les bienvenues, mais je crois que tout le monde partage les objectifs et la manière dont on essaie de les décliner. Je précise aussi que la gratuité des transports pour les moins de 18 ans est un formidable levier. Ça m'a été énormément évoqué hier par beaucoup, beaucoup de familles sur le plan social. Je mets donc aux voix les mises à disposition. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

6. Hors commission – Projet Éducatif de territoire 2022/2027 – Approbation

M. S. JAWHARI sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n°6, sur le Projet Éducatif de territoire 2022/2027, qui se mettra en œuvre à la rentrée prochaine. Madame BOUTET-WAISS.

Françoise BOUTET-WAISS : Merci. Le Projet Éducatif de Territoire est un dispositif extrêmement important, qui concerne les activités périscolaires et extra-scolaires, pour faire la jonction entre les temps scolaires et tous les temps de l'enfant. Mais avant d'entrer un peu plus dans le détail, je voudrais revenir sur les rythmes scolaires. Le PEDT sorti en 2013 était intrinsèquement lié à la réforme des rythmes scolaires sur 4 jours et demi. À Montpellier, on était à la semaine de 4 jours et demi. En 2017, et cela a été généralisé en 2018, on est revenu à la semaine de 4 jours. C'est fort dommage : on perd une heure sur le temps périscolaire, sur des activités enrichissantes pour les enfants, et, surtout, on perd 18 jours d'école. Après, on s'étonne parfois des résultats scolaires. Dont acte, parce qu'une fois que nous sommes revenus à la semaine de 4 jours, autant dire que c'est un mouvement irréversible, qui dépasse la collectivité que nous sommes.

Ceci étant dit, je reviens plus précisément sur le PEDT. C'est un projet qui est piloté par Monsieur le Maire et qui est un dispositif partenarial avec des institutions comme l'Éducation nationale, la CAF, Jeunesse et sports – qui est d'ailleurs maintenant un service intégré à l'Éducation nationale. Il est complété par le Plan mercredi, qui est un dispositif qui a été créé quand le précédent Gouvernement est revenu sur la semaine des 4 jours et demi. Ce Plan mercredi bénéficie d'un accompagnement des institutions, afin d'offrir des activités qualitatives à nos enfants. La validation du PEDT permet d'obtenir un assouplissement des taux d'encadrement. C'est important, parce que si nous avons un nombre conséquent d'animateurs, le recrutement n'est pas toujours facile. Pour nous, c'est un point extrêmement sensible, qui ne remet bien-sûr pas du tout en cause la sécurité des enfants, puisque cela est validée par la CAF.

Vous avez là quelques chiffres clés du PEDT : le nombre d'élèves scolarisés à Montpellier et le nombre d'enfants qui sont accueillis sur ces temps périscolaires dans 67 lieux d'accueil, qui sont, pour faire simple, les groupes scolaires. Vous avez 3 000 places dans des centres d'accueil de loisirs extra-scolaires, c'est-à-dire les mercredis et pendant les vacances. Entre les agents municipaux et les intervenants associatifs, 1 250 personnes encadrent ces enfants. Surtout, je voudrais insister sur la valorisation, le coût très important du financement de ces temps de l'enfant, en articulation avec le temps scolaire : c'est à peu près 10 M€. Vous avez la somme exacte de ce que cela représente comme engagement financier de la Ville.

Alors, comment a été construit ce PEDT 2022/2027 ? Le précédent PEDT, c'était 2018/2021, et nous avons obtenu une dérogation pour le prolonger d'une année pour pouvoir travailler sérieusement sur

ce projet éminemment politique. La Ville a souhaité que l'écriture de ce PEDT se nourrisse d'une autre concertation que nous avons conduite au dernier trimestre de l'année 2021, École 2030, dont on vous a déjà parlée et que vous connaissez. Cette vaste concertation a permis de faire émerger des idées extrêmement importantes qui sont venues, après, nourrir ce PEDT. Elle a rassemblé tous les acteurs de l'école autour d'ateliers. C'était pendant le confinement, ce qui est un peu dommage, mais enfin, nous avons maintenu le cap : ça s'est déroulé via des webinaires et des visioconférences, il n'y a pas eu de réunions en présentiel pendant ce dernier trimestre 2021.

Comment ce PEDT, après le déroulement de sa construction, s'est-il passé ? Il y a, comme d'habitude pour les projets de cette ampleur, un comité de pilotage. Nous avons mis en place cinq groupes de travail thématiques, qui se sont réunis entre deux et trois fois sur le premier semestre de l'année 2022. En gros, la construction d'un PEDT, entre l'évaluation du PEDT précédent et la construction, c'est presque une année scolaire : c'est un temps long, il faut le savoir. Vous avez les groupes de travail affichés sur cette diapositive : « *Mobiliser les temps périscolaires et extra-scolaires pour favoriser l'éveil des enfants* » ; « *Renforcer la confiance des parents pour les aider à s'approprier l'école* » – que l'école accueille les parents, qu'on ait un lien de confiance avec les parents dans le cadre du soutien à la parentalité – ; « *Lutter contre le harcèlement scolaire* », devenu une délégation de la ville de Montpellier que je porte ; « *Redonner la place aux enfants et aux parents dans la ville* » et « *Faire de la ville une ville éducatrice et à hauteur d'enfant* ». Voilà les grands axes qui ont animé ces groupes de travail avec tous nos partenaires.

Vous avez ensuite tous les axes du PEDT, qui reprennent le projet du mandat et déterminent après les objectifs opérationnels que vous avez ici. « *Pour favoriser la réussite scolaire et l'égalité des chances* » : vous avez deux objectifs associés, que vous pouvez voir sur la diapositive mais je ne vais peut-être pas lire parce que cela serait un petit peu long. « *Mettre l'enfant au cœur de son parcours éducatif et contribuer à son développement et à son épanouissement* » : vous retrouvez les objectifs opérationnels, qui sont sortis de ces groupes de travail, rattachés à ces axes. « *Assurer une restauration scolaire de qualité* » : c'est un objectif qui est transversal à l'ensemble du PEDT, puisque nous le retrouvons dans les écoles et à tous les niveaux. La qualité de la restauration scolaire est un élément qui contribue au développement physique de l'enfant. « *Créer un continuum éducatif* » : je voudrais insister là-dessus. Il s'agit d'alliances éducatives. La Ville est complètement partie prenante de ces alliances éducatives avec ses partenaires. Ce sont des alliances éducatives entre les différents temps de l'enfant, parce que l'enfant doit être approché de manière globale : il n'est pas à « *saucissonner* », si je puis dire, entre des temps qui seraient cloisonnés, il faut qu'il y ait une articulation entre tous ces temps-là. Un autre objectif, qui est très important dans le cadre de notre mandat, vous le savez, c'est « *Transmettre les valeurs républicaines* » : dans ce cadre-là, nous allons développer, et nous l'avons déjà fait, la médiation par les pairs et des messages très clairs sur les valeurs républicaines. Nous l'avons d'ailleurs déjà fait grâce au conseil municipal des enfants et aux conseils des enfants dans chaque école. Parce qu'on peut constater ici et là des dérives, et il faut contrecarrer ces dérives dès le plus jeune âge pour que ça ne parte pas à la dérive. « *Engager un large plan concerté de sécurisation et d'embellissement des écoles* » : c'est aussi dans notre mandat, vous savez que nous sommes extrêmement engagés...

Monsieur le Maire : Madame BOUTET-WAISS, je vous propose d'accélérer un tout petit peu, parce que ça, ce sont des aspects que nous avons déjà vus sur les écoles. Je vous propose de vous concentrer sur l'offre périscolaire qui correspond au PEDT, pour laquelle 10 M€ sont affectés.

Françoise BOUTET-WAISS : D'accord. Les thématiques et les objectifs spécifiques : « *Développer l'éducation artistique et culturelle* » pour tous les enfants en favorisant la mise en œuvre de parcours culturels dans le temps et hors-temps scolaires, en relation avec l'Éducation nationale ; « *Valoriser*

les spécificités territoriales artistiques et culturelles de notre territoire ». Nous avons beaucoup de ressources, par exemple avec le Musée Fabre, avec lequel on fait déjà des choses extraordinaires avec les enfants, et nous allons monter en puissance sur ce type d'activités. « *Construire, mettre en place et nourrir un parcours artistique et culturel territorial pour tous les élèves* » sur la base d'une offre culturelle de référence et sa mise en réseau. « *Sensibiliser les enfants et les équipes éducatives à la culture scientifique et à la protection de l'environnement* ».

Pour nous aider à déployer ce PEDT, nous avons aussi recours à un marché périscolaire : compte tenu de l'ampleur du réseau que nous avons, il n'y a pas que les forces vives de la Municipalité. Nous avons durci les clauses de ce marché afin de monter la qualité des activités, et nous serons extrêmement sensibles à cela en contrôlant ce qui se passe pendant ces temps avec les associations qui ont été retenues dans le cadre du marché. Voilà les activités qui font parties du cahier des clauses : « *La sensibilisation au développement durable* », « *L'éducation à la citoyenneté* », « *L'éducation artistique et culturelle* », « *L'éducation numérique et l'initiation au codage* », « *La sensibilisation à la culture scientifique* », « *La médiation par les pairs* », « *La découverte des civilisations grecques et romaines* » et « *L'initiation au latin et au grec* ». Oui, nous avons l'ambition que nos enfants comprennent d'où vient notre langue. Je ne cite pas les titulaires du marché, que vous avez là. Donc un projet ambitieux et un niveau d'exigence également important vis-à-vis de nos partenaires.

Le soutien scolaire public et laïc. Sur ce temps périscolaire, après la classe, il y a une heure qui est consacrée au soutien scolaire au niveau élémentaire. Vous avez là un bilan – je ne le décris pas, vous avez les chiffres sous les yeux. En tout cas, globalement, ce dispositif connaît une évolution positive. Il a démarré avec nous et il mobilise énormément de moyens. Nous rémunérons 320 enseignants qui sont mobilisés pour leur participation et le temps de coordination nécessaire à la mise en œuvre de ce soutien scolaire. Après, il y a quand même des écarts selon les écoles, c'est fondé sur la mobilisation des enseignants et le volontariat.

Enfin, ce PEDT fera l'objet d'une évaluation régulière. Il est pour cinq ans, ce qui nous permet de couvrir la durée du mandat et le temps de la préparation – puisque, je vous l'ai dit, c'est presque une année de préparation pour un PEDT, ce qui nous avait obligés à demander une dérogation. Il fera régulièrement l'objet d'une évaluation selon les indicateurs que vous avez là, afin, si besoin est, d'infléchir les objectifs du PEDT.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame BOUTET-WAISS. Je vous propose d'ouvrir la discussion sur ce point très important, pour lequel la Collectivité alloue des moyens conséquents mais ô combien indispensables pour la réussite des enfants dans les écoles publiques. Je crois que tout a été bien dit alors, de manière assez claire.

Enfin, on peut quand même se le dire : ce temps périscolaire, c'est le temps après l'école, dans l'école, et c'est la notion de continuité éducative. Les enfants ne savent pas qui sont les adultes, s'ils dépendent de Monsieur le ministre de l'Éducation, du Maire de Montpellier, des associations périscolaires. Ils sont face à des adultes, et ils ont des temps. Il y a des temps qui relèvent, évidemment, de l'Éducation nationale, qui enseigne dans le cadre des programmes, et puis il y a le temps périscolaire. Ce temps périscolaire, nous le souhaitons, comme l'a présenté Madame BOUTET-WAISS, très volontariste dans ce qui peut être donné aux enfants. Plutôt qu'être chez eux devant un écran, permettre d'accompagner les familles qui travaillent et celles qui sont peut-être en difficulté sociale, d'offrir des temps.

Vous avez vu : éducation artistique et culturelle, apprentissage et initiation au codage, cultures grecque et latine. La Ville de Cannes a déployé ce dispositif, c'est extrêmement intéressant sur la

connaissance de la langue. C'est ce qu'on offre aux petits Montpelliérains et aux petites Montpelliéraines après l'école. Soit du périscolaire dans les offres données, soit du soutien scolaire. L'idée est quand même, encore une fois, de pouvoir améliorer, renforcer la socialisation des enfants, de travailler à leur éveil et à leur apprentissage, et, invariablement, lutter contre les inégalités sociales. Il y a des familles qui peuvent tout payer à leurs enfants, des cours bilingues, des professeurs particuliers, des familles pour qui la vie va très bien – et tant mieux. Mais il y a beaucoup d'enfants dans notre République qui sont en situation de grande fragilité, et si cette affaire arrive peut-être dans la torpeur de l'été et ne fait pas tant réagir parce que nous sommes en vacances, pour les enfants en tout cas, elle est extrêmement importante, l'offre que nous devons donner.

C'est vrai que ça s'est complexifié, vous avez raison de le rappeler, avec la semaine de 4 jours. C'est ainsi. Mais il ne faut se résigner en rien, il ne faut pas que notre Collectivité soit un peu Ponce PILATE en disant que ce n'est pas nos problèmes. C'est pour ça que les moyens budgétaires alloués sont conséquents, ils ont été renforcés. Je veux saluer les 300 enseignants qui se sont engagés dans le plan de soutien scolaire, et qui ont permis d'être des facteurs de réussite pour un certain nombre d'enfants. Ce PEDT est noué entre l'Éducation nationale et la CAF. Il nous engage, il sera évalué et il sera amélioré chaque année, parce que le périscolaire est un élément majeur de la lutte contre les inégalités sociales et l'action et la réussite de nos enfants dans les écoles publiques dont nous avons la responsabilité. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci beaucoup de cette unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

7. Services à la population et cohésion sociale - Construction d'un centre d'accueil pour la Petite Enfance à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'association Mas des Moulins - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n°7. Construction d'un centre d'accueil pour la Petite Enfance, garantie d'emprunt. Y a-t-il des questions auprès de Madame AKBARALY ? Pas de question ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

8. Rayonnement et attractivité du territoire - Candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Attribution d'une subvention à l'association - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°8. Attribution d'une subvention à l'association Montpellier Capitale Européenne de la Culture. C'est une subvention de 300 k€ à l'association qui va nous permettre de financer le deuxième appel à projet dans la perspective de notre candidature, dont je veux rappeler ici le calendrier. Premier trimestre 2023 : sélection des quatre villes de la *short-list*, comme on l'appelle, et fin 2023 pour la ville lauréate. C'est une candidature de Montpellier mais, surtout, du grand territoire, qui nous invite d'ores et déjà à travailler davantage ensemble, à tisser davantage de liens avec les villes européennes. On l'a présentée à la Métropole. L'association est présidée par Adèle CHARVET. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Boris

BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

9. Rayonnement et attractivité du territoire - Convention cadre de partenariat "Culture" entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°9. Convention Culture entre la Métropole et l'université Paul-Valéry. Est-ce qu'il y a des questions ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

10. Rayonnement et attractivité du territoire - Réalisation d'un terrain multisports dans le quartier de la Cité Gely - Approbation

Monsieur le Maire : Monsieur MARTIN, sur l'affaire n°10, qui est une affaire importante.

Hervé MARTIN : Merci, Monsieur le Maire. En effet, d'ailleurs c'est une affaire qu'on aurait pu présenter à plusieurs voix, parce qu'il y a plusieurs délégations qui sont concernées, et en particulier avec Clara GIMENEZ et sa responsabilité sur la politique de la Ville, parce qu'au cœur de la cité Gely, il y a un enjeu de cohésion sociale important. En fait, ce projet est né à la suite de la destruction de la Maison pour tous du quartier, il a été mené là un projet global autour des espaces publics. C'est dans ce projet global que s'inscrit donc la création de ce terrain multisport. C'est, après concertation, la solution qui a été choisie au cœur de ce quartier pour favoriser la cohésion sociale, car il est vrai qu'en termes d'équipements sportifs extérieurs, le quartier n'était pas très bien favorisé : il y a un gymnase, une salle de boxe, mais il manquait une installation extérieure. C'est donc un terrain multisport qui va être créé. De plus, on connaît l'engagement du joueur et du capitaine Téji SAVANIER dans le quartier, ce qui fait que le MHSC a d'ailleurs accepté que cet équipement soit fait aux couleurs du club et qu'on trouve dans le rond central de ce terrain le logo du club du MHSC. Voilà donc la création de ce terrain de sport, avec des dimensions un peu particulières par rapport à nos plateaux sportifs habituels, parce qu'il s'agissait de « s'insérer » dans la place laissée disponible par la destruction de la Maison pour tous.

Monsieur le Maire : Y a-t-il des questions ? Je ne voudrais pas qu'il y ait d'ambiguïté : on n'a pas détruit une Maison pour tous existante pour faire un terrain.

Hervé MARTIN : Oui, je n'ai pas rappelé l'historique exact.

Monsieur le Maire : Monsieur MARTIN, loin de moi cette idée. Monsieur PATERNOT, vous voulez dire un mot rapidement ?

Bruno PATERNOT : Oui. On l'a précisé en Conseil de Métropole, on pourra le préciser là aussi.

Avec Agnès SAURAT et le Plan lumières, nous travaillons aussi à ce que les équipements sportifs soient valeureux en termes de pollution lumineuse, puisque c'est 40% de la pollution qui vient des équipements sportifs jusqu'à présent. Ce ne sera plus le cas d'ici la fin du mandat, ceci en partenariat avec la Région Occitanie.

Monsieur le Maire : Merci. Je voudrais juste bien préciser que ce n'est pas une Maison pour tous qui a été détruite. Ça a été un point très difficile pour la Collectivité, on avait des ruines, qui étaient là, à l'abandon. Ça a été très, très difficile. Il y a eu, il y a 18-20 mois un drame lié là encore, lié à des affaires de drogue. On a très clairement dit que ce « *truc* » à l'abandon ne pouvait pas rester ainsi. Les entreprises qui, auparavant, refusaient d'intervenir sur ce chantier, s'y sont engagées. Tout s'est extrêmement bien passé, et donc on a maintenant un terrain vague. Vous l'avez rappelé, cher collègue, c'est Téji SAVANIER qui s'est lui-même proposé de faire cet équipement sportif et de l'accompagner. C'était très fort.

Au demeurant, il y a des structures culturelles qui s'implantent, et notamment l'association La Chouette blanche, qui a conduit le projet des femmes gitanes à Heidelberg, sur lequel on a eu l'occasion d'échanger. Ce sont des projets culture, sport, politique de la Ville que nous portons pour ce quartier de la Cité Gely, qui est en Politique de la ville. Le festival, aussi, porté par l'association Cap Gely, un tropisme qui permet de faire découvrir et partager les cultures gitanes, tout comme la guinguette gitane, qui est un rendez-vous incontournable, avec des personnalités très généreuses, dont Lili BALIARDO, que je voudrais particulièrement saluer ici dans ce Conseil. Je crois que tous les maires de Montpellier, cher Philippe SAUREL, ont des souvenirs très émus de Lili et de sa mythique paëlla à la guinguette. Je mets aux voix. Il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

11. Rayonnement et attractivité du territoire - Création d'équipements de proximité dans les quartiers de la Pompignane et du Petit Bard - Approbation

M. S. JAWHARI entre en séance.

Mme T. AKBARALY sort de séance (avec le pouvoir de Mme A. ROBIN).

Monsieur le Maire : Affaire n°11. Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN : Oui, je précise juste que les 40 % de pollution en question, dont parlait Monsieur PATERNOT, ne sont pas un chiffre montpelliérain. Les mesures de sobriété énergétique sur les installations sportives de la Ville de Montpellier sont déjà mises en œuvre.

Sur l'affaire n°11, il s'agit de la création de ce qu'on appelle des *street workout*. Pour faire simple, on va dire que ce sont des espèces d'appareils de musculation de plein air – vous en avez certainement déjà vu. Il s'agit, là, d'en créer deux nouveaux : un à la Pompignane et un au Petit Bard. Il est vrai qu'il y a une forte demande de ce type d'équipements sur la Ville. Au Petit Bard, il sera situé derrière l'école maternelle, à côté d'un plateau sportif derrière l'école maternelle, sur une sorte d'esplanade où il y a déjà des jeux pour enfants, tout en faisant en sorte, bien-sûr, de laisser la circulation piétonne la plus facile possible sur cette esplanade. L'autre, à la Pompignane, est situé au-dessus du terrain de foot, entre la salle Pajos et le plateau sportif. Ce sont des équipements très demandés qu'on installe petit à petit dans l'ensemble des quartiers de la Ville. On en a déjà installé un dans un parc à Celleneuve, on en installe un également aux Cévennes, à proximité du gymnase Jouanique. Il y en a

un qui était déjà fait auparavant à La Rauze. Les prochains sont prévus à l'Aiguelongue ou sur les berges du Lez. D'avoir, donc, ce type d'équipement un peu partout dans la Ville, qui permet une utilisation extérieure et libre. On favorise ce genre d'équipements parce que, après la période Covid-19 que nous avons connue, quand la politique sportive consistait, pendant un moment, à fermer les gymnases sous demande du préfet – et c'était bien normal – ce type d'équipements permet la pratique sportive de plein air en toute sécurité sanitaire, quelles que soient les conditions ; donc, nous favorisons ce type d'équipements.

Monsieur le Maire : Merci. Montpellier, gymnase à ciel ouvert. Y a-t-il des questions ? Je vous propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

12. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets d'investissement en faveur du développement des activités physiques et sportives - Renouvellement pour une deuxième session - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Mme T. AKBARALY entre en séance (avec le pouvoir de Mme ROBIN).

Monsieur le Maire : Monsieur MARTIN, présentation du dispositif « *Coup de pouce* », affaire n°12. Sur l'appel à investissements, classique, c'est les appels à projets.

Hervé MARTIN : C'est la réponse aux appels à investissements qu'on avait lancés auprès des associations.

Monsieur le Maire : Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

13. Services à la population et cohésion sociale - Dispositif « Coup de pouce jeunes » - Soutien à une première adhésion à une association sportive ou culturelle ou de loisirs - Reconduction pour la saison 2022-2023 - Approbation

Mme S. JANNIN et M. JAWHARI sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n°13 : présentation du dispositif « *Coup de pouce* » pour favoriser la pratique du sport et, là encore, le bouclier social.

Hervé MARTIN : Un dispositif que je présente à la place de ma collègue Véronique BRUNET, adjointe à la Jeunesse, tant il est vrai que c'est un dispositif qui intéresse à la fois les associations sportives, culturelles et de loisirs, mais qui est très présent sur les associations sportives. Nous l'avons mis en place dès notre élection, au mois de juillet 2020. C'est un coup de pouce de 50 € pour une première inscription dans une association sportive ou culturelle pour les enfants de 6 à 16 ans, évidemment sous conditions de ressources.

Au total, pour faire simple, depuis l'ouverture de ce nouveau droit, c'est environ 4 000 familles qui ont pu en bénéficier. Vous avez le chiffre de 2 271 pour cette année, mais il y avait bien-sûr les bénéficiaires de la première année de la mise en place. Dans les graphiques suivants, vous pouvez observer la répartition par quartier. Bien entendu, sans surprise, on retrouve dans ce graphique la sociologie des quartiers de la Ville. C'est là qu'on mesure toute l'importance de donner ce coup de pouce à la fois aux familles, parce que, là aussi, dans la période d'après Covid-19 où tout le monde était d'accord pour dire qu'on n'a jamais eu autant besoin d'activité physique et sportive – et pourtant ça a été à l'arrêt – il a fallu permettre aux familles les plus en difficulté d'autoriser leurs enfants à avoir une activité sportive ou culturelle. Ce coup de pouce les a aidées. En même temps, ça aide aussi les clubs, les associations à retrouver leurs effectifs, pour avoir un fonctionnement normal. Voilà le double intérêt de ce coup de pouce, à la fois social – et encore une fois, on le retrouve sur la distribution en fonction des quartiers de la Ville – et d'aide aux clubs et associations. Il s'agit, bien entendu, de le renouveler pour l'année – accessoirement.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur MARTIN, pour cette présentation des chiffres, très concrète sur les réalités. Nous voyons, sur la carte qui apparaît, les inégalités sociales, dont nous savons qu'elles sont évidemment plus fortes à la Mosson et qu'elles nécessitent notre mobilisation accrue. Est-ce qu'il y a des questions sur ce point ? Il y a un débat en ce moment à l'Assemblée nationale sur la question du pouvoir d'achat. Ces quelques affaires illustrent de manière très concrète comment une collectivité peut être pleinement mobilisée autour des questions de pouvoir d'achat et de soutien aux familles, si on prend aussi la gratuité des transports. Autour des jeunes, c'est un élément très important. On sait donc à quoi sert la contribution commune, l'impôt. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

14. Rayonnement et attractivité du territoire - Programmes de mobilité étudiante - Renouvellement 2022-2024 - Prise en charge des frais de scolarité - Versement de bourses et de frais divers - Approbation

Mme S. JANNIN et M. S. JAWHARI entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire n°14. Clare [HART], tu nous dis un petit mot ?

Clare HART : Il s'agit d'une affaire qui concerne la mobilité étudiante mise en œuvre à travers nos jumelages. Nous pensons, bien évidemment, que le jumelage sans projet est une boîte vide. Nous avons, depuis de longues années, travaillé auprès de ces villes jumelles, afin de mettre en place des échanges de personnes de toute sorte, mais particulièrement les étudiants, avec des coopérations de mobilité à destination de notre jeunesse. Ce sont systématiquement des échanges réciproques : nous envoyons et nous recevons des étudiants de nos villes jumelles. Nous travaillons depuis très longtemps avec huit villes, et notamment avec Heidelberg, Chengdu, et Bethléem en Palestine, sur ces échanges. Deux grandes formules d'échanges.

Premièrement, les programmes de bourse d'étude, qui sont sur l'année académique, l'année scolaire, de septembre à juin. Là, la Ville de Montpellier permet à des étudiants montpelliérains de partir étudier dans les villes jumelles préalablement citées, et réciproquement. C'est vraiment l'intérêt d'avoir cet échange dans les deux sens, et de permettre à des jeunes de ces différentes villes de venir découvrir notre ville et, par extension, de devenir des ambassadrices et des ambassadeurs quand ils

retournent chez eux. Nous avons une prise en charge dans les deux sens : les frais d'inscription, le versement d'une bourse, et aussi un travail sur le logement avec le CROUS.

Deuxième programme : c'est un programme estival, sur l'été. Nous avons un programme d'échange très, très lointain, puisqu'il a commencé en 1961. C'est un programme d'échange avec 8 villes, qui s'appelle Programme interculturel Montpellier-Louisville, où nous proposons une immersion totale au cœur d'une famille américaine, avec un stage bénévole à l'Université de Louisville, et *vice versa*, pour les étudiants américains. Deuxième programme estival : le programme d'échanges inter-municipalités, depuis 2014, donc un peu plus récent, avec la Ville de Sherbrook, où trois étudiants montpelliérains et trois étudiants de Sherbrook échangent et obtiennent des emplois saisonniers de huit semaines dans les services municipaux respectifs.

Plusieurs actions d'échange qui permettent à ces étudiants de mieux se connaître et de mieux connaître ces fameuses villes jumelles. Ce qu'il faut savoir, c'est très important et ça rejoint ce que disait Monsieur le Maire tout à l'heure, c'est que nous souhaitons lutter contre le déterminisme social de manière résolue et nous avons donc des bourses proposées sur la base de critères sociaux. Nous favorisons l'inclusion sociale, et nous luttons contre ce fameux déterminisme dans ces échanges. Nous pensons bien sûr que les voyages forment la jeunesse, et nous allons lutter pour que tous les jeunes puissent avoir les mêmes opportunités. Merci beaucoup.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame HART, pour cette présentation et aussi pour votre engagement, parce qu'à chaque fois, ils sont accueillis et très bien reçus. De la même manière que vous avez accueilli Monsieur Serhii ESAULOV, conseiller aux affaires consulaires de l'ambassadeur d'Ukraine en France. Ça a été un moment très fort. Il faut bien dire que les bourses vont à Louisville, à Heidelberg – ça paraît évident –, à Chengdu – même si les frontières de mobilité se rouvrent – et à la Ville de Bethléem, pour laquelle, évidemment, nous devons souhaiter la paix. Y a-t-il des questions auprès de Madame HART ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Christian ASSAF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

15. Ressources - Campus du Management - Convention cadre partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°15. Monsieur ASLANIAN.

Michel ASLANIAN : Monsieur le Maire. Très rapidement, vous savez que nous avons mis en place la Campus du Management au sein des collectivités pour former nos cadres et nos encadrants dans des cycles longs de formation au management. Une première promotion a terminé le parcours : c'était la promotion Louis-Pouget. La prochaine s'appellera Michel-Passet. Le choix de ces deux noms est symbolique, on le rappelle à chaque fois aux stagiaires.

Nous mettons sur papier un contrat avec le CNFPT pour graver dans le marbre les quatre années qui vont venir. Monsieur le Maire, vous auriez la possibilité de signer cette convention avec la Directrice régionale, Madame WIRRMANN-CAMBOULIVES, du CNFPT, le 13 octobre, le jour où, avec Monsieur le Directeur général des services, vous signerez, et je l'espère, remettrez les certificats de participation aux 40 premiers agents qui auront suivi ce parcours magnifique.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur ASLANIAN. Est-ce qu'il y a des questions auprès du rapporteur ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

16. Services à la population et cohésion sociale - Expérimentation d'une unité mobile de prévention et promotion santé - Conventions de partenariat - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°16. Expérimentation d'une unité mobile de prévention et de promotion santé. C'est une des leçons de la Covid-19. Nous nous souvenons de la vaccination, du « *aller vers* » assumé par les équipes des pompiers, qui sont sur tous les fronts et dont il faut saluer unanimement l'engagement pour protéger nos forêts avec l'incendie d'Aumelas. Je parlais hier avec le Maire de Grabels de nos vulnérabilités. L'« *aller vers* » a été un des succès pour faire progresser la vaccination, notamment dans les quartiers populaires.

Il y a aussi une expérience dont tout le monde a oublié qu'elle était quand même très singulière : c'est le Mammobile, qui a fait de Montpellier une ville depuis très longtemps en pointe dans la prévention du cancer du sein. Parfois sur le parking de Super M, sur le parking, parfois sur la place Gambetta, dans différents endroits de la Ville, il est proposé un dépistage dédié par les équipes admirables du professeur PUJOL pour dépister le cancer du sein. C'est un dispositif très ancien, mais qui est là et mérite d'être mis en avant. Notre idée est d'acquérir un bus, un espace pour aller faire de la prévention santé dans les quartiers. Il existait, c'était Hélène MANDOUX qui avait une Maison de la santé et de la prévention rue Maguelonne. C'était un lieu, on ne va pas en rouvrir un. Mais l'idée est d'aller à la rencontre des populations, devant les établissements scolaires aussi, en lien avec l'Éducation nationale, sur l'information à la santé. C'est une démarche nouvelle et partenariale là encore, avec l'ARS et le CHU, le CODES notamment. Est-ce qu'il y a des questions, des suggestions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

17. Hors commission - Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) - Préparation d'une candidature à l'expérimentation - Convention de prestation de service entre Montpellier Méditerranée Métropole, les Villes de Grabels et Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°17. Nous avons délibéré là-dessus au Conseil de Métropole. C'était Madame GIMENEZ qui, avec beaucoup d'élégance, a rapporté cette affaire en rendant hommage aux élus de Montpellier (Mustapha LAOUKIRI, qui est excusé, et notre collègue de Grabels), pour le lancement de l'expérimentation Territoire Zéro Chômeurs que nous mènerons avec le Conseil départemental. Là encore, il s'agit de lutter contre les inégalités sociales, en particulier pour essayer d'accompagner ceux qui ont été exclus du monde du travail depuis très longtemps. Je veux le dire avec beaucoup de clarté : j'ai lu qu'il fallait encore baisser les indemnités chômage pour essayer

d'obliger les gens à aller au travail et que l'on pourrait varier le montant des indemnités en fonction de la conjoncture. Nous avons une conviction : c'est qu'il y a des gens qui sont en situation d'exclusion, de dépréciation, et souvent de perte d'estime d'eux-mêmes. Il ne s'agit pas d'être blessant à l'endroit de quiconque, mais ce dispositif voulu par Laurent GRANDGUILLAUME est un dispositif très original, sur lequel nous voulons nous positionner. Le secteur, ce sera les Hauts de Massane et Grabels. On commence ici, et puis, si ça fonctionne, évidemment, on déploiera. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? Monsieur PATERNOT.

Bruno PATERNOT : Merci, Monsieur le Maire. Je m'exprime au nom de Monsieur LAOUKIRI, qui, souffrant, ne peut pas être là. Au sein de nos hémicycles, nous avons présenté la candidature de Montpellier pour expérimenter le Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée (TZCLD) – cette intervention est remplie de sigles : vous verrez, j'ai explosé le quota. Le choix des territoires retenus est donc le quartier des Hauts de Massane pour Montpellier et la Valsière pour Grabels, car il y a des similarités dans les indicateurs économiques de pauvreté, de chômage, de personnes en situation de précarité. Pour le territoire des Hauts de Massane, une difficulté identifiée est l'absence d'une zone commerciale dynamique, peu de services et d'opérateurs présents sur le site. Aujourd'hui, du fait de la seconde loi, nos territoires se sont engagés à lutter contre la privation d'emplois, notamment dans les quartiers Politique de la Ville de Montpellier, mais aussi en complémentarité avec d'autres territoires, d'autres Villes de la Métropole, afin de présenter un dossier qui correspond en tous points à la philosophie de ladite expérimentation. Pour rappel, aujourd'hui, ce sont 100 territoires déjà concernés, et 20 nouveaux qui viennent d'être habilités.

La prochaine étape étant la constitution d'un Comité local de l'emploi (CLE), organe de gouvernance de l'expérimentation, grâce à l'équipe de projet qui vient d'être recrutée. Mustafa LAOUKIRI vous en parlera lors d'un prochain Conseil. Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élus, cette candidature est une chance pour nos territoires. Il s'agit ici non seulement d'avoir une habilitation pour la création d'entreprises à but d'emplois, les fameuses EBE de l'ESS, et surtout de mettre en place une *task force* – une *còla poderós* [équipe puissante] comme on dirait plutôt de part chez moi – en apportant des réponses aux personnes durablement privées d'emplois. Comme vous l'avez dit, nous travaillons avec l'ensemble des partenaires institutionnels (État, collectivités), et avec de grandes associations de lutte contre le chômage (Emmaüs, ATD Quart Monde et Gammes), les syndicats et les professionnels du développement économique. L'expérimentation doit être cohérente avec les politiques publiques en matière d'emploi, d'insertion et de soutien de l'ESS (Économie Sociale et Solidaire), avec le réel du terrain. Cette réunion est la première d'une série de réunions thématiques en vue de la création du Comité local de l'emploi, puis de groupes de travail, et a pour but de mobiliser les partenaires pour co-construire ensemble le projet montpelliérain. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Je propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté. Mise en œuvre espérée : 2024.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

18. Services à la population et cohésion sociale - Actions de lutte contre la précarité énergétique dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) 2022 - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, Enedis, ACM Habitat, les associations Compagnons Bâisseurs Occitanie et Octopus Expression - Autorisation de signature

Mme J. FRECHE et M. S. JAWHARI sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n°18. Madame DUFOIX.

Caroline DUFOIX : Je vous remercie, Monsieur le Maire. Cette délibération a un double objectif. Le premier est de lutter contre la précarité énergétique, question sur laquelle la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont fortement engagées, et cela depuis le début de votre mandat. Le deuxième consiste à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes, l'une de vos priorités.

Vous avez dit en introduction de ce Conseil : *« Il y a des inégalités sociales devant lesquelles il ne faut jamais se résigner »*. C'est pour cela qu'un certain nombre d'actions inscrites dans le contrat de Ville ont pour objectif de redéfinir et dynamiser une politique de l'emploi et de l'insertion performante. C'est exactement l'affaire que nous venons de valider. Dans ce contexte, nous savons que, dans les années qui viennent, le coût de l'énergie va impacter de façon de plus en plus prégnante le pouvoir d'achat de nos concitoyens. Nous profitons du renouvellement du contrat de concession d'électricité entre la Métropole et Enedis pour renforcer les moyens de lutte contre la précarité énergétique et l'exclusion.

La Ville de Montpellier compte 12 QPV, quartiers prioritaires de la Ville, soit 53 000 habitants, dont les revenus sont souvent bas, voire très bas. Le quartier de la Mosson a la particularité de compter plus de 29 000 habitants et de présenter un taux de chômage et de pauvreté élevé : 59 % de la population vit dans un ménage dont le niveau de vie se situe sous le seuil de pauvreté, soit un tout petit peu plus de 2 000 € pour une famille avec deux enfants. 54 % des jeunes sont sans diplôme ou ne dépassent pas le niveau du brevet. Les chiffres donnés tout à l'heure par Hervé MARTIN pour l'action Coup de pouce ne font que confirmer cette réalité. Ce sont eux qui vont être touchés de plein fouet par cette hausse du prix de l'énergie, qui souvent se rajoute à des conditions que l'on peut qualifier d'énergivores. Une politique d'amélioration et de rénovation de l'habitat est engagée de façon volontariste par l'équipe municipale.

En parallèle, il faut permettre aux habitants de diminuer les dépenses liées à l'énergie, de mieux maîtriser leur pouvoir d'achat. La Ville et Enedis s'engagent ensemble, au travers de différentes conventions de partenariat, comme cela est stipulé dans l'article 4 de la convention. Des conventions sont aussi signées avec des acteurs locaux fortement impliqués sur toutes ces problématiques : ACM Habitat, les Compagnons bâtisseurs d'Occitanie et l'association Octopus Expression. Elles visent à renouveler des actions déjà engagées, le maintien d'un chantier citoyen de 9 mois porté par les Compagnons bâtisseurs ayant pour objectif d'aller à la rencontre des habitants des quartiers Cévennes et Mosson afin de leur donner des outils pour mieux maîtriser leurs dépenses d'énergie. 6 à 8 jeunes vont donc être recrutés en service civique pour des missions d'information et de sensibilisation, pour permettre aux gens d'acquérir des écogestes et pouvoir être orientés en fonction de leurs besoins. Ces jeunes bénéficieront en début de chantier d'un accompagnement professionnel par Octopus. La communication sera travaillée afin de leur permettre de mieux maîtriser leurs prises de parole, leurs présentations, la manière d'aller vers les habitants et la manière d'aborder les entretiens professionnels. Cette action contribue au projet de la Ville de développer au maximum les services civiques sur notre territoire. Je crois que vous avez donné l'objectif de plus de 1 000 jeunes dans le mandat. Le service civique peut être un véritable tremplin professionnel pour ces jeunes, la possibilité

de découvrir un métier, de travailler en binôme, de recevoir une première indemnité. Le service civique est aussi vecteur de lien social, de solidarité et d'engagement sur toutes les questions d'intérêt général.

La deuxième action porte sur l'espace Ressources habitat, installé à La Mosson. Ce lieu, animé par les Compagnons bâtisseurs, est une sorte d'appartement pédagogique où les habitants pourraient être mis en situation pour mieux appréhender la maîtrise de l'énergie, les gestes de sécurité. Ils pourront aussi trouver une outillthèque, qui leur permettra de bénéficier d'outils pour pouvoir réaliser eux-mêmes leurs travaux dans les logements, ainsi que d'une connexion Internet afin de mieux gérer leur espace numérique Linky. Cela représente pour la Ville de Montpellier une dépense de 11 500 € pour le chantier de l'espace ressource. Cette affaire fait partie de toutes les actions que la Collectivité met en place pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle, mais aussi faciliter et améliorer la vie au sein des quartiers. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame DUFOIX. Y a-t-il des questions ? Monsieur PATERNOT.

Bruno PATERNOT : Mesdames, messieurs. Aujourd'hui, alors que nous prendrons, je l'espère à l'unanimité, une résolution d'aide à la lutte contre la précarité énergétique, alors que la Municipalité, qui aurait dû prendre ce sujet à bras le corps dès 2014, comme le réclamaient déjà les écologistes, alors que nous essayons d'agir pour réduire la dépense, Monsieur Emmanuel MACRON reçoit aujourd'hui le prince d'Arabie Saoudite, MBS [Mohammed BEN SALMAN] le dictateur, MBS l'assassin, MBS le pourchasseur des homosexuels, MBS l'ennemi de la liberté de la presse, MBS le magnat du pétrole. Si l'argent n'a pas d'odeur, le pétrole a une couleur : celle du sang. À force de vivre dans le déni climatique, le Président de la République et sa majorité décident d'aller faire la roue devant les dictatures pétrolières, alors que l'urgence est bien de trouver comment réduire notre consommation. Traquer les passoires thermiques, chocs de mobilités, transformer les éclairages, tout cela nous le faisons, mais à notre échelle, et nous avons besoin que l'État s'y mette vraiment, durablement. Nous sommes aujourd'hui au « *jour du dépassement* », c'est-à-dire que nous avons consommé au niveau mondial toutes les ressources que la planète peut fournir en un an. Nous commençons aujourd'hui à vivre à crédit et nous avons deux solutions : continuer l'endettement, regarder la maison brûler sans que cela ne fasse bouger l'autre ou entrer dans la sobriété heureuse. Quand j'étais au RSA et que j'avais 275 € de facture mensuelle d'électricité, je peux vous l'affirmer – je l'ai vécu dans ma chair : la sobriété est difficilement heureuse quand vos os ont froid. Nous pourrions mettre en place des espaces de ressources et des services civiques, prendre notre part ; mais il faut que le Président, ses ministres et ses secrétaires d'État se rendent compte que, justement le « *jour du dépassement* », recevoir un dictateur climatique ne va pas du tout dans le bon sens. Mettons-nous en marche, en mouvement, mais du bon côté de la route, celui de la protection de l'environnement, de la protection de la démocratie et des plus précaires.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur PATERNOT. MBS aura à rendre compte de l'assassinat d'un journaliste, tôt ou tard. Effectivement, nos comportements dépendent beaucoup de la géopolitique du monde. C'est pour ça que nous avons demandé à toutes les banques qui nous prêtent de l'argent si elles avaient encore des relations avec Monsieur POUTINE. C'est pour ça qu'il faut qu'on sorte de notre dépendance au pétrole : c'est un enjeu politique. Il y a dans le monde des pays avec des dirigeants très fréquentables, d'autres moins. Celui-là est, littéralement, infréquentable. Je vous propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Sophiane

MANSOURIA, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

**19. Services à la population et cohésion sociale - Dotation Politique de la Ville 2022 -
Convention d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature**

Mme J. FRECHE entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire n°19. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

**20. Services à la population et cohésion sociale - Attribution de subvention au Centre
Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier - Exercice 2022 - Autorisation de
Signature**

Monsieur le Maire : Affaire n°20. Il s'agit d'une subvention complémentaire pour les agents du CCAS dans le cadre du RIEFSEEP. Y-a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

**21. Hors commission - Attributions de subvention dans le cadre de la thématique "Lutte
contre les exclusions" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Affaire n°21. Il y a une coquille dans la rédaction de la délibération, puisqu'il est écrit « *Les Matelles* », qui n'est pas dans notre intercommunalité. Il faudrait lire « *La Martelle* », quartier de Montpellier. Y a-t-il des questions ? Abstention ? Contre ? Adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

**22. Services à la population et cohésion sociale - Crèche Joséphine Baker - Contrat de
délégation de service public entre la Ville de Montpellier et People&Baby -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Affaire n°22. Je donne la parole à Madame AKBARALY.

Tasnime AKBARALY : Monsieur le Maire, chers collègues. Cette délibération concerne le renouvellement de délégation de service public de la crèche Joséphine-Baker. Pour rappel, il s'agit d'une crèche qui fonctionne en Délégation de Service Public (DSP) depuis 2012, et, depuis 2015, sa gestion a été confiée au délégataire People&Baby. La décision de renouveler la gestion de la crèche en DSP a été actée en 2019, donc avant notre prise de fonction. Il s'agit aujourd'hui d'approuver le délégataire retenu, à savoir People&Baby, et le contrat de gestion. En termes de contrat, j'ai demandé aux services de fournir un travail considérable dans la mise en place d'outils de contrôle pour s'assurer d'un fonctionnement optimal de la crèche, à l'image de ce que nous faisons dans les crèches gérées en régie directe. Je tiens ici à remercier les agents mobilisés à la direction du pôle Petite enfance, car je sais qu'ils nous suivent, qu'ils nous regardent. Je sais combien la tâche a été immense, compte tenu de nos exigences politiques en termes de qualité d'accueil. Des exigences qui m'apparaissent évidemment bien naturelles quand il s'agit d'accueillir les petits Montpelliérains.

J'aimerais, si vous me le permettez, revenir sur People&Baby, car l'actualité médiatique nous y oblige, et notamment au vu du terrible fait divers survenu il y a quelques semaines dans une micro-crèche privée qui appartient au groupe People&Baby. Je crois que chacun a pu être véritablement bouleversé et choqué par cet événement dramatique survenu un matin dans cette micro-crèche, et il me tient à cœur, ici, de revenir dessus, pour qu'aucun, aucun amalgame ne puisse être fait entre ce fait divers survenu à Lyon dans une micro-crèche privée avec une gestion privée et notre établissement Joséphine-Baker, qui est un établissement public dont la gestion a été déléguée à People&Baby depuis sept ans, mais sous contrôle étroit de la Collectivité. Ce sont là deux fonctionnements qui ne peuvent à aucun moment être comparés. Je me permets cette parenthèse parce que je voudrais m'adresser aux parents qui bénéficient ou qui bénéficieront d'une place dans la crèche Joséphine-Baker. Je m'adresse d'ailleurs plus aux parents qui ne connaissent pas encore l'établissement, puisque ceux qui fréquentent déjà cet établissement sont soumis à des questionnaires d'évaluation évaluant la qualité d'accueil. 93 % de ceux qui se sont exprimés étaient très satisfaits. A ces parents, et à vous, très chers collègues, je tiens à communiquer un certain nombre d'éléments qui relèvent du contrat et notamment des outils de contrôle pour s'assurer de la pérennité et de la bonne gestion de l'établissement par le délégataire.

Premier point. Je tiens à vous informer qu'il y a au sein du pôle Petite enfance des agents missionnés pour être en étroite interaction avec la direction de la crèche Joséphine-Baker. Nous opérons donc des visites régulières, réalisées de façon inopinée, comme cela se fait d'ailleurs dans nos crèches municipales.

Deuxième point. Parmi les candidats, nous avons sélectionné People&Baby sur un certain nombre de critères : la qualité des projets pédagogiques, les critères de qualité d'accueil, la qualité des repas servis, pour ne citer que ceux-là. Je peux vous dire que nous serons dans la place quand il s'agira de sélectionner les CV des personnes recrutées. Je veillerai à ce que le pôle Petite enfance soit consulté lors de chaque recrutement. Nous veillerons également au respect du taux d'encadrement, un taux qui sera similaire à celui de nos crèches en régie. Il faut savoir que l'on place, là encore, nos exigences bien plus haut que ce qui est suggéré par le dernier décret gouvernemental, à savoir un personnel qualifié pour huit enfants marcheurs. Nous, on est plus proches d'un pour cinq. Ce décret stipule également un personnel qualifié pour cinq bébés non-marcheurs. Nous, nous sommes sur une moyenne d'un pour quatre.

Troisième point. Nous serons aussi dans la place pour qu'en temps réel on s'assure des bonnes conditions de travail des agents et de la pérennité de leur formation, et je tiens ici à remercier les syndicats de la petite enfance de la Ville de Montpellier, car la richesse de nos échanges va nous

permettre l'application d'une politique innovante et absolument essentielle pour lutter efficacement contre l'usure professionnelle liée aux métiers de la petite enfance et assurer la valorisation de ces métiers, qui est une absolue nécessité.

Quatrième point. Nous serons également dans la place quand s'agira d'attribuer les places. Nous nous assurerons que les critères d'attribution des places suivent un algorithme similaire au nôtre et, de toute façon, un agent de la direction du Pôle siègera dans toutes les commissions d'attribution. Je profite de ce point pour ouvrir une petite parenthèse et vous préciser que les critères composant actuellement notre algorithme d'attribution des places. Ces critères sont actuellement en réexamen et seront rendus publics très prochainement, afin de rendre transparent ce processus d'attribution des places, qu'il s'agisse, bien évidemment, de nos crèches en régie directe ou de celles en délégation.

Enfin, Monsieur le Maire, chers collègues, permettez-moi de rappeler ici la problématique du nombre de places en crèche, et en particulier du nombre de places en mode Prestation de Service Unique (PSU), dans un contexte où, à Montpellier, cela a été dit, plus d'un quart des familles vivent sous le seuil de pauvreté. Il est absolument essentiel qu'on puisse proposer un accueil de qualité à toutes les familles qui en font la demande, et cela nous oblige à être ambitieux en matière de création de places. Cette ambition, Monsieur le Maire, vous l'avez portée par votre engagement de campagne de créer d'ici la fin du mandat 300 nouvelles places sans augmentation des impôts. Encore faut-il, pour créer ces 300 nouvelles places nettes, s'assurer de ne pas en fermer, comme cela a pu être malheureusement le cas dans le passé. Ce renouvellement de DSP nous assure une solution d'accueil pérenne pour une centaine de familles. Il nous assure également une solution d'accueil pour les familles qui ne partent pas en vacances en juillet et en août, puisque cette crèche en DSP sera l'une de nos crèches de garde l'été pour accueillir les enfants accueillis, en temps normal, dans toutes les autres crèches municipales. Je voudrai terminer mon intervention en formulant des remerciements appuyés à tous les agents du pôle Petite enfance, qui assurent la continuité du service public pendant ces vacances d'été. Je suis évidemment prête à répondre à toute demande de détail sur cette affaire.

Monsieur le Maire : Merci, Madame AKBARALY. Je souligne que vous étiez un peu au-delà des cinq minutes réservées au rapporteur. J'ouvre le débat. Madame GIMENEZ et Madame DOULAIN.

Clara GIMENEZ : Merci, Monsieur le Maire. Au nom des élus communistes de cette assemblée – et ce n'est pas une surprise pour quiconque a un peu suivi la vie politique montpelliéraine de ces dernières années – nous voterons contre cette affaire pour plusieurs raisons et l'actualité n'est clairement pas le cœur de notre choix. J'apprécie le rappel que vous avez fait, mais néanmoins nous voterons contre, parce que si les 1 000 premiers jours ont à plus d'un titre une importance énorme dans le développement de l'enfant – je ne vais pas développer ici, et ce n'est pas mon domaine d'expertise – on ne confie pas ces 1 000 premiers jours au marché. On ne confie pas au privé le soin de faire grandir nos enfants, on ne confie pas à la rentabilité du marché ces enjeux-là. Je crois qu'on a besoin de garder une maîtrise publique de la question de la petite enfance, garder une maîtrise totale et absolue sur tous les enjeux de conditions salariales, d'accueil, etc. En tout cas, nous, les communistes, on est pour un service public national de la petite enfance, et on continuera à se battre pour que cette question des 1 000 premiers jours ne soit pas un vain mot prononcé par le Gouvernement, comme une incantation (« *C'est indispensable !* »), sur lequel on ne mettrait pas les moyens qui vont avec. On a vraiment besoin de cette politique nationale, et de ne pas laisser au bon vouloir des collectivités. Nous surveillons effectivement les délégataires de service public ; ce n'est pas le cas partout, et je crois qu'on a vraiment besoin de garder cette maîtrise publique, parce que ces 1 000 premiers jours sont essentiels dans le développement de l'enfant. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame GIMENEZ, de votre intervention, qui est une

intervention de constance et de conviction. Souvent, c'est notre collègue Hervé MARTIN. J'observe ce passage de témoin, mais il n'y a pas un papier à cigarette entre l'un et l'autre. Madame DOULAIN, vous avez la parole.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. Il s'agit, avec cette affaire, de donner la gestion de cette crèche Joséphine-Baker pour cinq ans à un acteur privé sous forme de DSP. Le point positif qu'on a relevé, c'est évidemment la grille de notation qui a été utilisée pour départager les différents prestataires. Elle nous a été rendue publique. On a pu voir aussi que le critère de développement durable avait été pris en compte. Ce sont des choses qui sont extrêmement importantes pour évaluer les différentes offres qui nous ont été rendues. C'est une bonne chose et, sincèrement, je salue le travail des élus et des agents en ce sens.

Je termine cette parenthèse de félicitations pour exprimer, quand même, une profonde inquiétude. Le premier élément qui m'inquiète, Monsieur le Maire, c'est votre inconstance sur ce dossier. Lorsque vous étiez élu d'opposition ou en campagne électorale, vous aviez de belles envolées lyriques sur le service public, cette valeur de gauche. Depuis que vous êtes Maire, force est de constater que nous entendons un autre refrain : les délégations de service public se multiplient. Aujourd'hui, le plan de 300 crèches qui nous a été présenté lors du dernier Conseil, on ne sait pas quelles sont les formes de gestion qui sont envisagées. Sur nos EPHAD municipaux – qui, de fait, devraient être appelés à se développer sur notre ville puisque les personnes âgées y sont plus nombreuses – pareil : aucune vision sur votre vision du développement de notre service public. Lorsque, ces deux dernières années, j'ai pointé cette ineptie lors des Conseils municipaux, rejoint d'ailleurs par les communistes, qui s'expriment de manière constante sur ce sujet, vous nous avez toujours répondu, pour justifier ce choix, par des arguments, qui sont pour moi fallacieux, sur le coût et la difficulté d'organisation de ces services. Je vous réponds aujourd'hui que l'intérêt de l'enfant, la qualité du service, le bien-être aussi des salariés qui travaillent dans ces structures, ça compte énormément.

Deuxième inquiétude. Sur le fond, je le redis, nous ne devons pas considérer comme inéluctable le fait qu'il y ait une privatisation galopante de nos services publics. Ce n'est pas une fatalité et nous devrions même, en ces périodes de crise, réaffirmer que le service public, c'est le bien commun de ceux qui n'ont pas de patrimoine, c'est le rempart contre les inégalités, et qu'il n'est pas normal de soumettre l'éducation de nos tout petits au marché, à la concurrence libre et non faussée, parce que ce sont des missions essentielles dans le giron public. Ce qui m'étonne aujourd'hui – nous y sommes évidemment favorables, et c'était porté par la NUPES – sur des sujets comme la santé, la sécurité civile, l'éducation, nous sommes d'accord pour dire qu'ils doivent rester dans le giron public ; et pour ces activités, on ne sait pas pourquoi, il y aurait une exception. C'est vraiment, pour moi, un manque de cohérence et de sens. Nos enfants et nos petits-enfants ne peuvent pas être dans des structures qui, malgré la bonne volonté des salariés qui y travaillent, ont pour seul horizon la rentabilité financière. Surtout qu'il existe d'autres alternatives et je voudrais revenir sur le cas de la ville de Lyon, qui a doublé son budget Petite enfance, qui est passé de 30 M€ à 70 M€. Concrètement, par exemple, sur le 7^e arrondissement de la ville, cela veut dire qu'ils viennent de créer cinq nouvelles crèches en gestion municipale ou en gestion associative, déployées pour le reste du mandat.

Enfin, dernier élément. Vous avez évoqué ce fait divers extrêmement grave avec la mort d'un enfant dans l'une des crèches privées à Lyon, il y a un mois à peine. Sauf que vous présentez ça comme un cas isolé. Néanmoins, depuis, plusieurs témoignages de parents et d'anciens salariés se sont multipliés, avec des cas relevés un peu partout en France de surmenage, de manque de personnels, de *turn-over*, de mauvais traitements. Beaucoup se plaignent du fait que la réalité ne correspond pas forcément aux belles brochures et aux belles explications sur le site internet de cette société, à tel point d'ailleurs – et je pense qu'il aurait été important que vous le mentionniez dans votre

intervention – que le secrétaire d’État chargé de l’enfance a diligenté une enquête administrative sur cette entreprise. Dans ces conditions, et l’idée n’est pas du tout de polémiquer, ne faudrait-il pas tout simplement attendre d’avoir les résultats de cette enquête avant d’attribuer cette DSP à cette entreprise ? Vous nous parlez de conditions de contrôle, mais qui se feront *a posteriori*. Quelles garanties pouvons-nous avoir de la part de cette entreprise qui est, je le rappelle, gravement mise en cause dans un cas très grave ? Pour ma part, je pense que le principe de précaution nous impose la prudence sur cette affaire. Avec le groupe MUPES, nous voterons donc contre cette délibération.

Monsieur le Maire : Merci, Madame DOULAIN, de votre intervention, des mots que vous avez eus au début, et de donner acte de la transparence sur les critères d’attribution. C’est important et c’est appréciable. Je vais vous répondre sur quelques points, et je vais d’abord prendre le dernier point. J’ai noté qu’il n’y avait pas de volonté d’instrumentaliser – je reprends vos mots, en tout cas l’esprit de vos propos. Ce qui s’est passé à Lyon est absolument dramatique. Est-ce le privé ? Est-ce le public ? Je dois le dire ici, devant cette Assemblée, il est arrivé aussi que dans les crèches publiques, tenues par nos agents – qui font un travail absolument remarquable, comme vous l’avez dit et comme Madame AKBARALY le mesure à chaque instant – il nous est aussi arrivé de devoir prendre des mesures de révocation d’agents, parce que nous avons eu affaire à des situations extrêmement éprouvantes sur le traitement des tout petits. Le dire est terrible pour nous. Parfois la déontologie, l’exemplarité, le professionnalisme d’un fonctionnaire peut manquer. Nous avons donc pris des mesures, et on tient à votre disposition, Monsieur ASLANIAN, si vous le souhaitez, les décisions du conseil de discipline, comme on les tient à disposition de l’ensemble de cette Assemblée, naturellement. C’est pour ça que les missions de contrôle sont absolument essentielles, que ce soit dans le cadre de DSP, ou que ce soit dans le cadre des crèches municipales. Nous avons eu à affronter, l’accueil de parents – et je veux d’ailleurs remercier la grande déontologie collective, la presse, etc., de ne pas envenimer ces choses – c’est géré. Le délégataire est celui qui était déjà en cours ; il est reconduit, sur la base de la grille que vous avez pointée. Deux enquêtes annuelles de satisfaction ont lieu auprès des familles. On les tient, elles aussi, à disposition. Elles peuvent peut-être encore être améliorées, sans doute, mais elles apparaissent extrêmement satisfaisantes.

Vous avez aussi dit autre chose. Aujourd’hui, il faut des services publics, il faut un hôpital public. Mais vous savez qu’à Montpellier, l’essentiel des enfants naissent dans des maternités privées : Saint Roch, Le Parc, Clémenville, et la prise en charge par les autorités de contrôle (ARS, etc.) se fait. Le CHU et son service pédiatrie sont admirables, mais les enfants naissent aussi dans des établissements privés. Peut-être qu’un jour, un Gouvernement nationalisera, à l’anglaise, l’ensemble du service public de santé. Ce n’est pas le choix qui est là, et je crois d’ailleurs que personne ne le défend. Par contre, ce qui est important, c’est que quand on délègue une mission de service public à part entière, elle soit bien exercée et que ce soit bien fait.

Ensuite, vous m’interrogez sur le périmètre du service public qui pourrait être le mien. Tout à l’heure, on était peut-être monotone, peut-être c’est la torpeur de l’été. Mais quand Acadomia est l’offre de soutien scolaire – pardon, les boîtes privées, mais c’est celle-là qui est très connue – et que nous faisons le plan de soutien scolaire public, laïc et gratuit, nous répondons à ce qu’auparavant le service public ne faisait pas. Nous avons développé une politique publique qui permette de répondre à cela. Quand, tout à l’heure, nous avons fait un long point sur le périscolaire, on n’a pas inventé le plan de soutien scolaire – auparavant, Madame MARSALA a suivi ce dossier. Nous choisissons d’y mettre davantage de moyens. Sur ce temps périscolaire, c’est du service public que nous étendons, que nous améliorons. Il y a des offres privées, et d’ailleurs, les opérateurs qui interviennent, c’est l’éducation populaire, et ils agissent suite à un marché auquel ils ont répondu et pour lequel nous allons avoir des modalités de contrôle très importantes, parce qu’il s’agit de nos enfants. Les associations d’éducation populaires ont beau, pour beaucoup, être des amies, au sens où on a une militance commune – ce

n'est pas péjoratif – il y a des missions de contrôle.

Sur nos services publics, une décision forte a été prise en conseil de Métropole, et merci de l'avoir soutenue. Nous avons fait le choix, après le choix de la régie publique de l'eau, d'étendre la régie publique à l'assainissement. Elle sera à l'œuvre : on est dans une année de transition, on renouvelle les contrats. On étend le périmètre du service public pour l'enjeu de la ressource en eau. C'est aussi un changement qui est lié à la gratuité des transports, notamment, mais aussi à une demande des organisations syndicales : la TaM était une DSP, et nous avons fait le choix d'en faire une société 100 % publique. Nous avons eu des discussions qui n'étaient pas des plus évidentes à l'endroit de Transdev, d'opérateurs qui ne voyaient pas ça d'un bon œil – je ne les ai pas rendues publiques.

On essaie de prendre les décisions pour mener à bien les politiques publiques en se disant : « *Qu'est-ce qui est le mieux pour l'usager ?* » Aujourd'hui, notre priorité, Madame DOULAIN, est de rattraper le retard de notre Ville sur l'offre de petite enfance. Madame AKBARALY l'avait présenté il y a deux Conseils ; malheureusement, la presse n'a peut-être pas le temps de le relever. Là aussi, on est tous interpellés. Vous-mêmes devez être interpellés par des gens qui vous disent : « *On a du mal à avoir une place en crèche, etc.* » Des fois, on dit cette phrase terrible : « *Vous ne connaissez pas un élu pour avoir une place en crèche ?* » D'où la publication des critères d'attribution pour remettre de la confiance, qui est déjà à l'œuvre grâce à notre impartialité dans l'obtention des places. Des fois, on se retrouve face à des familles en grande difficulté, souvent des femmes, hélas, qui arrêtent leur travail pour garder les enfants. Notre priorité est de réussir ce plan de 300 places en crèche, soit une augmentation d'offre de berceaux de 25 %, pour ne pas être en queue de peloton – pardon, c'est un classement, mais je crois que vous le partagez – sur le nombre de places en crèches rapporté au nombre d'habitants. Nantes est au top, mais nous... D'où ce plan extrêmement volontariste. Évidemment, il y aurait un service public de la petite enfance comme il existe un grand service de l'éducation, ces questions-là, nous nous les poserions moins, parce qu'on les renverrait à une responsabilité qui serait celle de l'État, et qui peut être pensée, notamment, comme la maternelle obligatoire. Nous le faisons donc avec nos moyens, nos choix budgétaires, ce que nous pouvons allouer ici ou là, mais nous le faisons avec une seule boussole – et je veux ici saluer Madame AKBARALY – la qualité du service rendu aux familles et la confiance que doivent avoir les familles sur la prise en charge.

Vous m'avez interrogé sur un autre sujet, à juste titre : les EHPAD. Tous les CCAS se sont débarrassés de leurs EHPAD ; nous, nous les gardons, et je veux le dire avec clarté. Nous avons d'ailleurs obtenu – et je veux en saluer les équipes – 12 M€ au titre du Ségur investissement pour pouvoir procéder à des rénovations d'EHPAD. Il y a un projet que Madame MASSART porte sur le legs GUIRAUD autour de l'agriculture. C'est transitoire, et ça permet de préfigurer la réalisation d'un nouvel établissement, en tout cas un établissement qui permette d'accueillir nos aînés dans les meilleures conditions. Quand nous aurons la discussion du PLH, nous aurons une discussion – Monsieur MARTIN me le fait suffisamment remarquer – pour que la question de l'offre résidences seniors en matière de logement ne soit pas qu'une offre privée extrêmement lucrative, et qu'on aille vers des résidences sociales en faveur des seniors. D'ailleurs, au mois d'octobre, nous aurons un très beau débat – je l'espère – sur l'agenda de la longévité et l'accompagnement de nos aînés. Mais aujourd'hui, il y a des EHPAD CCAS, il y a des EHPAD de la mutualité économie sociale et solidaire, il y a l'EHPAD Jean-Péridier, qui est géré – et c'est une singularité territoriale – par le Conseil départemental, et nous avons aussi des EHPAD privés. Je ne vous cache pas que j'ai posé la question aux équipes, parce que je n'en connais pas toute la géopolitique, de savoir si nous avons des établissements ORPEA. Nous n'en avons pas, mais c'est vrai que là, une mission de contrôle a peut-être été engagée, et on aurait été bien inspiré de nationaliser cette société, qui avait nommé Monsieur PATERNOT, auparavant dirigeant de Total, à sa tête. Là, c'est Monsieur Guillaume PEPY, qui est

l'ancien patron de la SNCF, le nouveau patron de Réseau Initiative France, qui en prend la direction. On peut espérer pour les salariés de cette structure qu'il donne une impulsion sociale, comme cela a pu apparaître.

Voilà comment je vous réponds. Est-ce que c'est une vision collectiviste ? Certains le diront. Est-ce que c'est une vision trop libérale ? Vous le direz. Je crois que c'est une vision équilibrée. Surtout, il faut offrir du service aux familles. Nous le savons, c'est un enjeu de vulnérabilité pour les enfants, mais aussi pour les familles, et en particulier pour les femmes seules avec enfants. Notre priorité absolue, Madame DOULAIN, c'est de tenir ce plan de 300 places en crèches. Il en va de l'intérêt des familles, il en va de l'intérêt des enfants, et, on aura l'occasion d'y revenir, il s'agit aussi d'accompagner les assistantes maternelles, qui sont très présentes dans les espaces publics, dans les parcs et jardins.

Je propose de mettre aux voix, en vous remerciant de vos interventions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 7 voix

Ont voté contre : M. Georges ARDISSON, Mme Emilie CABELLO, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clara GIMENEZ, Mme Flora LABOURIER, M. Hervé MARTIN, Mme Agnès SAURAT.

23. Services à la population et cohésion sociale - Convention de financement des Accueils de Loisirs Associatifs - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°23. Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

24. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite éducative" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°24. Je vous ai cité Madame MARSALA, Madame DOMBRE-COSTE, je pense que tous ceux qui ont été élus à la culture et à l'éducation ne peuvent que rendre hommage à Swing Gum Enfance et au travail de Monsieur CAPERAN, qui fait chœur d'école à l'Opéra Comédie et qui permet, en lien avec la Cité des arts, à des milliers d'enfants de jouer sur la scène de l'Opéra Comédie, et à des parents d'entrer dans ce lieu qui est leur patrimoine, et, pour beaucoup, de le découvrir. Nous aurons l'occasion, dans Capitale Européenne de la Culture, de valoriser cela et une subvention au 3NTKD dont j'ai parlée tout à l'heure. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

25. Aménagement durable du territoire - Quartier Croix d'Argent - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Hauts de la Croix d'Argent - Bilan de la participation du Public par Voie Électronique - Dossier de création de la ZAC - Approbation

M. A. ZANCHIELLO sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n°25. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN : Monsieur le Maire, chers collègues. Je profite de l'ouverture des affaires qui concernent l'urbanisme et la maîtrise foncière pour rappeler ici, en Conseil municipal, que la semaine dernière, le Grand Prix d'urbanisme a été décerné à Franck BOUTTE, architecte, ingénieur, a été concepteur de l'étude *Montpellier Territoires* aux côtés de François LECLERCQ, architecte, projet que j'ai eu l'honneur de proposer, puis de piloter de 2014 à 2017. Il a également été concepteur, avec les services de la Ville et de la Métropole, du *Manifeste de Montpellier*, qui a d'ailleurs valu à notre Ville une invitation à l'ONU en 2018. C'est un très grand honneur pour notre Ville, pour notre territoire, pour le projet de *Montpellier Territoires*, qui est ainsi mis en avant au niveau national par le plus grand prix qui existe dans cette discipline. Je voulais donc que ce soit dit ici.

Paola VIGANO, conceptrice avec Bernardo SECCHI de l'étude *Montpellier 2040*, avait également été nommée Grand Prix d'urbanisme en son temps. Aujourd'hui, on a deux visions du territoire : l'une à l'échelle de la Ville, l'autre à l'échelle de la Métropole. Deux visions qui se complètent, et qui couvrent l'ensemble des champs et des échelles de l'urbanisme. On a quand même deux Grand Prix d'urbanisme, ce n'est pas rien.

Parallèlement, des transformations profondes sont à l'œuvre en ce qui concerne l'aménagement du territoire aujourd'hui, notamment avec la mise en place de la zéro artificialisation nette (ZAN) depuis l'été dernier, qui change absolument tout. La ZAN – excusez-moi pour l'acronyme – est une avancée, une bonne chose qui nous oblige à construire des politiques publiques d'urbanisme écologiques, concrètes, et non idéologiques. On y est. Il devient aujourd'hui très urgent de construire une vision complète, globale et interdisciplinaire sur le futur de notre territoire et, bien entendu, de construire la politique foncière qui réponde pour les 20 ans à venir à ces nouveaux enjeux, comme Montpellier l'a toujours fait. Ce n'est toujours pas le cas, et c'est inquiétant. J'espère que cela arrivera très bientôt. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame JANNIN. Effectivement, ce document a été porté à notre connaissance. Il y a un travail, et il va y contribuer. Nous allons lancer, à la Métropole, un projet de territoire, pas tant sur l'approche spatiale, puisque ce travail précieux a déjà été fait, mais plutôt sur les aspects de gouvernance. On aura l'occasion d'en reparler à la Métropole. D'autre part, merci par ailleurs d'avoir rendu hommage à Paola VIGANO et Bernardo SECCHI. Ça fait deux Grand Prix d'urbanisme et jamais deux sans trois : je peux vous indiquer que Jacqueline OSTY, qui a d'ores et déjà réalisé le parc dans la ZAC Cambacérès, est la lauréate sur le projet de rénovation de la place des Martyrs de la Résistance. C'est elle qui va conduire cette mission, et ça fait donc trois Grand Prix d'urbanisme. A la rentrée, nous aurons d'ailleurs une communication sur les acteurs qui travaillent sur la Ville. En tout cas, nos félicitations à lui.

Quant au débat que vous posez sur le ZAN, cette affaire en est une illustration, puisque nous sommes sur une opération de réinvestissement urbain – la ZAC des Hauts de la Croix d'Argent – qui fait écho à la question énergétique, puisque la chaufferie bois qui est construite sur la ZAC de la Cité créative va permettre de raccorder ces logements, et donc de maîtriser le prix de l'énergie et de sortir de la dépendance au gaz. Cela vaut illustration – vous voyez où je veux en venir – plus de réinvestissement

urbain, et limiter nos extensions par les objectifs du ZAN, qui sont nécessaires ; nous le voyons par les feux de forêt, par le jour du dépassement et que nous devons honorer. Nous avons un objectif de 25 % de réduction de l'artificialisation des sols dans le cadre du PLUi, et c'est le dialogue que nous mènerons avec la Région et son SRADDET, puisque c'est à cette échelle-là que vont se négocier les choses. C'est ce que nous avons plaidé. Je m'engage d'ailleurs à vous communiquer la lettre adressée à la Présidente de Région sur ce sujet. Je vous propose de passer aux voix, s'il n'y a pas d'autre demande de prise de parole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

26. Aménagement durable du territoire - Renoncement partiel emplacement réservé C 37 - Parcelle SK 170p et Vente à la SA3M - Avenue Nina Simone à Montpellier Propriété "Ville de Montpellier" - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n°26. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

27. Aménagement durable du territoire - Eglise Sainte-Eulalie - Régularisation foncière avec la société Les Jardins de la Merci - 12 et 14 rue de la Merci - Parcelle cadastrée BX 139 - Approbation

Monsieur le Maire : Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

28. Aménagement durable du territoire - Mandat d'acquisition foncière entre la Ville de Montpellier et la SERM - Quartier Port Marianne - Clôture du mandat - Reddition des comptes - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n°28. Y-a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

29. Aménagement durable du territoire - Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions

Monsieur le Maire : Affaire n°29. Y a-t-il des questions ? Nous lancerons à Celleneuve la concertation « *Quartier apaisé* » à la rentrée, courant septembre-octobre. Après la fin du bidonville, on sait qu'on est très attendus dans ce secteur. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

30. Aménagement durable du territoire - Opérations d'amélioration de l'habitat dans le périmètre "Grand Cœur" - Convention de transfert de Maîtrise d'Ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant n°2 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°30. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote. Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

31. Rayonnement et attractivité du territoire - Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions

Monsieur le Maire : Affaire n°31. Aide à la rénovation des locaux d'activité de 14 000 €. Y a-t-il des questions auprès du rapporteur ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

32. Rayonnement et attractivité du territoire - Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Procédure de rétrocession de baux commerciaux - Désignation des candidats - Approbation

*M. A. ZANCHIELLO entre en séance.
Mme C. GIMENEZ sort de séance.*

Monsieur le Maire : Affaire n°32. Vous avez ici les personnes qui ont été retenues. Allez-y, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Merci. Garder une ville à taille humaine, méditerranéenne, vivante : c'est ce qui ressort souvent des échanges avec les Montpelliérains et Montpelliéraines...

Alenka DOULAIN montre une photo.

Alenka DOULAIN : ...et pourtant, voilà, la réalité de ce que peuvent percevoir les habitants de leur quartier est loin des beaux clichés touristiques mis en scène et loin des belles opérations de communication. Peut-être que vous ne voyez pas bien, mais on est ici avenue du Pont-Trinquat, au Nord de l'avenue, près de son croisement avec l'avenue de Palavas. Je n'ai même pas réussi à tout prendre, mais on a ici une ribambelle de 4-5 commerces fermés. Le seul qui demeure encore ouvert est un Casino Drive, ces commerces du futur sans visage, sans lien social et sans emploi.

Ce que je voulais aujourd'hui souligner, c'est que, dans cette affaire, il est question d'un formidable outil : le droit de préemption, possible à la fois sur les locaux, les baux commerciaux et les fonds de commerce. Cette préemption est possible depuis 2010 sur le périmètre du centre-ville, et s'inscrit, plus largement, dans le cadre de l'opération Grand Cœur existant depuis 2003. Concrètement, la Ville préempte via la SA3M, elle réhabilite et elle peut ensuite soit louer soit vendre ces baux. Ça nous permet d'avoir la main sur l'offre commerciale.

Sur cette opération Grand Cœur, il y a donc deux choses à retenir. La première, c'est que le volontarisme politique et l'interventionnisme paient. Préemption après préemption, des baux commerciaux sont réhabilités pour proposer des commerces pour nos habitants et ne pas laisser la loi du marché immobilier. Deuxième enseignement : c'est une stratégie qui prend du temps. C'est une stratégie de longue haleine, sur le long cours, et je m'inquiète donc vivement qu'on ne travaille pas aujourd'hui, au bout de deux ans de mandat, soit à l'extension de ce périmètre, soit à sa création ailleurs par rapport à d'autres quartiers. Combien de rideaux baissés acceptons-nous dans notre ville, dans nos quartiers ? Combien d'emplois détruits qui vont avec ? Et quel manque de lien social, parce qu'il manque des boulangeries, des cafés, des restaurants, des bars ?

Deux ans déjà et rien n'a été fait pour renforcer l'armature commerciale de nos quartiers. Qu'on se le dise : la dégradation de l'offre commerciale est globale à l'échelle de la ville. Certains quartiers sont aujourd'hui touchés de plein fouet, et dans des situations qui sont bien pires que dans le centre-ville. J'ai pris l'exemple de l'avenue du Pont-Trinquat, mais il y en aurait moult autres. Nous portons dans notre programme un plan commerce pour permettre à tous les Montpelliérains d'avoir accès à cette offre commerciale, notamment dans les quartiers qui sont sous les radars des politiciens, loin des politiques publiques. On parle beaucoup de la « *ville du quart d'heure* ». Mais, aujourd'hui, comment peut-on en parler sans avoir une stratégie sur les commerces de proximité, sur les commerces de nos quartiers ? Heureusement qu'il y a l'Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU), puisque dans certains quartiers, que ce soit à La Paillade ou dans le quartier Cévennes, il va y avoir une requalification commerciale. Mais, dans le reste de la ville, quelle est la stratégie ? Je crois qu'aujourd'hui, on ne peut plus accepter de ne rien faire sur ce sujet. Peut-être qu'une autre leçon à retenir est qu'il faudrait une meilleure communication sur les procédures de rétrocession de ces baux commerciaux, afin qu'elles puissent être mieux mises en valeur, plus visibles pour toutes nos TPE-PME. Par exemple, sur le site de la SERM, c'était impossible de retrouver cette rétrocession, qui est pourtant le guichet théorique pour permettre à nos commerçants de pouvoir se faire accompagner sur la partie foncière de leurs activités. Merci pour vos retours sur ces propositions.

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, je vais vous rappeler vos votes, je le fais parfois. Vous avez voté avec nous la taxe – qu'on a d'ailleurs ré-augmentée – sur les friches commerciales, parce qu'il y a des propriétaires de baux commerciaux qui ne mettent pas en location. Souvent, on voit d'ailleurs des gens qui nous disent : « *J'ai un projet, je ne comprends pas, je vois que c'est vide, etc.* ». On n'y est pas encore arrivé, mais ça va finir par venir, et c'est pour ça qu'on l'a augmentée.

Merci de votre soutien. Par exemple, voyez, avenue Jean-Mermoz, il y a un petit Casino, et ça fait six ans que c'est une friche. On se dit qu'avec le levier fiscal, on va peut-être inciter le propriétaire à trouver un loyer qui permette à un commerce de s'installer. Premier levier.

Deuxième levier. Merci de votre vote, puisque nous avons étendu le droit de préemption commerciale, notamment sur un secteur stratégique : celui de Plan Cabanes. Je le dis parce que ces procédures prennent un an...

Madame DOULAIN : On est là sur une toute petite friche, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Attendez, Madame DOULAIN, je n'ai pas fini sur la liste de vos votes. Toute personne en charge de ces dossiers sait que le contentieux est très dur : juridiquement, pour les commerçants, on porte atteinte à la liberté d'installation. On peut préempter les baux commerciaux, si au bout d'un an on n'a pas trouvé d'opérateur, et patatras, on se retrouve avec ça sur les bras. Vous avez préparé votre intervention, et vous maîtrisez le dossier.

Donc on a voté sur l'extension du droit de préemption commerciale sur le secteur de Plan Cabanes, dont vous notez avec nous qu'il est très stratégique pour les raisons qu'on a évoquées et qui se trouvent dans votre argumentation.

Troisième vote – et alors, merci ! – c'est la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) rue de Las sorbes. Parce qu'il y a aussi des endroits où le commerce se déprécie de manière considérable, nous avons donc pris là-bas une DUP pour proposer, à l'amiable, de réacquérir les baux commerciaux, ou sinon de procéder à l'expropriation. Souvent, on a d'ailleurs des problèmes avec le chiffre d'affaires donné et réel – je ne veux pas rentrer dans les détails : à la fin, tout se passera bien là-bas, ça finira à l'amiable – cela pose un certain nombre de problèmes. On estime que l'armature commerciale ne se justifie pas, ou plutôt que celle existante à son importance. Voilà un exemple d'actions.

Je pourrais en prendre un autre : les épiceries de nuit et l'autorisation de vente d'alcool. Nous avons pris des arrêtés de réglementation, parce qu'on a tous ici souvenir d'un nombre assez peu important d'épiceries de nuit à Montpellier, donc on peut comprendre les besoins, les pâtes, la vie. Beaucoup se sont ouvertes, et nous avons souhaité un peu réguler, parce qu'on préfère que les gens, s'ils veulent savourer un verre de vin ou une bière, etc., qu'ils aillent plutôt chez nos restaurateurs ou dans nos bars. On a donc pris des arrêtés autour des épiceries de nuit, et nous renforcerons d'ailleurs les contrôles pour être bien sûr qu'elles s'inscrivent dans une activité réglementaire, sinon on fait des fermetures administratives de commerces qui, parfois, quand ils ne respectent pas les règles, participent à une déqualification autour d'eux et peuvent conduire à des phénomènes semblables à ceux que vous avez montrés sur l'avenue du Pont-Trinquat. Voilà quelques exemples d'actions qui sont menées.

Vous avez rendu hommage au travail sur le secteur de La Mosson, et Monsieur JAWHARI a souvent pris la parole en nous alertant et en saluant l'énergie qu'on essaie de mettre. Pourquoi on n'y est pas encore arrivé, sur le marché illégal de La Mosson, même si on ne lâchera rien ? Pourquoi nous menons la bataille à Gambetta contre les cigarettes illégales ? Parce qu'on ne veut pas déstabiliser les buralistes qui assurent des missions de proximité, mais aussi, maintenant, des missions de service public. On les a rencontrés, ils disent que, par exemple du côté de l'avenue du Père-Soulas, il faut préserver une petite armature commerciale : un buraliste, il faut qu'il puisse tenir. On a des actions sur le marché illégal. Pourquoi ? Pour éviter que la concurrence illégale déstabilise l'armature commerciale. Voilà ce qu'on a fait depuis deux ans, au milieu de beaucoup d'autres choses. Pardon, à La Mosson, et je crois que vous avez voté pour, on a fait la ZAC sur le centre commercial Saint-

Paul, dont il faut dire – et on va avoir beaucoup de boulot – qu’il est totalement privé. D’ailleurs, quand un câble électrique tombe, ce n’est pas pour nous, c’est la copropriété ; tout le monde est en difficulté. Là, on a un projet de requalification. Vous l’avez dit, on a obtenu des crédits supplémentaires. Merci d’avoir salué cela aussi.

On n’a pas fini. Je dis tout cela pour montrer les étapes. Dans le Conseil qui se tiendra fin 2022-courant 2023, vous verrez d’autres dispositions d’extension du droit de préemption commerciale dans d’autres endroits de la ville, et nous aurons des interventions dans cet esprit. Je pense que vous n’aviez pas retenu tout cela ; peut-être que, des fois, les affaires passent très vite. Mais, dans un principe – la liberté du commerce – on essaie d’agir. J’ai donné des exemples, et je pense que vous pouvez donner acte de ce qui est mis en œuvre avec un volontarisme certain. Nous prendrons d’autres dispositions réglementaires, mais j’en parlerai en septembre, pour garantir la mixité commerciale, parce que quand vous avez le même linéaire, vous ne participez ni à l’attractivité commerciale ni à la qualité de vie dans les quartiers. Le très beau concept de Carlos MORENO de la « *ville du quart d’heure* », très pionnier, doit évidemment être défendu, et on proposera donc d’autres dispositions d’extension du droit de préemption commerciale.

Après, se posera une question. Je le dis, parce que, moi, j’étais pour le faire sur toute la ville. Mais c’est extrêmement lourd à l’échelle de la ville en termes de contrôle et de moyens humains. Notre proposition sera probablement d’aller vers des secteurs ciblés pour pouvoir intervenir. Mais ce qui est vrai, c’est que lorsqu’il y a une maîtrise publique, quand nous avons délégué à notre aménageur dans le cadre du traité de concession, ça permet d’avoir des requalifications urbaines. Certaines sont remarquables, comme au Courreau, en ce moment, dans le centre-ville. Il y aura bientôt tout un travail dans le secteur du centre et du grand centre contre les vacances commerciales : c’est un engagement qui a été pris avec le président de la CCI dans le cadre du Livre blanc qu’il nous a remis. En tout cas, nous nous emparons de tous les outils de la puissance publique, avec le rythme qui est celui des services, et donc de la capacité à faire et à bien faire, parce qu’il faut être en situation de sécurité juridique : on ne peut pas être dans le « *y a qu’à, faut qu’on* », ce qui n’est pas l’esprit de votre intervention.

J’espère, en vous ayant rappelé les nombreuses délibérations que nous avons prises sur ce sujet, vous avoir montré que nous nous efforçons d’agir. C’est aussi pour ça que nous sommes très attentifs aux extensions commerciales de périphérie, qui sont très concurrentielles pour le commerce de proximité – vous le savez. De même, nous devons être très attentifs pour accompagner le commerce de proximité face à cette concurrence redoutable qui est sur internet, d’où le soutien aux libraires, et on pourrait entrer dans une longue liste. Voilà, Madame DOULAIN, mes réponses. Je ne doute pas que vous prendrez acte dans votre intervention, la prochaine fois qu’on arrivera sur ce sujet, des extensions du droit de préemption commerciale, même si je dois vous avouer que, sur Plan Cabanes, il y a des petits malins, et qu’on n’y arrive pas toujours à nos fins. Il y a des réalités de jeux d’acteurs – vous les rencontrez peut-être – qui ne sont pas toujours dotés d’une grande sincérité. Mais l’immense majorité des commerçants, évidemment, ne demande qu’à bien travailler, et merci à eux de contribuer au rayonnement de la Ville. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

33. Rayonnement et attractivité du territoire - What A Trip Festival 2022 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Association pour le Festival International du Voyage et de l'Aventure de Montpellier (AFIVAM) - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°33. Est-ce qu'il y a des questions ? C'est un élément d'attractivité de l'Écusson. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

34. Aménagement durable du territoire - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Fédération des Organisations Economiques de producteurs 100 % bio (FOREBIO) pour une mise à disposition à titre gratuit d'une partie de la villa sise 1457 rue du Pioch de Boutonnet - Autorisation de signature

M. S. GUISEPPIN quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir M. S. JAWHARI (le pouvoir de M. M. ALTRAD accordé à M. S. GUISEPPIN est annulé).

Monsieur le Maire : Affaire n°34. Convention de partenariat entre la Ville et la Fédération des Organisations Économiques de producteurs 100% bio pour une mise à disposition de Pioch de Boutonnet pour deux ans – ce que j'évoquais tout à l'heure. Est-ce qu'il y a des questions ? Oui, Madame YAGUE.

Annie YAGUE : Merci, Monsieur le Maire. Juste pour vous rappeler que, la dernière fois, je suis intervenue non pas sur cette délibération, mais sur une délibération qui concernait en tout cas le même lieu, et sur ma crainte de voir le projet de transformation de Montpellieret sur ce lieu éloigné. Aujourd'hui, vous nous donnez la preuve que, déjà, on perd encore six mois de plus. Dans les mêmes termes, vous proposez cette occupation pour deux ans. Comme on avait donc une première occupation au début du mois de février pour deux ans et qu'elle revient au mois de juillet, on perd déjà six mois. Et toujours avec cette possibilité d'être renouvelée par tacite reconduction !

Je reste donc inquiète sur ce sujet, je reste vigilante. Je m'interroge même sur la légitimité de cette utilisation de ce lieu, qui ne rentre pas dans les termes du legs de Madame GUIRAUD. Je vais donc faire des recherches plus approfondies. Je ne voudrais pas que le projet de Montpellieret et tombe à l'eau ou soit retardé. On a perdu deux ans en début de mandat, on va reperdre deux ans et demi. Ça fait quatre ans et demi. Pour mémoire, je vous signale que les personnes qui rentrent en EHPAD aujourd'hui ont en moyenne 86 ans, que la durée moyenne de séjour dans les EHPAD est de deux ans, et que l'urgence est vraiment là pour permettre à ces personnes une fin de vie dans des conditions optimales. Deux ans, c'est énorme à cet âge-là. Monsieur le Maire, s'il vous plaît, si on pouvait arrêter de mettre à disposition ce lieu pour deux ans de manière renouvelable par tacite reconduction, je pense que cela me rassurerait. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame YAGUE. Je vais vous répondre de manière très claire. Le legs GUIRAUD prévoit des missions culturelles, enfin compatibles, ça a été vérifié. A juste titre, vous nous parlez de Montpellieret. D'abord, nous dépensions 30 000 € par mois pour faire gardienner ce site, vous vous en souvenez. Là, c'est une occupation transitoire, pour deux ans. Le dossier du transfert de Montpellieret, il y a un permis de construire, en tout cas il y a un concours d'architecte qui est lancé. Je vais vous dire quel est le calendrier. Il y aura un dépôt de permis de construire, qui

nous permet d'envisager une première pierre sous 24 mois.

Je vais vous dire pourquoi. Parce que cet établissement est indispensable, et vous l'avez très bien expliqué, eu égard aux conditions de Montpellier. Ça va donc se faire. Dans le cadre du bicentenaire du musée Fabre, une fois que l'établissement sera transféré, s'engagera l'extension du projet du « *Grand musée Fabre* ». Nous avons donc un horizon de livraison au terme du bicentenaire du musée, 2025 pour la donation et 2028 pour l'ouverture, et dans la candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture. Je veux vous rassurer en vous présentant cette opération à tiroirs.

Évidemment, Monsieur CALVO vous fera parvenir le calendrier du concours d'architecte et le calendrier du permis de construire. Je peux d'ailleurs d'ores et déjà vous indiquer que notre aménageur – il y aura un vote à un moment – sera titré pour porter cette opération en lien avec ce qui va se passer sur Montpellier. En attendant, comme il n'y a pas d'occupation, plutôt que de gardiennage, et vous savez que le gardiennage de nos bâtiments est un coût important, il y a ce projet qui est assez novateur, intéressant, et qui fera d'ailleurs l'objet de réflexions avec les équipes du CCAS une fois l'établissement réalisé. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 7 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

35. Hors commission - ZAT 2022 - Convention de partenariat de coproduction entre la Ville de Montpellier et le Domaine d'O - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°35. Il s'agit de la ZAT 2022. Convention de partenariat entre la Ville et le Domaine d'O. C'est donc l'EPIC qui assurera notamment tous les contrats techniques pour pouvoir mener à bien la ZAT qui, au mois de novembre, reviendra à ses origines dans le quartier d'Antigone. Ce sera l'occasion de saluer la mémoire de Ricardo BOFILL, et pas que. Y a-t-il des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ? Adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Emilie CABELLO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Marie MASSART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

36. Rayonnement et attractivité du territoire - Organisation de rendez-vous culturels - Prise en charge des frais des intervenants pour l'année 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°36. C'est la prise en charge des différents intervenants du commissariat d'exposition du Pavillon populaire. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

**37. Hors commission - Attributions de subventions dans la thématique "Culture" -
Exercice 2022 - Opération de soutien aux salles de spectacle - Approbation -
Autorisation de signature**

Mme C. GIMENEZ entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire n°37. Subvention culture. C'est le soutien aux salles de spectacle. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

**38. Rayonnement et attractivité du territoire - Opération Cinéma sous les étoiles -
Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée
Métropole - Création d'un tarif réduit à 4 € - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Affaire n°38. Cinéma sous les étoiles. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

**38 bis. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique
"Jeunesse" - Exercice 2022 - Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire n°39. Attributions de subventions jeunesse. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

**39. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ville
Sportive" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Monsieur MARTIN. Subventions sport. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christophe BOURDIN, M. Serge GUISEPPIN, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

40. Services à la population et cohésion sociale - Convention de mise à disposition de locaux associatifs en créneaux horaires à titre gracieux - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

41. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition des salles des Maisons Pour Tous à titre gratuit - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n°41. Mise à disposition des salles des Maisons pour tous. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

42. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers minorés - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°42. Locaux associatifs. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Sébastien COTE, Mme Maryse FAYE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

43. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition de locaux associatifs - Avenant n° 1 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°43. Mise à disposition de locaux, avenant n°1. Y a-t-il des questions auprès de Madame HOUGUET ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

44. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie Associative" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°44. Attribution d'une subvention au Comité de quartier Paul-Valéry. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

45. Hors commission - Évolution du stationnement réglementé sur le territoire de la Ville de Montpellier - Approbation

Mme R. TIKOUK sort de séance (avec les pouvoirs de MM. M. LAOUKIRI et F. VASQUEZ).

Monsieur le Maire : Affaire n°45. Monsieur COTE, sur l'évolution de la réglementation en matière de stationnement. Monsieur COTE, vous avez la parole.

Sébastien COTE : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, il s'agit d'une délibération qui propose une évolution du stationnement réglementé de surface sur la ville de Montpellier, qui fait suite à une délibération qui avait été votée l'an dernier à peu près la même époque. C'est donc l'acte II de l'extension du stationnement réglementé de surface, et ce sera, je le dis, la dernière extension de ce mandat. Pourquoi faire évoluer le zonage et le stationnement réglementé ? D'abord, parce que la Ville de Montpellier grandit, la Ville de Montpellier se transforme, un certain nombre de quartiers se densifient, un certain nombre de nouveaux pôles de centralité apparaissent, et, effectivement, nous devons absolument accompagner cette évolution avec du stationnement réglementé pour permettre aux riverains de pouvoir garer leurs voitures. L'offre de transports de la Ville de Montpellier est aussi amenée à être bouleversée dans les années qui viennent. Je pense en particulier à l'arrivée de la ligne 5 de tramway et aux lignes de bustram, et nous savons très bien qu'à partir du moment où ces nouveaux équipements seront en place, le risque est grand, dans un certain nombre de quartiers, qu'en périphérie d'un certain nombre d'arrêts et du tramway et du bustram se créent des « *parkings relais sauvages* ». Nous devons donc, encore une fois, préserver les riverains de ce problème, et donc lutter contre le stationnement abusif, contre le stationnement gênant, notamment les voitures ventouses. C'est une des principales raisons de cette délibération.

L'objectif est, en particulier, de favoriser deux types d'acteurs : les riverains, d'abord, qui pourront bien évidemment continuer à se garer, moyennant des tarifs extrêmement bas. Je rappelle que le tarif riverain à la Ville de Montpellier est de 15 € par mois, mais avec deux mois d'exonération pendant l'été, soit en réalité 12,50 € par mois à l'année, ce qui en fait le tarif le plus bas des grandes métropoles comparables. Deuxième acteur très important à favoriser : les commerçants, parce qu'ils ont besoin de rotations, en particulier pour leurs clients, et notamment dans les zones à très forte offre commerciale, qui sont très souvent en périphérie du centre-ville de Montpellier. Nous devons assurer une rotation pour permettre à ces clients de pouvoir se garer. Nous allons donc étendre – et c'est proposé dans la délibération – le stationnement réglementé sur un certain nombre de secteurs. Ils sont détaillés dans la délibération, et je pourrai évidemment répondre aux questions s'il y en avait.

J'insiste aussi sur le second aspect de cette délibération, qui est l'extension des zones très courte durée. C'est une innovation très importante, que nous avons déjà portée l'an dernier : nous avons créé sept zones très courte durée, qui vont toutes être mises en place pour septembre 2022. Nous proposons là d'en créer dix supplémentaires, ce qui portera donc à 17 le nombre de zones très courte durée. Je rappelle le principe : 30 minutes gratuites, on s'enregistre pour ne pas être ensuite verbalisé. Cela se fait au bénéfice, en particulier, des commerçants, qui peuvent y trouver des places pour des livraisons lorsqu'ils ont besoin de se faire livrer, ou, bien évidemment, des clients, qui peuvent se garer gratuitement et effectuer leurs achats.

Je termine en rappelant qu'il convient, et c'est très important, de travailler l'offre de stationnement dans sa globalité. Nous devons absolument, notamment dans les zones en très forte concurrence, où l'espace public est vraiment très demandé – et c'est particulièrement le rôle de la zone jaune et, dans une moindre mesure mais quand même, la zone orange – veiller à tout faire pour orienter les

automobilistes vers les parkings en ouvrage de la Ville de Montpellier, dont les tarifs vont évoluer à la fin de l'année, de manière à ce qu'ils soient systématiquement plus attractifs que le tarif en secteur en zone jaune, permettant de sortir un certain nombre de voitures de la voirie pour les mettre en ouvrage, libérant de la place pour les commerçant et pour les clients.

Je termine en indiquant que, dans cette délibération, il y a effectivement un certain nombre de secteurs qui voient un changement de couleurs et vont passer, par exemple, de l'orange au jaune ou du vert à l'orange. Mais il y a aussi de très nombreux secteurs où c'est l'inverse, c'est-à-dire qu'on va passer d'une tarification orange à une tarification verte. Je rappelle d'ailleurs que l'an dernier, lorsque nous avons voté des extensions, nous en avons profité pour supprimer, notamment dans le secteur d'Astruc et dans le secteur des Aubes, le stationnement réglementé de surface.

C'est donc une politique que nous voulons équilibrée, et surtout une politique qui doit servir de levier pour inciter les riverains à laisser le plus possible leurs voitures devant chez eux et à utiliser le plus possible les mobilités alternatives (transports en commun, mobilités actives) que nous développons ardemment à la Ville de Montpellier. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur COTE. J'ouvre le débat. Madame YAGUE.

Annie YAGUE : Merci de me donner la parole. Bien sûr, je voterai contre cette délibération, comme je l'ai fait en juillet dernier pour le même type de délibérations et pour les mêmes raisons. C'est-à-dire que tout ce qui peut alourdir le budget des Montpelliérains, et notamment le stationnement, hélas, je ne veux, en tout cas, pas l'encourager. Après, il y a une petite différence : c'est qu'en juillet dernier, vous aviez quantifié le nombre de places qui étaient impactées par ces changements. Aujourd'hui, nous avons le nom des rues, nous n'avons pas le nombre de places : ça ne nous permet pas de chiffrer exactement le coût supporté par les Montpelliérains du fait de ces changements. Ce serait bien, peut-être, que nous l'ayons également.

J'ai une question à vous poser, Monsieur le Maire. Je comprends très bien qu'on veuille changer les mobilités à Montpellier et que nous soyons obligés d'évoluer vers plus d'écologie. Ma question est : pourquoi mettez-vous la charrue avant les bœufs ? Je pense que la colère des Montpelliérains, aujourd'hui, vient aussi du fait qu'on donne des obligations aux habitants de Montpellier avant de leur mettre en place les solutions. Aujourd'hui, et pendant des années, ils vont être impactés par ce qui a été mis en place, ils vont devoir payer plus cher leur stationnement, ils vont devoir se débrouiller pour aller en ville. Des quartiers sont pénalisés par rapport à d'autres, et je pense notamment à ceux qui ont manifesté ce matin devant la Mairie pour les boulevards Berthelot, Vieussens, Rabelais et d'Orient, qui d'ailleurs, on peut le souligner, souffrent d'une double peine, puisque le prix du stationnement dans leur quartier augmente aussi. J'ai bien compris que c'était favorable aux résidents, mais aujourd'hui, personne ne comprend plus ce qui se passe à Montpellier, et tout le monde est dans la difficulté. Je ne dis pas ça pour vous critiquer. Je serais à votre place, je ne ferais pas de cette façon. Je pense qu'il est indispensable, avant de vouloir changer les habitudes des Montpelliérains, de leur donner la possibilité de faire autrement. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Vous parlez de la ligne 5, ok, mais, aujourd'hui, elle n'est pas là. Alors vous allez me dire « *vous deviez dû la faire* ». Non, non, Madame FRÊCHE : sans nous, le parc Montcalm aurait disparu. Vous semblez l'avoir oublié.

Julie FRÊCHE : *intervention hors micro.*

Annie YAGUE : Absolument, vous semblez l'avoir oublié. La dernière fois, je vous ai vu dire qu'il y a des quartiers prioritaires qui attendaient la ligne 5 avec impatience. Mais ces quartiers prioritaires n'étaient pas desservis par l'ancienne ligne 5. S'il vous plaît, restons corrects ; je le reste avec vous.

Je vous dis : je peux comprendre cette mobilité nouvelle. Je vous dis simplement : ce que je ne comprends pas, c'est qu'on mette la charrue avant les bœufs et qu'on ne propose pas des solutions de mobilité différentes avant de les imposer sans aucune solution pour les Montpelliérains. Maintenant, c'est vous qui jugez, c'est vous qui faites. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame YAGUE. Monsieur COTE, peut-être sur les chiffres ? Je vous répondrai évidemment sur votre position.

Sébastien COTE : Ce sera peut-être un peu fastidieux, mais je peux effectivement le faire.

Monsieur le Maire : Sinon, on vous le communique en global.

Sébastien COTE : Je vous le communiquerai globalement.

Monsieur le Maire : Juste, Madame YAGUE, que vous votiez contre, aucun problème : c'est tout à fait votre droit. Ces zones réglementées du stationnement, toutes les métropoles mènent ce travail. Il y a un chiffre que je peux vous donner : à Nantes, ils font 12 000 places supplémentaires réglementées ; nous, à vérifier, mais on doit être autour de 2 000, parce que nous avons des situations de voitures ventouses, d'absence de *turn-over*. On entend le message de beaucoup d'habitants qui disent : « *Je suis chez moi et je tourne avant de pouvoir rentrer, parce qu'il y a des voitures qui occupent des espaces* ». On va donc réglementer. Je vais vous donner un exemple – on parlait tout à l'heure de la rue de Las Sorbes sur les commerces, l'avenue Masséna à côté de la ZAC Beau soleil : c'est le « *parking relais* » de la ligne 3 du tramway. Il y a donc quelques riverains qui habitent dans le secteur et eux galèrent pour stationner. Si vous regardez les plaques minéralogiques des véhicules, ce ne sont pas beaucoup des 34. Cette réglementation du stationnement vise à réguler l'espace public, à éviter des voitures ventouses. C'est d'ailleurs souvent des choses qui nous sont demandées par les riverains eux-mêmes. Vous en avez vous-même un souvenir sur un point d'extension. Il y aura des correctifs, mais il y a une réglementation sur le stationnement.

Monsieur COTE a également soulevé un point, et je veux bien le relever, c'est que les parkings d'ouvrage enterrés, qui sont, en volume, plus importants qu'au centre de Toulouse, sont moins utilisés. Par exemple, le parking Europa, à Antigone, a un taux d'utilisation de 40 %, celui d'Odysseum est utilisé à 40% – je ne jette pas la pierre. Il y a des gens qui venaient dans ce quartier, posaient leur voiture et prenaient le tram et ça mettait les résidents en difficulté. Voilà pourquoi on réglemente le stationnement, avec un tarif résident de 12,50 € par mois, qu'il convient de faire valoir : tout le monde considère que c'est understandable de financer une place offerte sur l'espace public.

Dans la délibération, on vote des zones 30 minutes pour essayer de soutenir les commerces, pour qu'il y ait une plus grande rotation – on va étendre ça.

Ensuite, sur la politique de mobilité, Madame YAGUE, c'est sûr que votre position est plus simple que la mienne, parce que nous avons décidé d'agir pour donner de la place à des mobilités qui n'en avaient pas. À Montpellier, nous étions tous – on peut s'accorder là-dessus – très en retard sur la pratique du vélo. Nous prenons comme une information très positive que sur les 30 000 personnes qui ont acheté un Vélo à Assistance Electrique (VAE), s'il y en a 15 000 qui font leur trajet domicile-travail en vélo au quotidien en lieu et place d'une voiture, on retire des voitures. Mais, pour que le vélo se développe, on a besoin de sécurité, on a besoin de continuité cyclable. Vous le savez, vous avez adopté un Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA) en 2017, ça ne se fait pas dans un claquement de doigt. Nous avons opéré des partages de voirie qui doivent permettre de favoriser la pratique du vélo, et il suffit de se promener dans Montpellier pour voir qu'elle se généralise. Il suffit

d'écouter les témoignages individuels de gens qui disent : « *je ne l'imaginais pas, mais je m'y suis mis* ». Il y a là un mouvement positif. Il suffit d'entendre, aujourd'hui, la jeune génération, qui est très en attente sur ces sujets. Hier soir, c'était un concert un peu dédié, ils me disaient : « *Mais allez encore plus vite, Monsieur le Maire* ». Je dis : « *Mais il y a des questions d'équilibre, il faut pouvoir y arriver* ».

C'est vrai : il y a des endroits où l'on fait les « *rues aux écoliers* » devant les écoles, parce que, justement, les questions de sécurité aux abords des écoles sont des enjeux très importants. Pourquoi ? Pour permettre d'agir sur ceux qui se déplacent en voiture pour déposer leurs enfants, parce que ces parents d'élèves disaient souvent : « *on ne le fait pas parce que le chemin de l'école n'est pas en sécurité* ». C'est une transition.

Ensuite, oui, nous menons deux chantiers de transports en commun, ensemble, c'est vrai. La ligne 5 de tramway, je ne sais pas comment mettre la charrue avant les bœufs : je ne vois pas le bœuf, je ne vois pas la charrue. A moins que ce ne soit moi, le bœuf ? Ou la charrue, je ne sais pas. Ce qui est sûr, c'est qu'il faut la faire, la ligne 5 de tramway, et les Montpelliérains le savent. Je les remercie pour leur indulgence et je comprends que c'est difficile. Ça fait 12 ans qu'on n'a pas eu une grande infrastructure de transports en commun qui s'est construite, mais les habitants de l'avenue de Lodève se souviennent du chantier de la ligne 3. Les habitants de la ligne 2, qui étaient dans ce quartier des Beaux-Arts, très complexe comme chantier : on y est et on y va. Alors oui, c'est cette phrase qui existait avec la Panthère rose : « *patience, le tramway avance* ». C'est vrai que c'est dur, les gens le disent, d'ailleurs. Sur l'avenue de Clemenceau, on comprend l'impact des travaux, on l'entend, et on sait que ce sera mieux après. Tout comme les gens disent : « *si Clemenceau pouvait ressembler au jeu de Paume, ce serait une très belle opportunité de requalification du commerce dans ce secteur-là* ». C'est aussi un des leviers d'action – Madame DOULAIN, pour compléter notre échange, et avec beaucoup de respect. Le tramway transforme l'espace public, donc il faut mener ce chantier.

Je vous le dis : il y a des chantiers qu'on a mis sous le tapis. Pas vous, mais nous tous. Je vais devoir l'annoncer, je vais le dire : rue du Professeur-Forgue – qui est un point important – le tuyau est tellement percé qu'on perd 50 % de la ressource en eau. On va devoir faire un chantier. Ça va être difficile pour les automobilistes à cet endroit, ça va être dur. On va essayer de le faire tambour battant avec les équipes, parce que ces chantiers réseaux, il faut les conduire. Quand rue Pélissier, on avait le risque gaz, le chantier rue Saint-Louis : il faut les mener ces chantiers souterrains, les plus ingrats, ceux dont, à la fin, quand ils sont faits, il n'y a pas un truc nouveau. Mais ce sont des chantiers de sécurité, on profite de ces transformations autour des mobilités pour les mener.

Et puis on mène le chantier des bustrams, sur lequel nous avons beaucoup discuté à l'échelle de la Métropole parce que nous entendons les usagers du bus 19. Madame DOULAIN m'interpellait et me disait : « *Voilà, essayez d'augmenter les cadences ici dans le cadre de la DSP* ». Mais il y a déjà des obligations de service dans la DSP qu'on doit essayer de faire respecter. Le bus 19 est prisonnier des embouteillages. Il y a des bus qu'on a pu libérer des embouteillages, notamment le bus 15, qui est en voie dédiée, pour que les bus puissent aller plus vite ; évidemment, cela a un impact. Nous avons fait le choix d'un plan de circulation anti-transit, qui est au fond une grande continuité de l'action publique à Montpellier, qui consiste à dire : on ne doit plus participer à l'extension de la piétonisation du centre. Il existe des deux fois deux voies sur l'avenue de Vannières, l'autoroute A9 a été doublée. Il faut les utiliser plutôt que de passer par la rue Anatole-France, dont l'ambiance change. Ça va nous aider à requalifier le commerce et à favoriser les mobilités actives. Nous sommes dans un moment de transition qui est difficile, je le comprends, je le sais, difficile pour l'ensemble des habitants de la Métropole. Mais je l'ai souvent dit : si nous ne faisons rien, il y aura de toute façon une congestion automobile.

Je me prépare, nous savons que nous aurons en une du *Midi Libre*, « *La Pagaille des embouteillages* ». Comme Georges FRÊCHE en son temps pour les réalisations de lignes de tramway. Comme Hélène MANDROUX sur le Jeu de Paume et sa transformation. Nous le savons, mais nous donnons des moyens de choix alternatifs. Nous le faisons à la fois pour la qualité de l'espace public, mais nous le faisons aussi parce que c'est « *le jour du dépassement* ». Tout le monde est convaincu de cela, tout le monde en parle, mais il faut agir ! Il y a les sujets de sobriété énergétique de nos bâtiments, naturellement, ça a été très bien dit ; mais à Montpellier l'essentiel de nos émissions de CO₂, vient de nos propres déplacements automobiles. Si on veut être un territoire qui contribue à l'immense défi climatique, il faut qu'on agisse et qu'on prenne notre part. Alors vous me direz : « *il y a des endroits où ils ne font rien* » : c'est vrai. Mais nous, il faut qu'on le fasse pour que, dans ces endroits où il ne se fait rien, les gens puissent dire : « *il faudrait qu'on fasse comme à Montpellier, il faudrait qu'on s'inspire* ».

Quand vous dites : « *il n'y a pas de compensations* », je peux entendre que, pour les gens qui ne peuvent pas faire autrement qu'utiliser leur voiture, c'est difficile. Mais vous connaissez cette statistique, Madame YAGUE : 6 000 voitures supplémentaires à l'échelle de la Métropole en 2019. Quoi qu'il se passe, c'était la congestion. Il n'est pas question, financièrement, de construire un tunnel sous la Ville. Ça n'est surtout pas faisable à cause des risques, des problèmes d'eau. Le but est de donner des alternatives, et la ligne 5, le busram et le vélo donneront des alternatives à l'automobile. A la fin, il restera ceux qui ne peuvent pas faire autrement, mais seront retirés les véhicules qui peuvent faire différemment.

Alors, vous allez voter contre la réglementation du stationnement, et vous êtes constante, comme vous êtes contre la gratuité des transports en commun, qui est quand même une mesure de compensation très importante. On aura l'occasion de présenter les premiers chiffres. Tout ça devra être affiné, parce qu'il faut du temps pour que la science se fasse. Mais sur les gens de plus de 65 ans, nous entendons beaucoup de témoignages de changements de comportements, et les chiffres l'illustrent, ils disent : « *Mais moi, au prix de l'essence ou avec ma santé, je ne me le sentais pas toujours* ». Je vois Monsieur BARRAL, qui discute avec les personnes membres de L'âge d'or. Cette mesure, parce qu'elle est bonne pour le pouvoir d'achat, mais aussi parce qu'elle permet de donner le droit à la mobilité, change leurs comportements. Ce n'est pas rien, la gratuité la gratuité des transports, fin 2023, dans un contexte à 2 euros le prix de l'essence ! C'est pour ça qu'il faut qu'on continue à mailler notre offre de transports collectifs. Mais pour faire une transition, pour passer d'un état A à un état B – et, à Montpellier, nous connaissons cela extrêmement bien, en tout cas, il y a 12 ans, on en avait ce souvenir – il faut passer par une phase de chantier. Alors, on ajuste.

Hier, Madame FRÊCHE était sur le terrain : la bretelle du 8 mai a été rouverte et cela a pu régler un certain nombre de choses – on aura peut-être l'occasion tout à l'heure, avec votre question orale, Madame DOULAIN, de revenir sur le collectif des Trois boulevards qui a été reçu. Bien-sûr, cela a des impacts. On les évalue, on essaie de les objectiver et de les accompagner. Mais il y a une chose qui est sûre, Madame YAGUE, c'est que cet automobiliste qui arrive de l'A75, qui est guidé par Waze, et qui prenait auparavant l'avenue de la Liberté, passait par Anatole-France pour rejoindre la route de Nîmes pour aller rejoindre la partie est, je vous le dis, il n'est pas le bienvenu. Il faut qu'il contourne la ville, parce que la qualité de vie des gens qui habitent dans les quartiers, elle compte aussi, et les habitants de la rue Saint-Louis avaient aussi droit à la tranquillité. D'ailleurs, mon prédécesseur, Monsieur SAUREL, qui est ici présent, l'avait dit en 2014. Il avait eu affaire à un drame – chose pas agréable – et il y avait eu la sécurisation d'urgence. Il y avait cette idée que, le moment venu, cet espace-là se transformerait. Nous mettons cela à l'œuvre pour des raisons sur lesquelles j'ai argumenté.

Toute transition n'est pas évidente, mais il faut la mener. C'est une affaire de choix, c'est une affaire de courage, celui d'entendre des colères qui, évidemment, viennent quand les habitudes de trajet sont un petit peu bousculées. Mais je sais une chose : c'est que lorsque la ligne 5 de tramway sera en service, quand le réseau cyclable aura été effectivement exécuté – et ça commence par l'avenue Albert-Dubout le 22 août – quand il y aura les lignes de bus-trams et la gratuité, on dira, et vous le savez Madame YAGUE : « *mais pourquoi vous ne l'avez pas fait plus tôt ?* » Il faut le faire, c'est maintenant, je peux vous l'assurer. Allez interroger des jeunes, voyez les épisodes climatiques que nous traversons. Je suis à votre entière disposition, mais vraiment, pour que vous puissiez relayer les impacts des travaux, des chantiers, pour qu'on puisse les expliquer. On peut avoir des désaccords de fond, on peut avoir des appréciations différentes ; mais si on partage tous l'objectif de la transition écologique et solidaire, il faut appuyer ce mouvement. C'est celui-là que nous conduisons à Montpellier. Décarbonner nos mobilités, c'est faire le pari de l'avenir. C'est notre pari. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 3 voix

Ont voté contre : Mme Isabelle MARSALA, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Philippe SAUREL.

46. Aménagement durable du territoire - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier relatif à l'accompagnement à la démarche climat-air-énergie dans le cadre d'un renouvellement de labellisation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°46. Convention de groupement de commandes sur la démarche climat-air-énergie. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

47. Aménagement durable du territoire - Convention d'occupation temporaire entre la Ville de Montpellier et l'association Médiation avec Toits - Autorisation de signature

Mme R. TIKOUK entre en séance (avec les pouvoirs de MM. M. LAOUKIRI et F. VASQUEZ).

Mme. I. MARSALA sort de séance (avec le pouvoir de Mme J. URBANI).

Mme S. JANNIN quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Maire : Affaire n°47. Y a-t-il des questions sur la convention d'occupation temporaire entre la Ville et l'association Médiation avec Toits ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

**48. Aménagement durable du territoire - Hôtel Baschy du Cayla - Convention
d'occupation du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme -
Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Affaire n°48. Hôtel Baschy. Vous vouliez dire quelque chose, Madame YAGUE ? Allez-y.

Annie YAGUE : Je voulais juste vous demander de quel lieu il s'agit. Parce que vous dites : « *La Ville souhaite poursuivre le déploiement, mettant à disposition le nouveau bien ci-dessous* ».

Monsieur le Maire : Pardon, Madame YAGUE, c'est 573 rue des Grèzes. Je suis allé un peu vite. C'est de l'habitat intercalaire. L'habitat intercalaire, c'est une des dispositions...

Annie YAGUE : Oui, je sais.

Monsieur le Maire : Voilà. Donc nous nous mobilisons. Vous vous doutez bien que ça nous aide à accompagner le squat des Beaux-Arts, les villages de transition, les réfugiés ukrainiens.

Annie YAGUE : Je n'ai pas du tout de problème par rapport à ça. C'est que l'adresse du bien n'a pas été nommée dans la délibération, c'est tout.

Monsieur le Maire : Madame, merci beaucoup. 573 rue des Grèzes. Mais c'est pour moi l'occasion de répondre sur un point. Vous savez qu'il y a un camp de réfugiés syriens à La Mosson, et nous mobilisons donc l'intercalaire pour une sortie et un accompagnement de ces populations. Chaque fois, nous faisons valoir les droits de la Ville : il n'y a pas de régularité à occuper un lieu illégal. Mais là, nous menons une opération avec l'habitat intercalaire. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Refus de prendre part au vote ? Merci de cette unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

**49. Hors commission - Convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée
Métropole et Midi-Libre pour la co-organisation de la troisième édition du Forum "Le
Monde Nouveau" à Montpellier - Autorisation de signature**

Mme. I. MARSALA entre en séance (avec le pouvoir de Mme J. URBANI).

Monsieur le Maire : Convention entre la Métropole et *Midi Libre* pour l'organisation du Forum « *Le Monde Nouveau* ». Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Juste sur les affaires 49 et 50, où il s'agit de voter des partenariats presse pour des dizaines de milliers d'euros (en tout, on est sur 120 000 €). On s'est abstenus en Conseil de Métropole mardi, on fera de même aujourd'hui. Pourquoi s'abstenir ? Parce qu'on considère qu'à l'heure actuelle, où l'on doit faire des économies sur l'énergie, où on doit mener des investissements majeurs sur les questions de transition écologique, ce genre de partenariats n'a plus vraiment lieu

d'être, d'autant plus au regard des différents partenaires qui financent et qui interviennent lors de ces événements.

L'affaire 49, c'est « *le Monde Nouveau* ». Vous nous proposez d'aider à hauteur de 60 000 € cet événement, qui ressemble beaucoup au monde d'avant, financé par des sponsors comme Lidl et JCDecaux pour nous expliquer le monde de demain. Nous, on est plutôt d'avis que ça se fera sans eux ! Et qu'après le cadeau de 165 000 € en début de mandat à JCDecaux, on peut se passer d'un énième geste à destination de la communication de ces grands groupes.

Ensuite, il y a « *Futurapolis santé* » organisé par le journal *Le Point*. Contre l'avis de la Métropole, vous proposez d'y consacrer 63 000 €. L'an dernier, c'était le groupe Korian qui faisait partie des partenaires de cet événement, aux côtés de nos Collectivités, ce groupe qui détient un millier d'EHPAD et qui est actuellement poursuivi par de nombreuses familles pour des actes de maltraitance. Aujourd'hui, devant la méconnaissance des parties prenantes de l'édition 2022, on va préférer s'abstenir. Enfin, on trouve assez osé de vanter la déontologie du *Point*. Dans le texte que vous nous soumettez, on parle de « *déontologie* » et de « *journal à forte valeur ajoutée* ». *Le Point*, franchement, c'est un journal de droite assumé, réactionnaire et globalement libéral, dont des unes à charge contre la NUPES montrent qu'il ressemble assez fortement à votre ligne politique. En revanche, franchement, une ligne rouge a été franchie récemment avec la publication d'un article vraiment diffamatoire contre les députés Alexis CORBIERE et Raquel GARRIDO – qui a d'ailleurs soulevé l'indignation de l'ensemble de la profession journalistique. Nous pensons donc qu'un peu de déontologie dans nos propres ordres du jour ne ferait pas de mal, et on s'abstiendra sur ces partenariats plus que douteux.

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, vous avez exprimé vos convictions. *Le Point* est un partenaire ancien de la Ville de Montpellier. Je ne partage pas tous les articles, j'ai même été très choqué par le scandale de l'article nourri par Monsieur LAGARDE. Ça, ce sont des basses œuvres, des petits gars qui passent des informations mesquines à la presse, des faux trucs. Ici comme ailleurs, ou ailleurs comme ici. Bon. Que tout le monde soit rassuré : moi, je paie. Pas de problème, vraiment pas de problème. Si, d'ailleurs, quelqu'un, de la majorité ou de l'opposition, veut l'intégralité des pièces et des factures sur ma maison, pas de souci. Je ne dis pas ça pour vous, Madame DOULAIN, je sais que vous avez d'ailleurs pris vos distances quand tout ça a été utilisé. Je me demande même si je ne vais pas me livrer à un exercice public sur le sujet – mais ce n'est pas le sujet. Il y a des journalistes pas sérieux, et d'ailleurs les basses œuvres de Monsieur LAGARDE, dont on peut se féliciter de sa défaite, sont une très bonne nouvelle, lui-même étant un clientéliste patenté, un communautariste sans nom – c'est mon avis.

Donc *Le Point*, c'est le partenaire de la Comédie du livre depuis toujours avec « *Futurapolis santé* ». Je me permets de saluer Monsieur SAUREL : vous êtes l'ancien Maire et c'est vous qui avez lancé cette manifestation « *Futurapolis santé* », parce que Montpellier est Capitale Santé. Il y a une totale liberté dans la programmation des tables rondes qui sont organisées, qui permettent de mettre en valeur l'écosystème Montpellicrain. Il y a d'ailleurs un article incroyable – vous allez me dire que je cite un journal de droite – dans *Le Figaro*, sur Monsieur LEMAÎTRE, qui est le premier à questionner, à guérir le vieillissement. Ce serait très bien qu'on arrive à ce qu'on le fixe à Montpellier, qu'on le soutienne, parce que les Américains... Ça a pu permettre ce type de manifestations. Il y a une liberté éditoriale, avec une société des journalistes. Après, oui, ils ont recouru à des mécénats pour financer ce type de projets. « *Futurapolis santé* » est très apprécié des Montpellicrains et de la communauté des chercheurs.

Vous me reprochez assez d'être socialiste. Je suis Maire de la Ville, et donc on doit avoir à travailler

avec la pluralité. Ensuite, *Le Midi Libre*, qui est quand même le quotidien de référence, nous a proposé cette initiative du « *Monde Nouveau* », qui permet de débattre des enjeux de la transition écologique. Un média, ça participe à sensibiliser. Là aussi, ils montrent les solutions, les changements, ils invitent des acteurs importants de la société civile, pas tous. Ça fait partie des innombrables initiatives dont nous avons besoin. Ils se font ensuite écho dans le journal. Ils nous ont proposé ça, et on a dit qu'on était partenaire. Mais là encore, *Le Midi Libre* a une liberté d'éditorialiser, et donc ils font leurs plateaux et ils choisissent leurs partenaires : ce n'est pas nous qui faisons cela. Alors, ça relève du mécénat. Moi, je crois que ce n'est pas mal d'avoir ce type d'initiatives qui se tiennent à Montpellier. En fait, il faut que je vous dise pourquoi « *le Monde Nouveau* » est arrivé à Montpellier. Il y a eu une alternance politique à Perpignan, et « *le Monde Nouveau* » avait eu un engouement. Évidemment, la Municipalité de Perpignan n'a pas le même regard sur les questions de la transition écologique que celle qui est actuellement en responsabilité à Montpellier.

Il peut y avoir d'autres types de partenariats. On a fait le choix de les accueillir, c'est un moment de débat. D'ailleurs, dans les discussions qui ont eu lieu l'année dernière – peut-être que vous n'y étiez pas, on ne peut pas être partout – il y a des gens qui ont questionné ces entreprises, dont, au moins, les dirigeants peuvent parfois avoir les oreilles qui sifflent de loin. Je pense que c'est bien qu'on accompagne. J'entends votre abstention de réserve, et j'en prends acte, mais je crois que ce n'est pas mal qu'on continue « *Futurapolis santé* » avec la dynamique de Med Vallée, le lien science-société, et que le quotidien *Le Midi Libre* puisse porter ces questions du « *Monde Nouveau* » et de la transition. Ils ont leur liberté éditoriale, et, de temps en temps, nous en faisons les frais, vous comme moi, nous tous. C'est ainsi, et je crois qu'il ne faut pas jeter de suspicion sur leur programme. On peut critiquer leur mécénat, mais on peut jouer au jeu de la pureté sur toutes les entreprises. Vous le dites ; vos positions sur le sujet sont connues. Il y en a certaines, je n'ai pas de sympathie pour elles. Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Flora LABOURIER

50. Hors commission - Convention entre la ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Le Point pour la co-organisation de la sixième édition de Futurapolis à Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Même vote sur l'affaire n°50 ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Flora LABOURIER.

51. Ressources - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier (CCAS) de Montpellier et la Ville de Montpellier pour la passation de trois marchés de maintenance, prestations et acquisitions complémentaires des solutions Astre, eSeditRH, e-Temptation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°51. Convention de groupement de commandes entre Montpellier

Méditerranée Métropole, le CCAS et la Ville de Montpellier. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Refus de vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

52. Ressources - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°52. Même Vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

53. Ressources - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition et le contrôle d'une orthophotographie PCRS 5cm - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°53. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

54. Ressources - Assistance au recrutement - Convention cadre entre la Ville de Montpellier et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG34) - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°54, sur les RH. C'est nos liens avec le Centre de gestion. Si tu veux dire un mot, Michel [ASLANIAN] ?

Michel ASLANIAN : Non, Monsieur le Maire, rien de particulier. C'est juste une convention pour nous aider au recrutement.

Monsieur le Maire : Merci. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Michel ASLANIAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

55. Ressources - Mise en place d'un dispositif de traitement des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes au sein de la Ville de Montpellier - Approbation

M. M. DIORE quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Maire : Affaire n°55. Peut-être, Michel [ASLANIAN] ? Je suis allé vite sur ce dossier. C'est le même qu'à la Métropole, mais c'est peut-être important, très important même, qu'il y ait un focus. C'est travaillé avec Madame NAKIB.

Michel ASLANIAN : Très, très important. D'ailleurs, ça a fait l'objet de beaucoup de réunions de travail avec les organisations syndicales, et avec un consensus total. L'objectif est de doter les agents et les managers d'un outil permettant de réagir rapidement et de façon adaptée si l'activité professionnelle ne peut plus être exercée dans un cadre serein, face à une situation de violence ou de discrimination. Vous avez dans le dossier qui vous a été transmis tous les détails. L'objectif est de formaliser trois grandes étapes hyper importantes : recueillir et analyser les signalements des agents victimes ou témoins de faits – et je précise bien : ou témoins de faits – orienter les agents concernés vers les services professionnels compétents que nous avons dédiés pour les accompagner dans un soutien et la mise en place d'une aide juridique, et enfin, assurer le traitement des faits signalés et prendre toutes mesures de protection appropriées envers l'agent victime ou témoin.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur ASLANIAN. Est-ce qu'il y a des questions ou des demandes de prise de parole sur ce sujet très important ? Écoutez, je crois qu'il va faire consensus, et c'est une très bonne chose. Notre vote est un message à l'ensemble des agents très important. Comme toute collectivité humaine, on n'est pas à l'abri de manquements, et il faut donc qu'on puisse travailler. Michel [ASLANIAN] ?

Michel ASLANIAN : Je voulais juste ajouter un mot. J'ai oublié de le dire tout à l'heure, quand nous avons parlé du Campus du Management. Ça fait partie des réponses que nous allons donner de façon globale, dans quelques temps, sur les éléments que nous mettons en place sur la lutte contre l'absentéisme. Une partie de l'absentéisme est bien évidemment liée à cette agressivité que l'on peut retrouver quelque fois. C'est une des pièces du puzzle que nous sommes en train de mettre en place.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

56. Ressources - Relations Institutionnelles entre la Ville et la Métropole - Mise à disposition de services - Conventions de mise à disposition - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°56. On y arrive, et, après, on fait les deux questions de Madame DOULAIN à la fin. Relations institutionnelles Ville et Métropole. Y a-t-il des questions ? Contre ? Abstention ? Refus de prendre part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

57. Ressources - Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Modifications des services communs avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n°57. Modifications des services communs avenants aux conventions de services communs sur les différents pôles. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

58. Ressources - Modification du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Refonte du Régime indemnitaire des catégories A, B et C - Approbation

Mme A. YAGUE quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Maire : Affaire n°58. Monsieur ASLANIAN.

Michel ASLANIAN : Oui, Monsieur le Maire. Il s'agit d'une modification du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) que nous avons mis en place à la Ville, contrairement à la Métropole où il n'existait pas. En fait, dans cette délibération, vous avez deux volets. D'une part, la modification de la délibération précédente avec la création de deux niveaux d'expertise pour les catégories C, et la modification des annexes, le rajout d'un nouveau cadre d'emploi qui reprend les indemnités forfaitaires complémentaires pour élection. Et un deuxième volet, qui vient préciser les modalités d'application du régime indemnitaire, et notamment de l'Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), en cas d'absence, en modifiant l'article 3.1.6 de la délibération du 29 mars 2022.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur ASLANIAN. Madame DOULAIN, vous voulez dire un mot ?

Alenka DOULAIN : *intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Non ? Même prise de parole qu'à la Métropole ? Ok. Monsieur MARTIN ?

Hervé MARTIN : Merci, Monsieur le Maire. Effectivement, le groupe communiste aura bien entendu le même vote qu'à la Métropole. Je ne vais pas reprendre l'argumentation que j'avais donnée avant-hier sur le fait que favoriser un régime indemnitaire aux dépens de véritables augmentations salariales – et donc des points d'indice – ça met en réalité en danger le statut même de la fonction publique, parce que ça met en danger l'indépendance du fonctionnaire. Je passe vite sur ce sujet-là, que j'ai déjà eu l'occasion d'expliquer.

Je vois bien que le débat glisse systématiquement sur la question de l'absentéisme. Je sais – et d'ailleurs mon ami Michel ASLANIAN vient de le dire juste avant – qu'un travail est engagé sur cette question de l'absentéisme, et les élus communistes prendront toute leur part dans cette réflexion et dans les actions à la fois globales et précises qui seront prises sur le sujet, chacun et chacune dans nos délégations.

Il y a quand même un point que je voudrais poser dès aujourd'hui, parce que ce débat sur l'absentéisme, qui donne parfois lieu à des amalgames entre ce qui relève des absences de droit (pour

cause de maladie, de formation, de naissance, pour tout un tas de droits), et ce qui est de l'absentéisme : le comportement de certains qui ne sont pas là où ils devraient être. Ce sujet-là va être traité plus tard par Michel ASLANIAN, je l'ai dit. Mais il y a un point que nous devons d'ores et déjà dénoncer dès aujourd'hui : c'est que cet absentéisme est toujours reposé sur des arrêts médicaux de complaisance, délivrés par des médecins. Personne ne dit jamais rien sur ces médecins qui font des arrêts de complaisance qui coûtent cher à la Sécurité sociale. En plus, ils se font payer 25 € systématiquement, au passage, l'arrêt de complaisance, sans compter le financement de l'arrêt maladie de la personne qui n'est en réalité pas malade. C'est donc un scandale absolu qui n'est jamais dénoncé ! Les autorités compétentes de ces médecins-là ne font rien. Et pourtant, qu'est-ce qu'on voit comme articles sur l'absentéisme de la Mairie de Montpellier, sur les comportements des fonctionnaires ! On jette l'opprobre sur l'ensemble des fonctionnaires, et en particulier l'ensemble de la fonction publique territoriale, alors qu'il y a derrière le comportement scandaleux de ces médecins qui se laissent aller à ce genre de pratiques. Dès maintenant, il faut mettre en place les contrôles vis-à-vis de ces médecins, parce qu'à un moment donné, je veux bien qu'on s'occupe du comportement des consommateurs, mais il faudrait à un moment donné s'attaquer aux dealers de ce genre d'arrêts médicaux de complaisance.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur MARTIN. Je vais d'abord parler du RIFSEEP pour quand même bien expliquer. On a eu ce débat à la Métropole, chacun a pu exprimer ses convictions, et vous l'avez fait aussi, Madame DOULAIN. Mais, à la Ville, c'est très important, le RIFSEEP.

Très clairement, c'est 100 % des agents de la Ville qui vont voir une augmentation fin juillet sur feuille de paie grâce au RIFSEEP. C'est le choix budgétaire de 3,5 M€. Grâce à votre vote, mes chers collègues, dans le budget supplémentaire, pour bien équilibrer, 500 000 € ont été rajoutés. Près de 70 % des agents vont avoir une feuille de paie augmentée d'au moins 50 € en juillet. C'est un élément très important. Les principes qui ont guidé Michel ASLANIAN et l'ensemble des services de la RH, c'est d'abord d'être plus équitable pour faire converger les régimes indemnitaires entre les deux Collectivités : la Ville et la Métropole. La Part Complémentaire Indemnitaire (PCI) qui n'existait pas à la Ville, mais qui existait à la Métropole, est créée.

Nous allons aussi augmenter la valeur faciale du titre restaurant, qui va passer, pour les agents de la Ville, à 7,50 €, c'est-à-dire au même niveau qu'à la Métropole.

Mais aussi, et je sais que pour toutes et tous, en particulier les administrateurs, ces gens formidables du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles du personnel municipal (COSC) – formidables – c'est très important : nous allons vers une convergence de la subvention – et pas des structures, de la subvention – entre la Ville et la Métropole, parce qu'il y avait un décalage entre les deux montants, ce qui fait que les œuvres de la Ville, malgré tout le dynamisme des équipes, étaient moindres en termes de prestations culture, cinéma, livres, voyage, enfin tout ce qui fait la vie sociale de la Collectivité. Il y a donc une trajectoire d'augmentation du COSC, qu'on retrouvera dans chaque budget. Donc un budget accru pour les œuvres.

Un RIFSEEP plus juste, car il va dépendre des responsabilités occupées. Nous avons eu des discussions, notamment sur la situation des Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles (ATSEM), des animateurs, des Agents d'Entretien et de Restauration Scolaire (AERS) ou des agents de l'espace public. Pour eux, il y a une prise en compte qui sera au rendez-vous.

Troisième point. Je veux le dire : c'est un choix entre la Ville et la Métropole, qui est un choix budgétaire en faveur de nos agents qui méritent cette reconnaissance de près de 7,5 M€. C'est cela que nous mettons en œuvre. Ce RIFSEEP s'inscrit dans l'agenda social que nous avons décliné dès

le début du mandat avec Michel ASLANIAN : d'abord la prime Covid-19, l'augmentation des quotas d'avancement et de promotion dès 2020. Il y a tellement de situations, parfois on aimerait plus, mais on a augmenté en septembre 2020. En 2021, la mise en place de la prime d'intéressement collective de 300 €, dont le versement, cher Michel ASLANIAN, se fera un peu plus tôt dans l'année, pour éviter des soucis avec d'autres prestations sociales – et merci aux organisations syndicales de l'avoir pointé. Maintenant, c'est le RIFSEEP en 2022-2023. En 2024, nous travaillerons sur la protection sociale et la prévoyance de nos agents. Nous avons eu un débat, un vote unanime sur le sujet, pour améliorer la couverture santé et la prévoyance des agents. C'est cela, notre agenda social.

Nous avons aussi fait un travail – je l'ai dit à la Métropole, mais je veux le répéter ici – pour déprécariser un certain nombre de postes dans les tableaux des effectifs avec des situations héritées de longue date. Et puis, là où il le fallait, nous avons créé des postes, notamment là où il y avait des surcharges de travail qui apparaissaient très importantes. Tout n'est pas réglé. Tout ne se réglera pas ici. Alors, nous avons posé cela.

Monsieur MARTIN, vous avez évoqué un point du débat sur l'opprobre qui pouvait être jetée sur les fonctionnaires territoriaux – et d'ailleurs, parfois, sur tous les fonctionnaires – lié à l'absentéisme. L'absentéisme est une réalité dans notre Collectivité, nous ne devons pas la minorer. Les organisations syndicales ne veulent pas davantage la minorer, elles sont bien conscientes de ça. Le taux moyen d'absentéisme est de 7, 8 %, il est lié aux maladies ordinaires ou aux heureux événements ou, parfois, les situations plus difficiles. Nous voulons travailler sur l'ensemble des leviers. C'est pour ça que, dans le tableau des effectifs, des postes de préventeurs vont être créés pour travailler sur les conditions de travail, sur ce que vous avez dit, Monsieur MARTIN, sur des formes de complaisance, qui ne sont pas, évidemment, l'immense majorité du corps médical à Montpellier, loin de là. Nous voyons bien qu'il y a des petits sujets qui se posent. D'ailleurs, certains disent : « *C'est toujours les mêmes* ». Le Président de l'Ordre des médecins s'est montré disponible pour pouvoir travailler avec nous, en tout cas il est prêt à un échange. À partir du mois de septembre, c'est donc un des sujets – à la suite de votre demande, d'ailleurs – qui va être pris en compte. L'absentéisme est multifactoriel, et il faut pouvoir travailler sur l'ensemble des choses. En tout cas, il ne faut pas qu'on s'y résigne.

En dernier point, il y a un sujet qui a fait débat et qui porte évidemment sur les 10 jours – je rappelle qu'à Toulouse, c'est 4. Je le dis aussi : dans le cadre du dialogue social, évidemment, il y aura peut-être des ajustements à opérer sur le RIFSEEP, parce que c'est un profond changement. Mais le dialogue sera aussi évidemment au rendez-vous. Nous avons formulé la proposition – elle s'est faite à la Métropole, et de manière parallèle, à la Ville – de pouvoir avoir 10 jours glissants. Les organisations syndicales ont fait le choix de voter contre ; nous en avons pris acte. Mais cette proposition-là sera dans la discussion de l'agenda social, parce qu'il faut que nous puissions avoir un dialogue social constructif. Nous partageons des objectifs communs, et en tout cas les organisations syndicales le disent, montrent leur volontarisme d'agir sur le taux d'absentéisme qui n'est pas normal à la Ville. Je suis, vous le savez, résolu sur ce sujet. Le rapport de la Chambre régionale des comptes, qui est en cours de rédaction, renvoie la Collectivité sur ces sujets-là. Nous avons donc l'obligation d'agir, y compris sur les mécanismes que vous avez pointés. Voilà l'esprit de cette délibération.

C'est un peu le même débat à la Métropole, mais, à la Ville, il prend un caractère social accentué. Je veux m'adresser ici aux agents de la Collectivité. Il existe un sentiment d'inégalité de traitement entre la Ville et la Métropole. Nous avons une stratégie de convergence : parfois il y a des agents Métropole et des agents Ville qui sont dans les mêmes bureaux, dans les mêmes couloirs, et ils perçoivent cela. Notre ambition, qui est l'étape suivante après les mutualisations qui se sont opérées, c'est donc cette convergence. Une fois qu'il y aura homogénéité dans ce qu'on pourrait appeler « *le groupe Montpellier* », nous poursuivrons évidemment nos efforts dans le cadre de l'agenda social pour

améliorer nos responsabilités employeur. C'est aussi l'occasion pour moi, à cet instant, de remercier l'ensemble des agents de la Collectivité pour leur implication. Il y a le point d'indice qui est revalorisé, et c'était une mesure indispensable, attendue. Ça n'arrivera pas sur la paie de juillet, mais d'août – en août, il y aura la paie de juillet et la paie d'août.

Je propose de passer au vote. Je remercie aussi Michel ASLANIAN et les équipes RH : un très, très gros travail a été mené, très attendu – c'est le premier sujet sur lequel les organisations syndicales nous avaient interpellés. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Flora LABOURIER.

Abstentions : 5 voix

Se sont abstenus : M. Georges ARDISSON, Mme Emilie CABELLO, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Agnès SAURAT.

59. Ressources - Modification du tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n°59. Modification du tableau des effectifs. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Pas de commentaires ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 5 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

60. Ressources - Suivi des recommandations du rapport d'observations définitives sur les actions entreprises par la Ville de Montpellier à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes - Approbation

M. A. EL KANDOUSSI quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Maire : Suivi des recommandations des observations de la Chambre Régionale des Comptes (CRC). C'est une prise d'acte. Y a-t-il des questions ?

Le Conseil prend acte.

61. Ressources - Délégation de service public - Application de la loi du 25 août 2021 confortant le respect des principes de la République - Modifications des contrats en cours

Monsieur le Maire : Marchés publics, commandes publiques écoresponsables. Je me permets, Catherine [RIBOT], parce que c'est toi qui as soulevé ce point au Conseil de Métropole. C'est l'extension du principe de laïcité pour les structures délégataires. Tu veux dire un mot ?

Catherine RIBOT : Je peux présenter, oui.

Monsieur le Maire : Aller, vas-y. Mais je t'appuie, tu sais comme j'ai travaillé sur ce dossier.

Catherine RIBOT : En fait, c'est exactement la même question qui s'était posée au Conseil de Métropole avant hier. Il s'agit là de l'application des dispositions législatives d'une loi du 24 août 2021, confortant le respect des principes de la République. Cette loi impose à tout organisme chargé de l'exécution de service public de veiller au respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité. En application de ces dispositions législatives, il est nécessaire de passer des avenants modifiant les contrats de délégation de gestion de services publics qui sont passés. À la Métropole, il y avait 11 contrats concernés. A la Ville, il y en a 3. Très brièvement, c'est l'essentiel.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame RIBOT. Effectivement, comme je l'ai dit en Conseil de Métropole, une délégation de services publics, c'est les mêmes principes que le service public. L'obligation de neutralité des agents, précisément, va donc s'appliquer dans la DSP pour les agents de TaM. C'est l'extension du principe de laïcité.

J'appuie, parce qu'en tant que Maire de la Ville, j'ai l'honneur d'animer le groupe laïcité au sein de l'Association des Maires de France. On avait beaucoup travaillé sur ce sujet pour poser les règles pour tous ceux qui exercent dans le champ du service public. Je voudrais indiquer qu'à cette occasion, avec Monsieur le Directeur Général des Services et avec Monsieur ASLANIAN, tout comme on a mis en place des dispositifs de prévention, il y aura un référent laïcité commun Ville et Métropole, pour accompagner les agents dans leurs missions, comme ça existe dans l'Éducation nationale, et qui pourra aussi accompagner nos délégataires de service public.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

62. Hors commission - Délégations du Conseil municipal au Maire - Approbation

Monsieur le Maire : Délégations au Maire sur les occupations gratuites du domaine public. Elles sont transparentes. C'est pour alléger un peu les travaux des Conseils. Ça se retrouvera dans « *Décisions du maire* ». Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

63. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Montpellier Events - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Monsieur le Maire : Ensuite, rapport annuel sur Montpellier Events. C'est une prise d'acte. Le Conseil prend acte.

Le Conseil prend acte.

64. Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation

Monsieur le Maire : Sur la SA3M, c'est une prise d'acte. Ok ?

Le Conseil prend acte.

65. Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Economie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport annuel 2021 de l'administrateur - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n°65, sur la SERM. C'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

66. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SOMIMON - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation

Monsieur le Maire : Et sur la SOMIMON, c'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

67. Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Monsieur le Maire : Et sur la TaM, il s'agit aussi d'une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

Questions diverses

Monsieur le Maire : Ensuite, les deux questions de Madame DOULAIN. Cout, vous êtes d'accord sur les deux points et on essaie de vous répondre ?

Alenka DOULAIN : Oui, très bien. C'est deux sujets n'ont pas été votés par notre Conseil municipal, qui font l'objet de beaucoup d'inquiétude de la part de nos concitoyens et concitoyennes et qui me semblent devoir faire l'objet de réponses. Le premier, comme je l'ai dit, c'est sur votre volonté assumée – enfin, justement, pas assumée – de demander à la Préfecture de l'Hérault de ne pas proposer l'ouverture des bars jusqu'à 2 heures, qui impacte fortement nos restaurateurs, et qui, à mon avis – et pas qu'à mon avis – n'améliore pas la sécurité. Quand vous êtes une femme, vous le savez, vous préférez un centre-ville animé. Et ça ne correspond pas du tout aux modes de vie : on est dans une ville méditerranéenne et le soir, on est jusque tard en terrasse, parce qu'il fait chaud, etc. On n'est pas d'accord sur cette vision. Vous êtes pour une vision ville-musée ; ce n'est pas la nôtre. Par contre, vraiment, je m'étonne de ce manque de concertation avec les restaurateurs. Ça ressemble un peu à ce qui s'était passé l'année dernière sur le règlement des terrasses, et je crois que ce n'est pas la bonne méthode. Pourquoi ce silence ? Pourquoi ne pas assumer cette décision ? La deuxième question, qui soulève aussi beaucoup...

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, on prend cette question et on vous répond. Et on fait une

deuxième question, et on vous répond. Je pense que c'est mieux, même pour vous, pour la captation vidéo, pour les réseaux sociaux – je ne vais pas éditorialiser votre communication, elle est très bonne, il n'y a pas de problème, elle vous appartient en tout cas. Monsieur COTE va vous répondre sur ce sujet, puis je rajouterai un tout petit mot.

Sébastien COTE : Monsieur le Maire, Madame DOULAIN. Je reconnais bien là une stratégie que vous mettez en œuvre patiemment : celle d'instrumentaliser toute petite colère de n'importe quels citoyens, groupes de citoyens bien organisés de la ville de Montpellier pour en faire une polémique. C'est assez constant : vous nous aviez déjà gratifiés l'an dernier d'une belle défense des épiceries de nuit, dont le monde constate, fermeture administrative après fermeture administrative, l'impact positif qu'elles ont sur la vie nocturne à Montpellier. Là, vous nous faites finalement un deuxième acte avec cette histoire de fermeture.

Je rappelle simplement que ce n'est pas une surprise, puisque la règle qui est définie par le préfet, c'est 1h du matin. Vous l'avez dit vous-même je crois, une quinzaine de villes de l'Hérault font exception, et beaucoup de communes, notamment littorales, ne le font pas.

Pourquoi donc nous serions adeptes d'une ville-musée ? D'abord, je ne connais pas beaucoup de musées qui ferment à 1h du matin, mais, si vous voulez, on peut essayer de faire une petite visite ensemble. Première chose.

Deuxième chose : nous sommes une ville méditerranéenne. Donc à ce titre, les pauvres habitants de l'Écusson ont le droit, selon vous, d'être dérangés, de ne pas pouvoir dormir avant 2h, 2h30, 3h, 3h30 ? Je vous invite, comme je l'avais fait au moment des épiceries de nuit, au lieu de toujours écouter une petite minorité, non pas de restaurateurs, comme vous le dites – à 1h du matin, ils sont fermés – mais à écouter les bars qui sont contre la prolongation à 2h. Mais ceux-là, vous ne les rencontrez pas, et pour des raisons sur lesquelles je reviendrai. Je vous invite à prendre contact avec les Comités de quartier de Saint-Roch, de Saint-Anne, de la place de la Canourgue, à contacter l'association Droit au sommeil. Ce sont des gens qui habitent l'Écusson et on a besoin, dans l'Écusson, d'un équilibre. Notre objectif, ça n'est pas une ville-musée, c'est une ville équilibrée, c'est une ville où on pourra, en centre-ville, vivre, travailler et, effectivement, s'amuser.

N'importe quel Montpelliérain sourit quand on dit : « *Montpellier, une ville-musée* ». 15 000 personnes place de l'Europe pour la Fête de la musique, plus de 5 000 sur la Comédie. Des milliers dans toutes les rues. Le festival Tohu-Bohu, ici, depuis 3 jours. Le festival Palmarosa qui va débiter au mois d'août. N'importe quel Montpelliérain qui se promène dans les rues de cette ville à 1h ou 2h du matin ne peut que rire, quand vous parlez, dans certaines de vos communications médiatisées, d'une « *ville morne* ». C'est une plaisanterie.

Encore une fois, nous, nous défendons une ville équilibrée. Effectivement, nous ne voulons pas que l'Écusson se transforme comme certains quartiers dans certaines métropoles européennes, où il n'y a plus que des bars et des Airbnb. C'est toute la logique de ce que nous essayons de faire en réglementant Airbnb et, effectivement, en luttant contre le bruit dans la Ville et aussi – on y reviendra en matière de préemption – contre ce qu'on appelle « *les rues de la soif* », qui sont désastreuses pour l'immense majorité des riverains. Mais, *a priori*, vous ne vous souciez guère de ces gens-là.

Je termine en disant que, pour quelqu'un qui parle beaucoup de la NUPES depuis le début de ce Conseil, c'est intéressant : vous n'êtes même pas membre de la France Insoumise. Votre groupe, il n'y a pas le Parti socialiste, il n'y a pas le Parti communiste, il n'y a pas de Verts. C'est quand même extraordinaire. C'est-à-dire que, excusez-moi...

Monsieur le Maire : Restez sur la réponse.

Sébastien COTE : Au bout d'un moment, l'instrumentalisation politique, ça commence à bien faire ; pour quelqu'un qui défend les droits sociaux – en tout cas qui dit les défendre – allez voir aussi les salariés de ces quelques patrons de bars, dont quelques-uns, effectivement, sont bien connus des services de la Ville. Allez les rencontrer, parce que finir à 1h ou finir à 2h, ce n'est pas le même temps de travail, et c'est pas la même heure à laquelle on rentre chez soi. Donc oui, nous défendons une ville et un centre-ville équilibrés au bénéfice des riverains, au bénéfice des Montpelliérains et des Montpelliéraines, quelles que soient leurs activités dans la ville. Merci.

Alenka DOULAIN : Pourquoi ne pas avoir pris la décision de consulter les bars et les restaurateurs ?

Monsieur le Maire : Attendez, il n'y a aucun souci. C'est un dialogue avec la Préfecture, et l'information est partagée.

Je voudrais compléter un petit point, sur la ville-musée. C'est un débat qui existe dans toutes les métropoles. Je me souviens, dans la campagne électorale, vous aviez proposé la fermeture des bars à 3h du matin. Assurément, pour les familles qui vivent dans le centre-ville, ça peut être un facteur de tension. Vous savez, vous allez sans doute aussi rencontrer des gens qui vous racontent que l'horaire de collecte du conteneur à verre, parfois à 7h... C'est tenir le compromis urbain, c'est une question d'équilibre.

Je veux être très clair. Monsieur COTE l'a dit, mais je veux insister. Notre ville, c'est une ville qui déborde d'activités. Des fois, on se demande s'il n'y en a pas trop, tellement il y a d'initiatives – y compris nous-mêmes, il faut qu'on ait la soutenabilité pour suivre. Il était très important, d'ailleurs, qu'après ces deux ans d'épreuve pour la jeunesse, on fasse les Nuits du Pérou. C'est pour ça qu'on a voulu la Fête de la musique, c'est pour ça qu'on a fait le retour de Tohu-Bohu sur le parvis de la Mairie, et plein d'autres choses. On peut même continuer, je ne veux pas faire celui qui donne les bons plans et les bonnes adresses, mais, par exemple, le Rockstore, qui a été exonéré grâce au vote de cette Assemblée, pour tenir. Là, nous avons voté une aide pour l'Antirouille, petite salle de concert rue Anatole-France. Je pourrais parler du Moom – et c'est improbable qu'on vienne à citer le Moom dans un Conseil municipal, dans cette Assemblée. Ce sont des lieux qui ont des autorisations jusqu'à 6h et qui ont fait un travail sur l'insonorisation, qui permet aux jeunes de pouvoir profiter de la soirée, etc. Et nous avons fait le bus l'Amigo, qui a « *repris du service* ». C'est une vieille idée, je me souviens qu'on l'avait suggéré avec quelques-uns, Georges FRÊCHE, parce qu'à l'époque, la mortalité routière était effrayante de statistiques. Donc on essaie de tenir cet équilibre.

Je veux peut-être même vous convaincre : c'est que si le centre-ville de Montpellier ressemble à celui de certaines villes, où il n'y a plus que des logements Airbnb, où il y a des autorisations, au nom de cette idée que les restaurateurs seraient prêts à travailler jusqu'à 2h, 3h, mais à la fin, vous n'avez plus de familles qui y vivent. Y compris les jeunes, qui viennent y faire la fête, ne disent pas que « *c'est un centre-ville musée* », ils disent : « *il n'y a pas d'âme* » – celui d'Aix-en-Provence ressemble un peu à ça. Les mouvements citoyens de Barcelone, j'ai eu l'occasion de m'exprimer avec Ada COLAU [Maire de Barcelone] sur ce sujet-là – ce n'est pas n'importe qui – on a évoqué ce sujet de la régulation.

Alors, peut-être 00h30, 1h30 mais ça sera 1h. Voilà. Beaucoup d'établissement s'y retrouvent. C'est pour ça qu'on a aussi, pour ces mêmes établissements – et ça, ils ne l'ont pas dit, les gens qui se sont adressés à vous – fait la régulation sur la vente d'alcool par les épiceries de nuit. Il vaut mieux que

les jeunes se retrouvent en terrasse, dans un cadre sécurisé, convivial, avec souvent des jeunes serveurs qui viennent du lycée hôtelier Georges-Frêche – et là, je rends hommage à une petite anecdote personnelle de la semaine dernière. C'est cet équilibre.

On aura l'occasion de dialoguer sur ces sujets avec Monsieur Jacques MESTRE, Président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH) de l'Hérault. Montpellier, la ville qui ne se couche jamais, son énergie, sa politique culturelle, sa politique sportive, je crois que vous ne pouvez pas nous faire le reproche de l'éteindre. D'ailleurs, beaucoup de gens nous disent : « *mais comment vous arriver à faire tout ça ?* » et il faut qu'on en soit fier. Mais il faut aussi qu'il y ait des familles qui vivent dans le centre-ville. Des enfants vont rentrer dans la future école du Conservatoire à la rentrée prochaine, et on entend beaucoup de familles dire : « *des fois, nous, on envisage de quitter l'Ecusson* » : il faut les garder. C'est justement pour ne pas finir comme un musée. C'est rester un lieu vivant.

Deuxième question, Madame DOULAIN, sur les trois boulevards. Allez-y, et c'est Madame FRÊCHE qui vous répondra.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. C'est sur les questions de plan de circulation. Je crois qu'on est tous d'accord pour dire qu'il faut changer les schémas de circulation de notre Ville. De toute façon, on n'a pas le choix : il y a la ligne 5, il faut supprimer le trafic de transit. On est tous d'accord là-dessus...

Monsieur le Maire : Merci de le dire. Quand vous parlez de « *pagaille* », merci de dire qu'il faut le faire. Merci, vraiment, il faut le faire. Allez-y, excusez-moi.

Alenka DOULAIN : Il faut le faire, sauf qu'il faut le faire avec méthode, anticipation et concertation, et pas de fausses solutions. Là, on coince un peu sur ce sujet. C'est la question dont il était question ce matin avec le collectif des quatre boulevards : c'est la fermeture d'Albert-Dubout sans prendre en compte la question du trafic de transit à sa racine. Ce sont aujourd'hui des reports conséquents sur ces quatre boulevards (Berthelot, Vieussens, d'Orient et Rabelais). Comment se fait-il qu'on en soit rendu à une situation où on a décidé qu'un seul axe du centre-ville devienne le déversoir de milliers de voitures, avec les impacts environnementaux que ça implique pour ces habitants ? On est vraiment dans la stratégie du « *déshabiller Paul pour habiller Jacques* », et, pour nous, ce n'est pas une solution qui peut être durable. D'ailleurs, les habitants de ces quartiers le disent. La ligne 5, fermeture de Clemenceau ? On le prend. Mais la fermeture de Clemenceau et d'Albert-Dubout en même temps sur une zone où les axes n'étaient pas du tout prévus pour ce type de transit ? Je comprends leurs questionnements, et la méthode me semble, du coup, vraiment mauvaise. Surtout que, mardi, en Conseil de Métropole, vous avez refusé mon plan d'urgence sur les transports. Aujourd'hui, on est dans une situation où, depuis deux ans, il n'y a pas eu d'amélioration de l'offre de transport sur Montpellier, vraiment, il n'y en a pas. On nous parle de la ligne 5...

Monsieur le Maire : Elle est plus ou moins cyclable, la Ville ?

Alenka DOULAIN : Bien sûr, sur les vélos, mais là je vous parle...

Monsieur le Maire : Merci, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Monsieur le Maire, là on parle de personnes qui prennent leur voiture, du trafic de transit. Il y a le vélo, je pense qu'on sera d'accord pour souligner ce point-là. Mais il faut aussi des transports en commun attractifs pour aller aider ces personnes-là. Il y a aussi des gens qui se trouvent

là mais qui ne devraient pas y être, et vous l'avez souligné tout à l'heure. Est-ce qu'on trouve cette situation normale aujourd'hui ? Est-ce que, en gros, la situation va empirer le 22 août ? A quoi va ressembler la situation pour ces riverains à la rentrée ? Est-ce qu'on peut aujourd'hui se contenter de dire : « *eh bien, c'est comme ça* » ? Il me semble que non. On peut avoir un enfant asthmatique qui pâtit de la situation, il y a même eu un platane percuté par un camion parce qu'on a des poids lourds qui circulent sur cette zone. On a des personnes qui sont en rez-de-chaussée, et qui hésitent maintenant, le soir entre soit ouvrir leurs fenêtres et avoir un brouhaha incessant, même la nuit, soit avoir très chaud. Pour nous, cette situation est donc aujourd'hui dangereuse.

Je tiens à le rappeler : en tant que cycliste, sur le boulevard Berthelot, quel risque prend-on aujourd'hui ? Je le dis : franchement, on est aujourd'hui dans une situation où s'est devenu dangereux, et ça va l'être encore plus. Que fait-on ? Ma question est très simple : que répondez-vous aux propositions de bon sens de ces quatre boulevards, qui disent : « *il nous faut aujourd'hui une réunion publique pour mettre à plat la situation* » ? Et comment fait-on pour prendre les problèmes de trafic, de transit, à la racine ? On ne peut pas juste dire aujourd'hui : « *on bascule Clemenceau, on bascule Albert-Dubout complètement sur cette zone qui n'était pas du tout prévue à cet effet* ». Donc, eux, ils demandent une réunion avec des éléments objectifs – pas des postures politiciennes, des éléments objectifs de scénario – pour prendre ce problème à la racine. Que répondez-vous ? Pouvez-vous prendre l'engagement de cette réunion publique en septembre ?

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, Madame FRÊCHE va vous répondre sur tous les aspects, et au-delà.

Julie FRECHE : Oui, calmement et de manière apaisée, parce que c'est vrai que c'est un sujet particulièrement complexe. On est tous d'accord pour dire que nous menons une politique qui est nécessaire. Nous prenons des choix qui sont difficiles et qui provoquent des inquiétudes légitimes. Effectivement, depuis le 27 juin et la fermeture du tunnel de la Comédie, qui est rendue nécessaire par la fermeture du dernier grand boulevard qui vient se rabattre à l'Ecusson, il ne reste plus que l'avenue Clemenceau. Nous fermons le tunnel de la Comédie non par position dogmatique et de posture, comme vous le dites, mais pour éviter que ces 11 000 voitures qui transitent sur la ligne Clemenceau ne s'éparpillent finalement dans toutes les voiries connexes, et pour assurer l'apaisement des habitants qui y résident, à partir du 27 juin. Et parce que la Ville de Montpellier, depuis une dizaine d'années, n'a pas fait l'objet d'une restructuration de son plan de circulation. Résultat, elle est complètement livrée aux algorithmes des applications GPS, dont la logique est le plus court itinéraire. Le GPS, GoogleMaps, Waze, n'identifient pas qu'une rue est une rue des écoliers, passe devant une école ou un collège.

Il faut évidemment remettre de la méthode, de l'organisation dans un plan de circulation. Avec deux logiques. Une logique de desserte locale, avec des boucles de dessertes pour les riverains qui rentrent chez eux, pour les commerçants qui vont se faire livrer, pour les clients de ces commerces, qui peuvent bénéficier d'un stationnement de 30 minutes qui est gratuit. On est dans la première logique de destination. Ensuite, une logique de contournement. Il existe plusieurs types de contournements pour les automobilistes contraints de prendre leur voiture. Je ne parle pas, effectivement, de tous ceux qui peuvent faire autrement, des 57% de déplacements dans la Ville qui font moins de 3km, et des 41% de ces 57% qui font moins d'1 km, soit 8 minutes à vélo et 14 minutes à pied. Parlons des automobilistes qui, effectivement, sont obligés de prendre leur voiture. Il y a des logiques de contournement : effectivement, les boulevards de quartier, les boulevards de ceinture et les axes de grand contournement.

Ensuite, plus spécifiquement sur la question des trois boulevards, vous dites que c'est la seule solution

alternative. Vous vous appuyez, finalement, sur ce seul point. Mais ce n'est absolument pas ce que nous avons présenté. Nous avons évidemment dit que les résidents de ces quartiers pouvaient circuler sur ces boulevards inter-quartiers, mais que tous les gens qui avaient l'habitude de transiter par le tunnel de la Comédie, il faut aussi laisser le temps pour qu'ils prennent d'autres itinéraires de contournement beaucoup plus en amont.

C'est pour ça que, depuis le 27 juin, nous avons mis en place un Comité de suivi qui se réunit chaque semaine pour apporter des mesures correctives. Il n'y a pas eu de transformations de ce type depuis la création et l'inauguration du tunnel de la Comédie en 1986 ou la piétonisation de l'Ecusson en 2004 par Hélène MANDROUX. Forcément, ces grands changements demandent du temps pour que chacun retrouve des habitudes de déplacement dans la Ville. Nous avons opéré le renforcement de l'efficacité des grands jalonnements, notamment au niveau du rond-point du Grand M vers l'avenue du Colonel Pavelet ou l'avenue de Vanières. Petit à petit, voilà, nous prenons les mesures correctives qui s'imposent. Nous avons installé une station permanente de mesure du bruit sur le boulevard Rabelais. Nous avons réduit la vitesse. Je rappelle quand même que, sur le boulevard Rabelais, à partir du carrefour Peyson-Perruque- Rabelais, il y avait deux voies de circulation dans le même sens, ce qui, évidemment, avait pour conséquence des pointes de circulation, qui étaient d'ailleurs une des principales revendications des habitants du quartier comme des associations, qui disaient qu'il fallait sécuriser ces carrefours. Ce que nous avons fait. Nous avons fait des aménagements sur les carrefours Rabelais-Narcisse, Rabelais-Peyson-Perruque, nous avons mis des terrepleins, nous avons réduit la vitesse. Aujourd'hui, la mise à deux fois une voie dans les deux sens a pour conséquence directe – et je pense que c'est effectivement au bénéfice des habitants de ces quartiers – un abaissement très notoire de la vitesse de circulation. Nous avons également réduit la largeur des voies : nous sommes passés de 7 mètres à 5 mètres, ce qui nous a permis de faire une bande cyclable sur le versant nord du boulevard Rabelais.

Je ne pense pas que la bande cyclable soit la panacée, mais on ne pouvait pas faire autrement. Mais les cyclistes, à l'avenir, ils n'auront aucun intérêt à passer par ces boulevards inter-quartiers. Ils auront deux autres possibilités bien plus sécuritaires et qualitatives : ils passeront, 150 mètres plus haut, sur le boulevard de Strasbourg, qui sera la partie sud-ouest de l'anneau vélo, ou ils passeront sur le futur aménagement cyclable de l'avenue Albert-Dubout, dont les travaux commencent effectivement le 22 août et vont durer pendant six mois. Ensuite, les cyclistes n'auront pas intérêt à emprunter ces bandes cyclables.

Par là même, nous sécurisons le chemin de l'écolier en sécurisant les accès au collège Gérard-Philippe. Nous allons aussi supprimer la fonction transit de la rue Frédéric-Fabrèges pour sécuriser le chemin de l'écolier pour les groupes scolaires Jacques-Brel et Simone-Signoret. Nous allons sécuriser aussi en supprimant la fonction de transit du boulevard de Strasbourg pour assurer la sécurité du chemin de l'écolier pour la crèche Edelweiss, le groupe scolaire Paul-Bert et le groupe scolaire Louis-Figuiet.

Nous avons une politique qui est cohérente, qui a été concertée lors de réunions publiques dans le cadre de la stratégie « *Quartiers apaisés* ». Il y a des groupes habitants qui se sont réunis, et c'est par souci de cohérence que nous avons bien expliqué dès le départ que la circulation était un invariant. Nous souhaitons sortir la circulation de transit. Nous prenons des mesures correctives sur Rabelais. Peut-être, pour finir, un dernier point. Nous travaillons aussi sur les comptages. Nous avons pris des engagements très forts vis-à-vis du collectif des trois boulevards qui, chaque fois qu'il le demande, est reçu, aussi bien par le Cabinet que par les services techniques. Nous avons mis un comptage sur le boulevard Rabelais. Pour objectiver encore plus la situation, nous avons rajouté deux compteurs : l'un sur le boulevard Vieussens, et l'autre sur le boulevard de la Perruque. Nous avons également

engagé un travail très fin, qui devrait être beaucoup plus complet à la fin du mois d'août, sur la régulation des feux. Dès que la fonction de transit sera supprimée, dès le 22 août, sur la rue Frédéric-Fabrèges, nous allons perdre un temps de feu sur le carrefour Peyson-Perruque-Rabelais, ce qui, évidemment, libérera de la capacité de stockage du feu sur ce grand boulevard. Après, il faut quand même le dire aussi : c'est un boulevard qui était déjà très circulé, et on a effectivement, ensuite, toute une politique pour apporter les mesures correctives, nécessaires à ces grands changements, pour observer finement tous les reports de trafic et faire au mieux pour faire accepter ces changements.

Pour finir, les grands contournements. Évidemment, vous avez raison. Vous dites, je vous cite : « *ne pas prendre le transit à sa racine* ». Mais, Madame DOULAIN, en fait, toutes les grandes métropoles d'Europe et françaises ont eu des contournements. La Ville de Montpellier était à la 25^e place nationale, en l'espace de 25 ans, nous avons eu 180 000 habitants supplémentaires, à l'époque, nous n'avions pas besoin de contournement ; aujourd'hui, nous en avons besoin. C'est la raison pour laquelle Michaël DELAFOSSE s'est impliqué personnellement pour obtenir l'adossement à la concession pour la réalisation du Contournement Ouest de Montpellier (COM), pour éviter que la collectivité finance 285 M€ pour relier l'A750 à l'A9, les six kilomètres pour assurer cet axe de contournement. Je rappelle que, sur tous ces projets de contournement, pour ne pas prendre le transit à sa racine, vous êtes contre ces projets.

Monsieur le Maire : Merci, Madame FRECHE. Nous arrivons au terme de ce Conseil municipal. Ayant inscrit les deux questions orales, il me revient de vous souhaiter, mes chers collègues, pour ceux qui n'ont pas encore pris de vacances, de bonnes vacances. Je voudrais renouveler mes remerciements à l'ensemble de l'administration de la Collectivité, aux personnes qui assurent la traduction en langue des signes pour rendre accessible à tous les débats de nos Conseils. Remercier aussi pour la qualité des échanges. Je voudrais quand même avoir un mot très particulier, et je vous demanderai de vous joindre à mes applaudissements, pour le Service des Assemblées qui permet que nous puissions travailler dans les meilleures conditions possibles et garantir les droits de chacun. Nous avons des gens toujours avec le sourire, toujours disponibles. Je crois que, grâce à eux, les élus de la majorité et les autres élus de notre Conseil reçoivent toutes les informations qui leur permettent d'exercer au mieux leurs mandats d'élus. Je tiens, au nom du Conseil municipal, à vous remercier.

Applaudissements

Monsieur le Maire : Merci à tous.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 13h25.



Conseil municipal du 28 juillet 2022

**Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23
du Code Général des Collectivités Territoriales**

N°VD2022-157 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V0D0041AI "prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la mairie de Montpellier" - lot n°11: parc zoologique de Lunaret - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'un avenant n° 1 au lot n°11 du marché n°V0D004AI, afin de modifier la durée du contrat, à la suite d'une erreur matérielle de date indiquée dans le formulaire de mise au point. Le lot n° 11 est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du contrat pour toutes les prestations à l'exception du nettoyage des WC secs qui commencera le 25 février 2023 (et non le 25 février 2022. Les modifications ont une incidence financière : Le nouveau prix mensuel BPU du poste « Zoo de Lunaret secteur public serre Amazonienne » est de 1 611,32 € HT.

N°VD2022-175 - Direction des Relations Internationales

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Medcités - Année 2022 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à renouveler son adhésion, pour l'année 2022 et pour le montant de 1 700 €, à l'association MEDCITES.

N°VD2022-176 - Direction des Relations Internationales

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Française des Communes, Départements et Régions pour la Paix (AFCD RP) - Année 2022 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à renouveler son adhésion, pour l'année 2022 et pour une cotisation annuelle de 5 800 €, à l'ASSOCIATION FRANÇAISE DES COMMUNES, DEPARTEMENTS ET REGIONS POUR LA PAIX (AFCD RP) appelée également Mayors for Peace.

N°VD2022-177 - Direction des Relations Internationales

Décision relative à une convention de mise à disposition, au sein de l'Espace Martin Luther king, 27 boulevard Louis Blanc et à titre gratuit, d'une boîte aux lettres au profit de l'association Montpellier SOS-Ukraine

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'association MONTPELLIER SOS-UKRAINE, d'une convention afin de mettre à disposition de celle-ci une boîte aux lettres en partage avec la Ligue des Droits de l'Homme, situé à l'Espace Martin-Luther-King. La convention, conclue à titre gratuit prend effet à compter de sa date de signature.

N°VD2022-213 - Direction des Systèmes d'Information

Décision relative à l'avenant de transfert n° 1 pour les lots 3 et 5 - Marché n°G0D0029RI Achat et maintenance postes de travail, serveurs, composants informatiques et prestations, vidéoprojecteurs et licences outils graphiques - Autorisation de signature

Objet : A la suite à la communication de la société ORDISYS en date du 30 mars 2022 informant la ville de l'opération de fusion de l'ensemble des sociétés sous l'entité EURL ORDISYS INFORMATIQUE, il convient de permettre par voie d'avenant le transfert des lots 3 "Composants informatiques et aide au développement" et 5 "Vidéoprojecteurs Ville et CCAS" du marché G0D0029RI à la société précitée.

N°VD2022-214 - Direction des Systèmes d'Information

Décision relative à l'avenant de transfert n°1 au marché n°G0D0029RI pour le lot 2 - Achat et maintenance postes de travail, serveurs, composants informatiques et prestations, vidéoprojecteurs et licences outils graphiques - Autorisation de signature

Objet : A la suite à la notification de cession valant avenant de transfert par la société AXIANS CLOUD BUILDER/APX INTEGRATION, en date du 22 mars 2022, informant la ville d'un acte d'apport d'actif en date du 1er avril 2022 l'entreprise AXIANS CLOUD BUILDER AIX devient ainsi AXIANS CLOUD BUILDER AIX - SYSTELCOM ; il convient de transférer vers cette dernière le lot n° 2 « Serveurs Ville » dans le cadre du marché G0D0029RI.

N°VD2022-217 - Direction de la Communication

Décision relative à l'avenant n° 1 au marché n°G1C0007CO - Impression et diffusion du magazine de communication interne commun à Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et son CCAS - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°G1C0007CO, concernant l'impression et la diffusion du magazine de communication interne commun à Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et son CCAS avec le titulaire du marché CHIRIPO. Il a pour objet de modifier l'article 2 du Cahier des Clauses Techniques Particulières et d'ajouter 5 nouveaux prix au bordereau des prix unitaires dans un souci de tendre vers le zéro déchet et d'éliminer l'emballage plastique qui accompagnait l'envoi des magazines de communication interne aux agents. L'avenant n'a aucune incidence financière.

N°VD2022-227 - Direction de la Cohésion Sociale

Décision relative au renouvellement de l'adhésion de la ville de Montpellier à l'association "Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée" (TZCLD) - Année 2022

Objet : Il s'agit du renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association TERRITOIRES ZERO CHOMEUR DE LONGUE DUREE (TZCLD) pour l'année 2022 pour un montant de 500 €.

N°VD2022-237 - Direction Travaux et Maintenance

Décision relative à la réfection complète des sanitaires de l'école élémentaire Louisville - Demande de subvention

Objet : Il s'agit de déposer une demande de subvention pour des travaux de réfection complète des sanitaires de l'école élémentaire Louisville. Le montant estimatif de l'opération s'élève à 75 000 € HT.

N°VD2022-238 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Décision relative au renouvellement d'adhésion à l'association Centre-Ville en mouvement 2022 -Cotisation

Objet : Il est proposé le renouvellement d'adhésion à l'association CENTRE-VILLE EN MOUVEMENT pour l'année 2022, le montant de la cotisation est de 2 000 €.

N°VD2022-250 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de la régie d'avances du service Courrier Pôle Relations Usagers

Objet : Pour une meilleure gestion de la régie, il convient d'ouvrir un compte de dépôt de fonds auprès du Trésor Public, d'augmenter le montant de l'avance et d'ajouter un nouveau mode de règlement.

N°VD2022-252 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à l'accord cadre n°V2C0006EM - Achat de fournitures scolaires, de matériel pédagogique et didactique - Attribution

Objet : La Ville de Montpellier attribue l'accord cadre n° V2C0006EM « Achat de fournitures scolaires, de matériel pédagogique et didactique » à la société LACOSTE sise à le Thar (84), pour un montant maximum de 200 000 € HT. Le marché est conclu pour une période d'exécution de 3 mois à partir de la notification.

N°VD2022-254 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative au marché n°V1D0043EM - Achat de manuels scolaires - Attribution

Objet : La Ville de Montpellier attribue l'accord-cadre n° V1D0043EM « Achat de manuels scolaires » à la société PICHON sise à Veauche (42) pour un montant maximum de 1 200 000 € HT. Cet accord-cadre est conclu pour une période initiale d'exécution de 1 an à compter de sa notification, et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

N°VD2022-257 - Direction de l'Enfance

Décision relative à une convention cadre de Partenariat "Musique et petite enfance" 2022-2024

Objet : Il s'agit de la signature d'une convention de partenariat cadre avec l'opéra Orchestre national qui prévoit la réalisation d'ateliers musicaux de deux journées de sensibilisation à destination des professionnelles, enfants et parents pour une durée d'un an renouvelable 3 fois. Le montant total à charge de la ville est de 5 000 € par an.

N°VD2022-258 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requêtes n°2201869-3 et n°2201950-3 - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS à la suite aux des dépôts de :

- La requête n°2201869-3 déposée le 12 avril 2022 par un agent contractuel de la Ville de Montpellier contre la décision du 14 février 2022 de demande de remboursement de son traitement pour la période du 4 au 17 septembre 202 ;

- La requête n°2201950-3 déposée le 17 avril 2022 par ce même agent de la Ville de Montpellier contre l'avis des sommes à payer en date du 17 février 2022 correspondant au remboursement de son traitement pour la période du 4 au 17 septembre 2021.

N°VD2022-259 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Décision relative aux travaux - Opération de sécurisation de l'espace public - Demande d'autorisations d'urbanisme

Objet : Il s'agit d'autoriser les travaux pour clôturer l'espace aux abords de l'Espace Mosson afin de lutter contre des pratiques de ventes illégales sur le domaine public et de concourir à mieux sécuriser les usages sur les espaces publics situés aux abords du marché aux puces municipal.

N°VD2022-261 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "TUTTI" pour les 14 février, 14 mars, 21 mars et 28 mars 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association TUTTI pour les 14 février, 14 mars, 21 mars et 28 mars 2022, moyennant une redevance de 60,80 €.

N°VD2022-262 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à l'accord cadre n°V2B0022EM Achat et livraison de granulés bois - Attribution

Objet : La Ville de Montpellier attribue le marché d'achat et de livraison de granulés bois à la société SAS POLOP sice le Vigan (30), pour un montant maximum de 75 000 € HT. Il s'agit d'un accord cadre unique conclu pour une période d'exécution de 3 ans à partir de la notification.

N°VD2022-263 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°2202448-8 - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2202448-8 par un agent de la Ville près le Tribunal Administratif de Montpellier le 12 mai 2022 sollicitant une expertise médicale suite à la fixation des taux d'invalidé pour deux accidents du travail subis et ce, afin de demander réparation des préjudices extra-patrimoniaux.

N°VD2022-264 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2202444-8 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2202444-8 par un Agent de la Ville près le Tribunal Administratif de Montpellier le 12 mai 2022 sollicitant une expertise médicale tendant à faire reconnaître l'imputabilité au service d'une maladie professionnelle hors tableau.

N°VD2022-265 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'école de musique des Beaux-Arts ' pour le 21 mai 2022.

Objet : Il agit d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs conclue avec l'association ECOLE DE MUSIQUE DES BEAUX-ARTS pour le 21 mai 2022, moyennant une redevance de 61 €.

N°VD2022-266 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à la réalisation de travaux - Copropriété 1 boulevard Victor Hugo - Protocole Transactionnel entre la Ville de Montpellier et le syndic Foncia LMG - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et le SYNDIC FONCIA LMG, d'un protocole transactionnel. Il a pour objet de formaliser la réalisation des travaux des enduits de façade, préconisés par l'expert, à prendre en charge par la copropriété pour un montant de 4 730 € TTC. En contrepartie, la Ville s'engage à avancer les frais pour la réalisation de l'ensemble des réparations nécessaires afin de faciliter les interactions entre les différentes entreprises intervenantes.

N°VD2022-267 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'estimer en justice "la requête n° 2202025-1 TA - Maha BENHMAD-SMAHI"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES consécutivement au dépôt de la requête n° 2202025-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame BENHMAD-SMAHI contre l'arrêté de permis de construire modificatif n° DP 3417221M1502 en date du 22 décembre 2021 par lequel le Maire ne s'est pas opposé à la déclaration préalable déposée par l'Association SYNDICALE LIBRE LE PARC DES MELIAS (ASL) pour la construction d'un mur et modification du local « Poubelles ».

N°VD2022-268 - Direction des Systèmes d'Information

Décision relative au marché n°V2D0019RI - Acquisition d'un portail Intranet et de prestations informatiques - Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour la réalisation du marché n°V2D0019RI. Il concerne l'acquisition et la mise en œuvre d'un portail Intranet, ainsi qu'une prestation de chefferie de projet. Il est conclu pour un montant maximum de 460 000 € HT et pour une durée de 2 ans à compter de la date d'effet de cette décision.

N°VD2022-269 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à un échange de concession au cimetière Saint-Etienne

Objet : Il s'agit d'autoriser une rétrocession d'une concession trentenaire située au carré confessionnel israélite acquise en urgence en 2020 par défaut de disponibilité de caveaux en carré non confessionnel. La personne, gravement malade au moment de l'achat n'étant pas décédée, des concessions situées dans des secteurs non confessionnels sont désormais disponibles. La Ville accorde l'échange de la concession initialement acquise contre un caveau du même cimetière.

N°VD2022-270 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à une rétrocession d'une concession perpétuelle - Acte 29704 - Annexe du Cimetière Saint-Lazare

Objet : Il s'agit d'une demande de rétrocession d'une concession perpétuelle située à l'Annexe du Cimetière Saint-Lazare, Concession acquise le 18 mars 1975 pour un montant de 1 584 Francs (241 €). La Ville reprend la concession pour ce montant, elle sera attribuée à un nouveau concessionnaire pour 50 ans.

N°VD2022-271 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative au marché n°V2B0038ST - Identification, stérilisation, surveillance sanitaire et soins de la population animale - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché relatif aux prestations d'identification, de stérilisation, de surveillance sanitaire et de soins de la population animale, selon le classement suivant :

1 - Clinique vétérinaire les Patounes - Castelnau-le-Lez (34)

2 - SCP ROSA CABEZUELO - Montpellier (34)

3 - Clinique vétérinaire les Tonnelles - Montpellier (34)

4 - VETOCIA MONTPELLIER - Montpellier (34)

5 - SCP VET AIGUELONGUE - Montpellier (34)

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification du marché, avec reconduction, sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant maximum de 50 000 € HT.

N°VD2022-272 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au marché n°V8B0068JM - Souscription des contrats d'assurance - Lot n°1 : Tous risques expositions et objets d'art - Avenant n°1 de modification de désignation sociale du titulaire - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant 1 du lot 1 au marché n°V8B0068JM de souscription de contrat d'assurance avec le CABINET GRAS SAVOYE. Ayant informé la Collectivité de la modification de sa dénomination sociale en WILLIS TOWERS WATSON FRANCE. Cet avenant n'a aucune incidence financière.

N°VD2022-273 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°2202535-3 et n°2202536-3 TA - Ressources Humaines

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS à la suite du dépôt devant le Tribunal Administratif de Montpellier des requêtes :

- n°2202535-3 par un agent de la Ville tendant à la suspension de la décision du 31 mars 2022 portant suspension pour une durée de 6 mois à compter du 31 mars 2022 ;
- n°2202536-3 par un agent de la Ville tendant à l'annulation de la décision du 31 mars 2022 portant suspension pour une durée de 6 mois à compter du 31 mars 2022.

N°VD2022-274 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice - Requête en référé suspension n°2202559-1 TA - Maha BENHMAD-SMAHI

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée AU CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2202559-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame BENHMAD-SMAHI tendant à la suspension de l'arrêté de permis de construire modificatif n° DP 3417221M1502 en date du 22 décembre 2021 par lequel le Maire ne s'est pas opposé à la déclaration préalable déposée par l'ASL Le Parc des Mélias pour la construction d'un mur et modification du local « Poubelles ».

N°VD2022-276 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2202473-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2202473-3 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par un agent de la Ville contre l'arrêté Municipal du 19 novembre 2021 prononçant sa révocation.

N°VD2022-277 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à un contrat de bail commercial MACCAGNAN - Ville de Montpellier - Local situé 3 place Renaudel - Avenant n°1 - Autorisation de signer l'avenant

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au bail commercial entre MACCAGNAN et la Ville de Montpellier pour la mise à disposition des locaux situés 3 place Renaudel. Cet avenant porte sur l'identité du mandataire de Madame MACCAGNAN, non précisé dans le bail. Ce mandataire se substituera au bailleur pour toutes les opérations comptables liées au bail.

N°VD2022-278 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requêtes n°2202537-3 et n°2202538-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS à la suite des dépôts des requêtes :

- En référé provision n°2202537-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par un agent de la Ville tendant à obtenir réparation des préjudices extra-patrimoniaux suite à un accident de travail subi le 25 janvier 2017 ;
- n°2202538-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par un agent de la Ville tendant à obtenir réparation des préjudices extra-patrimoniaux suite à un accident de travail subi le 25 janvier 2017.

N°VD2022-279 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2202394-1 TA - Syndicat des copropriétaires de la résidence Villa Circe "

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2202394-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par le SYNDIC DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE DE LA VILLA CIRCE contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34 172 21 M 0114 en date du 28 septembre 2021 délivré à la SARL ME PROMOTION et contre l'arrêté de transfert de permis de construire PC 34 172 21 M 0114 T01 en date du 18 délivré à la SARL ME CONSTRUCTION pour la construction de trois logements au 190 Chemin de Moulares.

N°VD2022-280 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à la rénovation de la chaufferie au centre technique municipal Garosud avec la réalisation d'une chaufferie bois-énergie - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demandes de subventions

Objet : Dans le cadre de sa politique pour lutter contre le changement climatique et afin d'améliorer le confort thermique dans les bâtiments communaux, la Ville de Montpellier a décidé la rénovation de la chaufferie du centre technique municipal Garosud avec passage au bois granulés et réalisation d'une chaufferie bois-énergie.

N°VD2022-281 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2202303-5 TA - SELARL PHARMA MC"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2202303-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SELARL PHARMA MC contre l'avis des sommes à payer en date du 8 mars 2022 n°00300 2022 158 891 portant sur la taxe locale de publicité extérieure.

N°VD2022-283 - Direction de la Cohésion Sociale

Décision relative au renouvellement d'adhésion à l'association des Elus Locaux Contre le Sida (ELCS) pour l'année 2022

Objet : Depuis 2016, la Ville de Montpellier adhère au label des "Villes engagées contre le SIDA" de L'ASSOCIATION DES ELUS LOCAUX CONTRE LE SIDA. Il est donc proposé de renouveler l'adhésion pour l'année 2022 pour un montant de 1 000 €.

N°VD2022-284 - Direction Travaux et Maintenance

Décision relative à la réfection de la toiture du bâtiment central de l'école maternelle Luis de Camoens et de ses annexes - Demande d'autorisation d'urbanisme

Objet : Il s'agit de déposer une demande d'autorisation d'urbanisme pour des travaux de réfection de la toiture de l'école maternelle Luis- de Camoens. Le montant des travaux est estimé à 250 000 € HT.

N°VD2022-285 - Direction Paysage et Biodiversité

Décision relative à l'accord-Cadre n°G2D00004PB - Fournitures de paillages organiques et minéraux - Attribution

Objet : La Ville décide de passer un accord-cadre, dans le cadre d'un groupement de commandes avec la Métropole, pour la fourniture de paillages organiques et minéraux avec l'entreprise SARIVIERE, sise à Lattes, pour un montant maximum annuel de 400 000 € pour une durée d'un an reconductible 3 ans.

N°VD2022-286 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°2202586-1 - Association ARFA Parc Montcalm"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2202586-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 mai 2022 par l'Association ARFA PARC MONTCALM contre la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 22 Mars 2022 portant modification n°14 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montpellier.

N°VD2022-287 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'TUTTI' pour les 9-14-16 et 30 mai 2022

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs conclue avec l'association TUTTI pour les 9-14-16 et 30 mai 2022, moyennant une redevance de 76,10 €.

N°VD2022-288 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative au marché n°V2C0004EN - Travaux de génie climatique dans les bâtiments existants - Rénovation des chaufferies - Lots 1 à 5 - Attributions

Objet : La Ville de Montpellier attribue le marché n°V2C0004EN de Travaux de génie climatique dans les bâtiments existants - Rénovation des chaufferies allant pour les 5 lots aux entreprises suivantes :

- Lot 1 : rénovation de la chaufferie du Gymnase Jouanique : IDEX ENERGIES sice à Gallargues le Montoux (30) pour un montant global et forfaitaire de 87 432,92 € HT ;
- Lot 2 : rénovation de la chaufferie de la Maison pour tous (MPT) Colucci : BOUYGUES ENERGIES & SERVICES FM FRANCE pour un montant global et forfaitaire de 24 998,67 € HT ;
- Lot 3 : rénovation de l'armoire de commande et de régulation du Gymnase B Jouanique : PYRETEC pour un montant global et forfaitaire de 13 393 € HT ;
- Lot 4 : rénovation de l'armoire de commande et de régulation la MPT M Colucci : THERMI REGULATION pour un montant global et forfaitaire de 8 890 € HT ;
- Lot 5 : rénovation de l'armoire de commande et de régulation du Pavillon Populaire : THERMI REGULATION sice à Lavérune pour un montant global et forfaitaire de 14 490 € HT.

N°VD2022-292 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' OSUM' pour les 2-13-23-24 et 25 juin 2022 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs conclue avec l'association OSUM pour les 2-13-23-24 et 25 juin 2022, moyennant une redevance de 274,50 €.

N°VD2022-293 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LES VOIX BUISSONNIÈRES ' pour le 10 juin 2022 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs conclue avec l'association LES VOIX BUISSONNIÈRES pour le 10 juin 2022, moyennant une redevance de 15,20 €.

N°VD2022-294 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LES VENTS DE MERIC ' pour les 9 avril et 1er octobre 2022 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs conclue avec l'association LES VENTS DE MERIC pour les 9 avril et 1er octobre 2022, moyennant une redevance de 61 €.

N°VD2022-295 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété NGHIEM - cadastre IZ 254 - 18 rue de Metz

Objet : Il s'agit d'intervenir sur cet immeuble dans le cadre de la concession Grand Coeur afin de réaliser un programme de rénovation et d'amélioration de l'habitat dans ce quartier. Il est donc proposé de préempter cet immeuble, à l'occasion de sa vente, au prix de 270 000 €.

N°VD2022-296 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "JORDELAN" pour le 18 avril 2022

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs conclue avec l'association JORDELAN pour le 18 avril 2022, moyennant une redevance de 61 €.

N°VD2022-297 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "L'ART SCÈNE" pour les 23-24-25-26-27 et 28 mai 2022

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs conclue avec l'association « L'ART SCÈNE » pour les 23-24-25-26-27 et 28 mai 2022, moyennant une redevance de 212,90 €.

N°VD2022-299 - Direction de l'Education

Décision relative au marché n°V1D0030AI - Transformation du site du conservatoire en école primaire démolition de corps d'états secondaires - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Le marché de "transformation du site du conservatoire en école primaire démolition de corps d'états secondaires" a été lancé pour une durée d'exécution de 4 mois dont 2 semaines de préparation comprises et attribué à la SARL CASTELNAU DEMOLITION, pour un montant de 345 000 € HT. Avant le lancement du marché de travaux, le bâtiment a fait l'objet d'une série de diagnostics et de sondages poussés. Malgré cet examen, l'exécution du marché de travaux, en phase démolition, rencontre des difficultés matérielles de nature imprévisible, impliquant des sujétions techniques complémentaires, entraînant une augmentation du contrat de 4 053 € HT portant ainsi le montant du marché à 349 053 € HT. Il est donc nécessaire de signer un avenant n°1.

N°VD2022-300 - Direction de l'Education

Décision relative à l'accord-cadre à bons de commande n°V1D0028ED - Encadrement des enfants pendant les temps périscolaires dans les écoles de la Ville de Montpellier - Attributions

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché V1D0028ED « Encadrement des enfants pendant les temps périscolaires dans les écoles de la Ville de Montpellier » à :

- Pour le lot 1, le groupement UFOLEP (Maison départementale des sports), sice Montpellier - VACANCES EVASION, sice Montpellier, sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 2 533 000 € HT.
- Pour le lot 2, le groupement UFOLEP (Maison départementale des sports), sice Montpellier – FRANCAS, sice Montpellier, sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 2 415 000 € HT.
- Pour le lot 3, le groupement MUC VACANCES (Complexe sportif Albert Batteux), sice Montpellier – VACANCES EVASION, sice Montpellier, sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 2 021 000 € HT.
- Pour le lot 4, le groupement MUC VACANCES (Complexe sportif Albert Batteux), sice Montpellier – FRANCAS, sice Montpellier - UFOLEP (Maison départementale des sports), sice Montpellier, sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 2 000 000 € HT.
- Pour le lot 5, le groupement LEH, sice Montpellier - PEP34, sice Montpellier, sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 1 891 000 € HT.
- Pour le lot 6, MUC VACANCES (Complexe sportif Albert Batteux), sice Montpellier, sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 1 930 000 € HT.
- Pour le lot 7, le groupement FRANCAS sice Montpellier – VACANCES EVASION, sice Montpellier, sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 1 870 000 € HT.
- Pour le lot 8, VACANCES EVASION, sice Montpellier, sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 2 533 000 € HT.
- Pour le lot 9, le groupement VACANCES EVASION, sice Montpellier – MUC VACANCES (Complexe sportif Albert Batteux), sice Montpellier, sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 3 136 000 € HT.

L'accord cadre est conclu pour une période initiale courant à partir de sa notification ou, si sa notification est antérieure à cette date, à compter du 13/07/2022, et jusqu'au 13/07/2023. L'accord cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an.

N°VD2022-301 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative au marché n° V2B0041SP - Réalisation du spectacle pyrotechnique et musical de la fête nationale du 14 juillet 2022 - Attribution

Objet : Attribution du marché n°V2B0041SP Spectacle pyrotechnique et musical du 14 juillet 2022 à la société JACQUES COUTURIER ORGANISATION pour un montant de 84 600,00 € HT. Le marché prendra effet à compter de sa notification jusqu'au nettoyage complet du site après l'évènement.

N°VD2022-303 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative à l'accord-cadre n°V2B0033ZO - Traitement de protection et de finition des ouvrages métalliques du parc de Lunaret - Attribution

Objet : Le parc de Lunaret doit recourir à un prestataire extérieur pour le traitement de protection et de finition des ouvrages métalliques. Le présent accord cadre a été lancé pour une période initiale de 1 an renouvelable trois fois. Le montant maximum est de 20 000 € /an. Le marché a été attribué à l'entreprise SURFACIER, située à Vendargues.

N°VD2022-309 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "CONSPECTUS" pour les 11 mai, 1er, 8 et 22 juin 2022

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs conclue avec l'association CONSPECTUS pour les 11 mai, 01, 8 et 22 juin 2022, moyennant une redevance de 60,80 €.

N°VD2022-310 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "CONSPECTUS" pour les 2 et 3 juillet 2022

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs conclue avec l'association CONSPECTUS pour les 2 et 3 juillet 2022, moyennant une redevance de 91,50 €.

N°VD2022-311 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "OSUM" pour les 2-13-23-24 et 25 juin 2022

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs conclue avec l'association OSUM pour les 2-13-23-24 et 25 juin 2022, moyennant une redevance de 274,50 €.

N°VD2022-312 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "France PARKINSON" pour les 7-14 avril, 12 mai et 9 juin 2022

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à titre gratuit conclue avec l'association FRANCE PARKINSON pour les 7-14 avril, 12 mai et 9 juin 2022.

N°VD2022-314 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "DANTE ALIGHIERI" pour les 20 mai et 3 juin 2022

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs conclue avec l'association DANTE ALIGHIERI pour les 20 mai et 3 juin 2022, moyennant une redevance de 30,40 €.

N°VD2022-315 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "GHOST PROD" pour le 22 mai 2022

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs conclue avec l'association GHOST PROD pour le 22 mai 2022, moyennant une redevance de 30,50 €.

N°VD2022-317 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à la création d'une porte coupe-feu d'accès au local de stockage de l'école maternelle GOETHE - Demande d'autorisation d'urbanisme

Objet : La Ville de Montpellier décide de créer une porte coupe-feu d'accès pour le local de stockage contigu à la chaufferie de l'école maternelle Goethe. Coût estimatif de l'opération : 10 000 € HT.

N°VD2022-318 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V0D0041AI - Mairies de proximité, bureaux, postes de police, bâtiments communaux - Lot n°3 - Modification des prestations mensuelles (A)

Objet : Un marché n° V0D0041AI de « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la mairie de Montpellier » a été lancé en 11 lots, sous la forme d'un accord-cadre sans minimum ni maximum et pour une durée dès sa notification d'un an reconductible trois fois. Le lot 3 « mairies de proximité, bureaux, postes de police, bâtiments communaux » a été attribué à l'entreprise SUD SERVICE SAS, comprenant des prestations régulières mensuelles (A) pour un montant de 3 473.10 € HT. Il est nécessaire de détailler le bordereau des prix unitaires; sans incidences financières. Il est donc nécessaire de signer un avenant n°1.

N°VD2022-320 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'autorisation d'occupation du domaine public par l'EPIC du Domaine d'O à l'occasion de la manifestation "Cinéma sous les étoiles" le 9 août 2022

Objet : Cette décision vise à approuver la mise à disposition du parvis de la cathédrale Saint-Pierre à l'EPIC DU DOMAINE D'O le 9 août 2022, en vue de l'organisation d'une séance de cinéma en plein air dans le cadre de la manifestation Cinéma sous les étoiles. Cette mise à disposition est à titre gratuit

N°VD2022-321 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative au marché n°V2B0042EM - Acquisition d'une plieuse d'imprimerie automatisée - Attribution

Objet : La Ville de Montpellier attribue le marché n°V2B0042EM pour l'acquisition d'une plieuse d'imprimerie automatisée à la société ASB ATELIER SERVICES BUREAUX sise à Mauguio, pour un montant de 59 300 € HT. C'est un accord cadre unique à exécuter dans un délai de 6 mois à compter de sa notification.

N°VD2022-323 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché V2D0024DC achat d'actions de communication dans le cadre de l'organisation de la Fête de la Musique

Objet : Cette décision vise à approuver la signature du marché V2D0024DC, pour un montant de 605 000 € HT, avec FRANCE TELEVISIONS, dans le cadre de la Fête de la Musique 2022

N°VD2022-324 - Direction des Finances

Décision relative à la création d'une régie de recettes "Soutien à l'Ukraine"

Objet : Il est proposé de créer une régie de recettes temporaire permettant l'encaissement de dons en soutien à l'Ukraine.

N°VD2022-328 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à l'attribution d'un accord cadre n°V2B0029EM passé selon une procédure adaptée pour l'achat de papier pour l'imprimerie de la Ville de Montpellier - Attribution

Objet : La Ville de Montpellier attribue l'accord cadre N° V2B0029EM « Achat de papier pour l'imprimerie de la Ville de Montpellier » aux sociétés PAPETERIE DU DAUPHINE, INAPA, et ANTALIS, pour un montant maximum de commandes de 80 000 € HT. C'est un accord cadre à bons de commande multi attributaire avec remise en concurrence sur le prix entre les titulaires lors de la survenance du besoin, prévu pour une période d'exécution de 2 ans à partir de sa notification.

N°VD2022-330 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la convention d'occupation du domaine public par la société Electron Libre Productions du 27 juin au 9 juillet 2022 dans le cadre des Nuits du Peyrou

Objet : Dans le cadre des Nuits du Peyrou, organisées par ELECTRON LIBRE PRODUCTIONS, la Ville de Montpellier autorise la société à occuper le domaine public, précisément la Promenade du Peyrou du 27 juin au 9 juillet 2022 pour le montage, l'exploitation et le démontage des besoins techniques et logistiques, via une convention d'occupation du domaine public.